

LA
QUESTION DES MINORITÉS
ENTRE
L'ITALIE ET LA YOUGOSLAVIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 15 Novembre 1929, à 2 heures.

PAR

Pierre JAQUIN

Président : M. LE FUR, Professeur

<i>Assesseurs</i>	<i>{</i>	MM. BASDEVANT. GIDEL.	<i>}</i>	<i>Professeurs</i>
---------------------------	----------	--------------------------	----------	--------------------

LIBRAIRIE

DU

RECUEIL SIREY

(Société Anonyme)

22, rue Soufflot — PARIS (V^e)

1929

THÈSE POUR LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses,
ces opinions doivent être considérées comme pro-
pres à leurs auteurs.**

LA
QUESTION DES MINORITÉS
ENTRE
L'ITALIE ET LA YOUGOSLAVIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 15 Novembre 1929, à 2 heures.

PAR

Pierre JAQUIN

Président : M. LE FUR, Professeur

<i>Assesseurs . . .</i>	$\left. \begin{array}{l} \text{MM. BASDEVANT.} \\ \text{GIDEL.} \end{array} \right\}$	<i>Professeurs</i>
-------------------------	---	--------------------

LIBRAIRIE
DU
RECUEIL SIREY
(Société Anonyme)
22, rue Soufflot — PARIS (V^e)
—
1929



AVERTISSEMENT

Pour les noms yougoslaves, nous avons adopté pour raisons de simplification et de plus grande clarté l'orthographe croate qui comprend, en plus des caractères latins, les caractères suivants :

č	se	prononce	tch.
ć	—	»	(mais son plus adouci).
š	—	ch.	
ž	—	j.	

Il faut, en outre, noter que *u* se prononce *ou* et que *r* entre deux consonnes ou au début d'un mot devant une consonne joue le rôle d'une voyelle et se prononce à peu près *eur*; *j* se prononce toujours comme *y* en français.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

Lorsqu'à la vieille notion de l'équilibre des Etats, on fut amené à substituer le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, on se rendit compte rapidement que ce principe ne pouvait être appliqué d'une manière absolue. En Europe centrale, en Europe orientale et dans les Balkans, par exemple, de nombreuses nationalités vivent depuis des siècles en contact étroit, tout en conservant leur langue, leurs coutumes et leurs religions; ainsi, dans certaines régions, comme dans le Banat et en Macédoine, ces races diverses sont si étroitement mêlées qu'il serait complètement impossible de tracer sur le terrain une ligne de démarcation séparant les territoires habités par chacune d'elles. Les nécessités géographiques ou économiques imposèrent donc l'incorporation de minorités de race, de langue ou de religion aux Etats nouvellement constitués, ainsi qu'à ceux qui sortaient considérablement agrandis de la guerre de 1914-1918.

C'est du désir de remédier, dans une certaine mesure, à ces dérogations au principe des nationalités, qu'est né le souci de la protection des minorités.

Le but poursuivi par les rédacteurs des traités dits de minorités a été en effet d'assurer aux populations incorporées, contre leur gré, à un Etat dont la majorité des habitants est d'une nationalité différente, le respect d'un certain nombre de droits et de privilèges, au premier rang desquels doivent être placés le respect de la langue et le droit au maintien de leurs caractéristiques nationales.

La mise en vigueur des traités de minorités et l'application de leurs diverses stipulations devaient d'ailleurs provoquer de nombreuses difficultés. Les Etats nouvellement créés ou ceux dont le territoire a été étendu à la suite de la guerre y voyaient une entrave à la réalisation de leur politique d'unification nationale. Ceux qui, au contraire, avaient perdu au bénéfice des Etats voisins un certain nombre de leurs nationaux voyaient dans le principe de la protection des minorités, un moyen leur permettant d'intervenir dans la politique intérieure de ces Etats et peut-être de préparer les esprits à admettre par la suite la nécessité d'une révision des traités de paix. Il est donc parfaitement exact de dire que la question des minorités constitue actuellement en Europe un des problèmes les plus graves de la politique européenne, une des causes latentes des plus sérieux conflits.

Nous avons cru intéressant de tenter l'étude de la question des minorités entre l'Italie et la Yougoslavie. Le problème des rapports italo-yougoslaves occupe en effet une place particulièrement importante dans la politique européenne et il nous paraît indispensable de connaître, dans ses lignes essentielles, la question des minorités entre les deux pays si l'on veut comprendre les raisons qui rendent si difficile l'établissement, entre l'Italie et la Yougoslavie, des rapports d'amitié et de collaboration que visait à réaliser le pacte signé à Rome le 27 janvier 1924 entre M. Mussolini, d'une part, au nom du Royaume d'Italie et MM. Pašić et Ninčić, d'autre part, au nom du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

La cause principale de la tension latente qui existe entre les deux Pays et envenime le moindre incident, ne peut être en effet de nature économique. Sans doute, alors que s'étend l'activité des ports de Split, Šibenik ou Sušak, par exemple, ceux de Trieste et de Fiume connaissent un trafic nettement inférieur à celui d'avant-guerre; mais les Italiens

savent fort bien qu'il y a là une conséquence inéluctable de la séparation de Trieste et de Fiume de leur *hinterland* naturel. D'autre part, quoique la question des rapports économiques avec la Yougoslavie ne constitue nullement pour l'Italie un problème vital, il n'en est pas moins intéressant de constater que celle-ci conserve toujours la plus grande part dans le commerce d'exportation de la Yougoslavie (26,06 % en 1928) et occupe un des premiers rangs dans celui d'importation (11,99 % en 1928 venant après le pourcentage de la Tchécoslovaquie, de l'Autriche et de l'Allemagne). Cette tension nous semble devoir être attribuée surtout au mécontentement que provoqua dans chacun des deux pays le traité de Rapallo, puis l'accord concernant Fiume ainsi qu'à l'irritante question des minorités nationales entre l'Italie et la Yougoslavie qui en est résultée.

Les Yougoslaves et, en particulier les Croates et les Slovènes, souffrent de savoir qu'un demi-million de leurs frères de race sont devenus ressortissants italiens; en outre, ils sont exaspérés par les revendications italiennes touchant la Dalmatie. De plus, la campagne de dénigrement entreprise en Italie contre leur pays, les expressions méprisantes et souvent injurieuses employées à leur égard par une certaine partie de la presse italienne — *Giornale d'Italia*, *Popolo di Trieste*, *Littorio dalmatico* — contribuent à maintenir chez les Yougoslaves un état d'esprit hostile et méfiant envers l'Italie.

D'autre part, beaucoup d'Italiens se résignent mal à l'abandon de ce qu'ils considèrent comme leurs droits historiques sur la Dalmatie. Ils estiment que les frontières qui leur ont été imposées¹ lors des conférences de la Paix lèsent gravement leurs intérêts, puisque l'Italie après une guerre

1. *Pax gallica? Pax britannica? Pax stelligera?* écrivait le 16 janvier 1919 Gabriele d'Annunzio qui se demandait avec amertume quelle paix serait « imposée » à l'Italie.

victorieuse, n'a pu réaliser ses justes aspirations nationales. Ils ne pardonnent pas aux Yougoslaves d'occuper des territoires qui sont situés — disent-ils — à l'intérieur des frontières naturelles de l'Italie. Si l'on en croit, en effet, de nombreux auteurs italiens, les frontières naturelles de l'Italie seraient formées du côté de la Yougoslavie par les Alpes dinariques, ce qui ramènerait toute la Dalmatie dans le territoire italien.

On conçoit donc aisément toute l'importance que revêt la question des minorités entre les deux pays. Elle se présente d'ailleurs sous des aspects bien différents de part et d'autre de la frontière. D'une part, à la minorité yougoslave d'Italie comprenant environ un demi-million de Croates et Slovènes, aucune protection légale n'a été accordée. Le gouvernement italien professant sur cette matière des idées nettement différentes de celles généralement admises par l'opinion publique et n'étant lié par aucun engagement, procède vis-à-vis de la minorité slave, comme d'ailleurs vis-à-vis de la minorité germanique du Trentin, à une politique d'assimilation particulièrement intense.

D'autre part les optants italiens de Dalmatie jouissent de nombreux privilèges quant à l'enseignement et à l'usage de leur langue, au libre fonctionnement de leurs institutions présentant un caractère de culture intellectuelle. Sans doute, leur nombre est très faible; mais cette question des optants n'en présente pas moins une importance considérable en ce qui concerne les rapports entre l'Italie et la Yougoslavie. Ils sont, en effet, concentrés dans un petit nombre de villes : Split, Šibenik, Krk, Korčula.. et, par le simple fait de leur présence, constituent une provocation aux yeux de la population slave de ces villes. Les Slaves de Dalmatie voient en effet en eux des défenseurs de l'italianité de la Dalmatie. Ils savent que tels ou tels d'entre eux agissent en maintes occasions comme des ennemis du pays sur le sol duquel ils vivent. La presse leur apporte des échos des congrès pa-

triotiques italiens tenus à Trieste, à Fiume ou à Zara où des délégations de Split, de Raguse, de Trogir, de Sibenik, des îles dalmates viennent affirmer leur fidélité à l'Italie et leur espoir qu'un jour toute la Dalmatie fera enfin retour à sa mère patrie et se rangera définitivement sous les enseignes de la Rome éternelle.

On conçoit donc aisément toute la complexité de la question des minorités entre l'Italie et la Yougoslavie. Pour l'étudier sous ses aspects les plus importants nous examinerons tout d'abord la répartition de l'élément italien et de l'élément slave dans les pays frontières, c'est-à-dire en Vénétie Julienne, — terme général englobant la région de Gorizia, le Carso, Trieste, Fiume et l'Istrie avec Pola — et en Dalmatie, telle qu'elle résulte de la statistique autrichienne de 1910. Cet examen nous permettra de comprendre quelle était en 1914 la répartition ethnique entre Italiens et Yougoslaves dans les régions où ils coexistaient. Nous exposerons ensuite quels furent les divers projets de frontière proposés entre les deux pays et quelle est la frontière actuelle établie par le traité de Rapallo et l'accord concernant Fiume, en indiquant comment les plus importants de ces projets répartissaient la population italienne et la population slave entre le Royaume d'Italie et le nouvel Etat yougoslave.

Avant de passer ensuite à l'étude de la situation de fait de la minorité yougoslave en Italie et de la minorité italienne en Yougoslavie, nous examinerons la situation juridique existant entre les deux pays à cet égard. Cet examen nous permettra de faire ressortir la différence entre le traitement fait à l'Italie et les obligations imposées au Royaume serbe, croate, slovène, à laquelle nous avons fait allusion plus haut.

C'est précisément cette différence de traitement qui justifie la disproportion d'importance entre l'étude consacrée à la situation de fait des Yougoslaves d'Italie et celle portant sur la situation des optants italiens de Dalmatie. La première

de ces études comportera en effet l'examen des diverses formes de la politique d'italianisation pratiquée par l'Italie à l'égard de ses ressortissants de nationalité yougoslave. Les manifestations de cette politique d'assimilation sont très nombreuses et visent des domaines bien distincts. Nous devons donc, après avoir donné quelques indications générales sur la tendance de cette politique, en voir l'application en ce qui concerne l'italianisation des noms, l'organisation scolaire, la presse yougoslave, l'utilisation des langues croate et slovène, leur emploi à l'Eglise, dans l'enseignement religieux, les associations culturelles, les organisations économiques et les libertés politiques des Slaves d'Italie

En ce qui concerne, par contre, la situation des optants italiens de Dalmatie, le Gouvernement yougoslave ayant accepté à leur égard des obligations très précises, ceux-ci bénéficient d'une protection contractuelle. Notre étude se bornera donc à examiner les plaintes des Italiens relatives aux violations commises au détriment des optants italiens par les autorités yougoslaves dans le domaine scolaire ou culturel ainsi qu'en ce qui concerne le libre exercice des industries, commerces ou professions, droit qui, sous certaines réserves, leur était reconnu.

CHAPITRE PREMIER

ITALIENS ET YUGOSLAVES DANS LES PAYS FRONTIERES

Le recensement autrichien de 1910. Critiques yougoslaves et italiennes des résultats de ce recensement. La province de Gorizia. La frontière ethnique entre Italiens et Slovènes. La ville de Gorizia et ses faubourgs. L'Istrie. Répartition des Italiens et des Yougoslaves par districts. Le caractère prépondéramment italien de la côte occidentale et le caractère slave de la majeure partie de la côte orientale. La ville de Trieste. La ville de Fiume. Le faubourg de Sušak. Les îles du Quarnero. La Dalmatie. Résultats par districts du recensement de 1910. Evaluations du professeur Dainelli et de M. d'Alia. Examen de ces évaluations. Modification de la situation respective des Italiens et des Croates au cours du siècle dernier.

Le Président Wilson, consacrant un de ses quatorze points aux nouvelles frontières à assigner à l'Italie, déclarait qu'elles devraient être établies selon les lignes de nationalité clairement reconnaissables ; il ne faisait d'ailleurs qu'appliquer à un cas particulier le principe des nationalités qui lui était cher. A la Conférence de la Paix, la mise en application de ce principe se heurta, en ce qui concerne la frontière italo-yougoslave, à de nombreuses difficultés dues non seulement à l'opposition de la délégation italienne, soutenue par l'opinion publique de son pays ; mais encore au fait que, dans l'ancienne province du littoral autrichien (*Oesterreiches Küstenland*), dans la région de Fiume et en Dalmatie, il n'était pas possible de tracer une ligne de délimitation ethnique précise entre Italiens et Yougoslaves¹.

1. Nous rappelons que l'on désigne sous le nom générique de Slaves du Sud ou Yougoslaves (du mot serbo-croate *jugo* : sud) les Serbes, Croates et Slovènes.

Il est en outre très difficile de connaître avec exactitude l'importance respective de l'élément italien et de l'élément slave dans ces pays frontières. La seule statistique sur laquelle on puisse se baser est la statistique autrichienne du 31 décembre 1910¹ dont le principe même est d'ailleurs discutable, puisque le recensement a été opéré en tenant compte non pas de la langue maternelle des habitants, mais de la langue parlée habituellement (*Umgangssprache*); or, dans d'assez nombreuses régions, la langue parlée à l'extérieur était différente de celle employée au foyer familial. Dans les villes, beaucoup de Slaves avaient, en effet, l'habitude d'employer couramment soit l'italien soit l'allemand dans leurs rapports avec leurs concitoyens non slaves. En outre, il n'est nullement certain que le Gouvernement austro-hongrois et les fonctionnaires communaux chargés des opérations de recensement aient été exempts de passion politique dans l'établissement de cette statistique. Il n'y a donc pas lieu d'être surpris si les résultats de ce recensement ont été violemment critiqués, aussi bien par les Italiens que par les Slaves.

Les Croates et les Slovènes reprochent à cette statistique, comme d'ailleurs aux statistiques antérieures, d'avoir été établie à leur détriment, d'une façon tendancieuse, dans le but de leur ôter les moyens de prendre conscience de leur force et de leur cohésion. Pour combattre l'idée de l'unité politique yougoslave, le Gouvernement austro-hongrois se serait appuyé sur les Italiens du littoral. Ils se plaignent en outre que le système censitaire et curial, adopté en Autriche pour les élections communales, assurait souvent la majorité aux Italiens dans les assemblées municipales, même lorsque ceux-ci se trouvaient en minorité numérique. D'après les auteurs yougoslaves qui se sont occupés de la question, les autorités communales italiennes auraient altéré dans de nombreux cas

¹ *Ergebnisse der Volkszählung vom 31 Dezember 1910, Wien, 1912.*

les résultats du recensement au détriment des Yougoslaves¹.

De son côté, M. Dainelli, professeur de géographie à l'Université de Pise, dans l'étude très intéressante qu'il a consacrée à la Dalmatie, après avoir comparé les chiffres du recensement de 1910 avec ceux des recensements antérieurs, écrit qu'il résulte clairement, non seulement de l'examen de ces chiffres totaux, mais peut-être encore plus d'un examen détaillé de chacun des noyaux d'Italiens mentionnés dans

1. De nombreux exemples de l'inexactitude des recensements autrichiens peuvent être trouvés dans les diverses publications yougoslaves traitant de cette question. Ainsi, on lit dans *L'Istrie terre yougoslave*, Mémorial du conseil national yougoslave pour l'Istrie méridionale, page 3 : « Les Yougoslaves ne peuvent pas reconnaître comme justes les résultats du recensement fait par le gouvernement austro-hongrois. Ces recensements furent toujours opérés au détriment des Yougoslaves. »

De même dans *Les nationalités sur le littoral yougoslave*, page 4, le Dr Arthur Gavazzi cite les deux opinions suivantes : « Le professeur M. N. Krebs dit ouvertement : « Le reproche, élevé volontiers du côté italien, que l'Autriche falsifie les résultats statistiques en faveur des Slaves, ne saurait être maintenu ; les études que nous avons faites nous ont prouvé au contraire qu'un recensement conduit soigneusement devrait diminuer le nombre des Italiens. » C'est d'une manière plus tranchante encore que l'érudit K. Czoernig junior s'attaque à une autorité qui permet aux commissaires de recensement de se laisser diriger par leur opinion politique. Il cite entre beaucoup d'autres ce cas intéressant : A Neresine (île de Lussin, le Dr Gavazzi dit par erreur Cherso) 706 Italiens et 340 Yougoslaves ont été inscrits en 1880 par le commissaire. A l'appui de ce résultat fut ouverte une école primaire de langue italienne. Mais bientôt on constata que les enfants de Neresine ne savaient pas un traitre mot d'italien, et l'école dut être transformée en école yougoslave sur la demande même des parents. C'est ainsi que l'Autriche fit tous les recensements sur le littoral yougoslave. Aussi faut-il ne s'en servir — suivant l'opinion de Czoernig lui-même — qu'avec la plus grande réserve. »

Dans un mémorandum relatif à l'Istrie rédigé par la délégation yougoslave à la Conférence de la Paix, on peut lire également entre autres les exemples suivants : « Dans le village Krmed de la commune de Valle (où l'administration communale était aux mains des Italiens), il y avait d'après la statistique officielle de 1910, 296 Italiens sur 302 habitants. Dix ans auparavant (en 1900), on n'avait dénombré dans le même village que 3 Italiens, tout le reste était inscrit comme Yougoslaves. D'après les statistiques encore plus anciennes (en 1880 et 1890), ce village était aussi purement yougoslave. Après l'année 1910, lorsque le village fut devenu soi-disant italien, une commission officielle y arriva afin de créer une école primaire. Devant cette commission, tous les habitants se sont déclarés pour la création d'une école slave. A Materada, village de la commune italienne d'Umago, la statistique officielle de 1900 n'a constaté que 28 et celle de 1910 que 49 Yougoslaves, tandis que, dans ce même village, 112 enfants yougoslaves fréquentaient l'école primaire. A Kastel (commune de Pignano) qui est aujourd'hui, d'après la statistique officielle, soi-disant italien, on n'a dénombré, lors du recensement de 1880, pas un seul Italien... »

les divers recensements, que les recensements autrichiens postérieurs à celui de 1865 ont volontairement décimé la population italienne de la Dalmatie.

« Un premier fait qui frappe par son caractère étrange et incompréhensible—dit-il—est l'irrégularité et la variabilité des colonies (*insediamenti*) italiennes de Dalmatie, telles qu'elles résultent des recensements autrichiens. Il faut considérer que les Italiens sont indigènes, établis depuis très longtemps et presque tous citadins... Il doit naturellement en résulter une fixité de leur répartition¹. »

M. Dainelli donne ensuite des exemples assez curieux de localités où, au contraire, les éléments italiens apparaissent lors d'un certain recensement pour disparaître au recensement suivant et reparaitre par la suite, pour parfois disparaître finalement².

Quelles que soient ses inexactitudes, le recensement autrichien de 1910 constitue cependant le seul document d'ensemble qui permette de se faire une opinion sur la répartition des Italiens et des Slaves dans les régions où ceux-ci coexistent, c'est-à-dire dans la région de Gorizia, dans les villes de Trieste et de Fiume, en Istrie, dans les îles du Quarnero et en Dalmatie.

Nous indiquerons successivement pour chacune de ces régions les résultats de ce recensement, en nous efforçant de déterminer quelle y serait la frontière ethnique entre les deux races.

La province de Gorizia se composait sous la monarchie

1. *La Dalmazia* du Dott. Prof. Giotto Dainelli.

2. « Des 138 noyaux d'Italiens indiqués dans le recensement de 1909, écrit-il au sujet de la population italienne de Dalmatie, 63 seulement figuraient tant dans le recensement de 1880 que dans celui de 1890. Des autres noyaux, 16 seulement étaient indiqués en 1880, 27 seulement en 1890 et 32 apparaissent pour la première fois. D'autre part, en 1880 et en 1890, il y en avait 15 qui seraient disparus par la suite. Mais en 1880 il y en avait encore 50, desquels on ne trouve plus trace dans la suite, et en 1890 on en indiqua 32 inexistant aussi bien avant qu'après cette année » (*La Dalmazia*, page 47).

austro-hongroise de cinq districts dont deux : Gradisca et Monfalcone étaient presque exclusivement italiens et dont les trois autres : Gorizia, Sesana et Tolmino étaient en grande majorité slovènes. La frontière ethnique suivait donc à peu près dans cette province les limites des trois districts slovènes ci-dessus mentionnés, puisque, en dehors de ces trois districts, il n'existait en 1910, que quelques milliers de Slovènes dans les deux districts italiens, principalement dans les communes de Bigliana, Medana et Duino. D'autre part, dans les districts slovènes, sauf dans la ville de Gorizia où l'élément italien était très important, il n'y avait guère que le village de Lucinico qui était en très grande majorité italien, quoique possédant cependant une école primaire et une école maternelle slovènes.

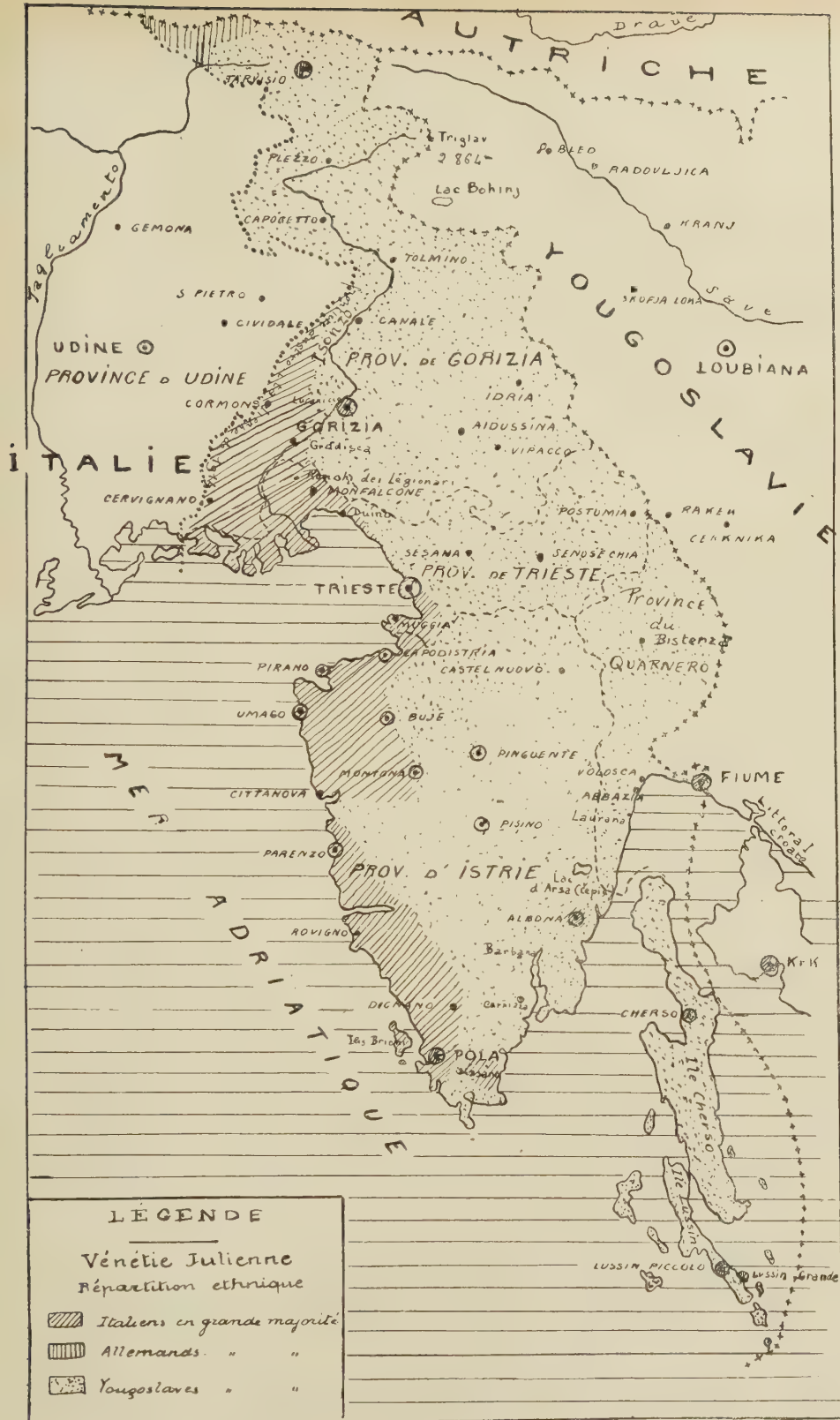
Si l'on examine sur la carte cette limite ethnique, on se rend compte que, comme l'écrit le Dr Dinko Puc¹ « le bas-fond appartient aux Italiens; dès que le sol se met à monter, c'est l'idiome slovène qui règne. La transition n'est pas lente et insensible, mais bien brusque, ainsi que du terrain bas forlan, s'élèvent tout à coup les montagnes slovènes ».

Le recensement de 1910 a donné pour les districts slovènes de la province de Gorizia les résultats suivants :

	Nombre total d'habitants	Slovènes	Italiens
District de Gorizia			
Ville de Gorizia	30.995	11.312	14.812
Reste du district	73.861	70.152	2.765
	104.856	81.464	17.577
District de Sesana	30.461	29.609	343
District de Tolmino	38.239	37.919	29
Total	173.556	148.992	17.949

Comme le montrent les chiffres ci-dessus, l'élément prépondérant dans la ville de Gorizia était, d'après la statistique

1. *La province de Gorice, une terre yougoslave.* Dr Dinko Puc.



CARTE II

Répartition ethnique des Italiens et des Yougoslaves en Vénétie Julienne
d'après le recensement autrichien de 1910

de 1910, l'élément italien. Il y avait en outre à Gorizia un assez grand nombre d'habitants de langue allemande, pour la plupart employés et fonctionnaires (1328 en 1910). Pour se former une idée exacte de la situation ethnographique à Gorizia, il importe en outre de tenir compte de ses faubourgs qui sont, en effet, étroitement liés à la vie économique de la ville. C'est ainsi que Salcano, par exemple, possède sur son terrain une partie de la gare de Gorizia, que Sant'Andrea loge dans ses casernes une partie de la garnison de Gorizia. De même, quoique se trouvant de l'autre côté de l'Isonzo, Piedimonte et Pevma n'en participent pas moins à l'activité économique de Gorizia, puisque, par exemple, une partie de la papeterie de Gorizia est située sur le terrain de Piedimonte. La population totale de ces faubourgs, auxquels il faut joindre San Pietro, atteignait en 1910 10.084 habitants, dont seulement 256 Italiens : elle était donc presque exclusivement slovène.

Il est en outre intéressant de noter que la population slovène de la province de Gorizia, de même que celle se trouvant sur les territoires actuellement réunis à la Yougoslavie, constituait, dans la monarchie austro-hongroise, un élément particulièrement cultivé. Le pourcentage d'illettrés parmi les Slovènes était en effet, supérieur de très peu à celui des Tchèques et des Autrichiens de langue allemande qui constituaient la population de la double monarchie où l'instruction était la plus répandue. C'est ce que reconnaissait d'ailleurs un auteur italien M. Vivanti, qui dans son livre *Irredentismo adriatico*, écrit : « L'alphabet se répand parmi les Slovènes avec un rythme que beaucoup de nations, y compris la nation italienne, peuvent envier. Déjà dans les statistiques de 1900, désormais vieilles, la Carniole présentait un pourcentage d'illettrés inférieur à celui de la Vénétie Julienne. Loubiana¹ avait bien moins d'illettrés que Trieste. »

Au point de vue de la culture intellectuelle, les Slovènes

1. En slovène Ljubljana; ville plus connue avant-guerre sous son nom allemand de Laibach.

de la province de Gorizia étaient organisés d'une manière particulièrement développée. Ils possédaient, en effet, 258 associations présentant un caractère de culture intellectuelle et de nombreuses sociétés de culture physique. On peut citer, à titre d'exemple, une Société littéraire, l'Association de Saint Mohor (Družba Sv. Mohorja) dont le siège social était à Klagenfurt, ville faisant actuellement partie de la république autrichienne. Elle comptait plus de dix mille membres dans la province de Gorizia et leur envoyait environ soixante mille livres par an.

Dans la **presqu'île d'Istrie**, le recensement autrichien de 1910 indique, sur un total d'environ 344.000 habitants, 189.200 Yougoslaves contre 134.232 Italiens, répartis comme suit¹ :

	Yougoslaves	Italiens
District de Capodistria :	—	—
Capodistria	20.5 %	78.9 %
Villa Decani	99.9 %	0.1 %
Dolina	99.8 %	0.0 %
Maresgo	99.9 %	0.0 %
Muggia	20.8 %	78.6 %
Occisia	99.6 %	0.1 %
Paignano	83.4 %	16.6 %
District de Pirano :		
Isola	25.1 %	74.4 %
Pirano	15.8 %	82.9 %
District de Pinguente :		
Pinguente	96.0 %	3.9 %
Rozzo	93.4 %	6.3 %
District de Castelnuovo :		
Castelnuovo	99.8 %	0.1 %
Elsane	99.9 %	0.0 %
Matteria	99.9 %	0.0 %
District de Volosca :		
Kastav ²	99.2 %	0.4 %
Laurana	73.8 %	15.6 %
Moschiena	99.6 %	0.4 %
Apriano	83.7 %	0.8 %
Volosca	60.2 %	4.9 %

1. Nous empruntons les chiffres ci-dessous au Dr Arthur Gavazzi, *Les Nationalités sur le littoral yougoslave*, p. 9 et 10.

2. Attribué à la Yougoslavie par le Traité de Rapallo.

	Yougoslaves	Italiens
District de Buie :		
Buie	8.1 %	91.8 %
Cittanova	0.0 %	100.0 %
Grisignano	27.4 %	72.6 %
Umago	5.6 %	94.4 %
Verteneglio	0.1 %	99.9 %
District de Montona :		
Montona	66.9 %	32.8 %
Portole	34.0 %	66.0 %
Visignano	51.4 %	48.4 %
Visinada	38.6 %	61.1 %
District de Parenzo :		
Orsera	52.7 %	41.1 %
Parenzo	32.3 %	67.4 %
District de Pisino :		
Antignana	97.9 %	2.0 %
Bogliano	99.3 %	0.6 %
Gimino	97.3 %	2.7 %
Pisino	91.8 %	7.9 %
District d'Albona :		
Albona	84.8 %	14.8 %
Fianona	73.3 %	11.1 %
District de Rovigno :		
Ville de Rovigno	1.1 %	96.1 %
Canfanaro	76.3 %	23.6 %
Valle	7.3 %	92.6 %
District de Dignano :		
Barbana	97.7 %	2.3 %
Dignano	43.5 %	56.3 %
San Vincenti	80.3 %	19.4 %
District de Pola :		
Pola	31.3 %	58.9 %

Comme le montre le tableau ci-dessus, les Italiens se rencontrent surtout sur la côte occidentale où ils forment, d'une manière générale, l'élément prépondérant. En particulier, les villes de Capodistria, Pirano, Umago, Cittanova, Orsera, Rovigno sont presque exclusivement italiennes. Sur la côte orientale, l'élément italien n'est prépondérant que dans la région de Sisano, à l'est de Pola et dans la petite ville d'Albona. Par contre, l'élément croate constitue la population rurale de l'Istrie centrale et orientale. La ville importante d'Istrie où l'élément croate était prépondérant était Pisino, qui, sous la monarchie austro-hongroise, possédait un gymnase

croate et était considérée comme la citadelle de l'esprit slave. En outre, les villes de Pinguente et de Volosca étaient également presque exclusivement yougoslaves.

En ce qui concerne la culture relative de l'élément italien et de l'élément croate dans la presqu'île d'Istrie, il semble incontestable que l'élément italien était d'une manière générale un élément nettement plus cultivé. Comme il a été dit plus haut, les Croates composaient en effet surtout l'élément rural, alors que le commerce et les professions libérales étaient surtout entre les mains des Italiens, principalement dans la partie occidentale, la plus fertile et la plus riche de l'Istrie.

A la base de la presqu'île d'Istrie, entre celle-ci et la province de Gorizia, d'une part, et la Croatie, d'autre part, se trouvent les deux grands ports de Trieste et de Fiume qui, sous la monarchie austro-hongroise, étaient respectivement les deux ports principaux de l'Autriche et de la Hongrie.

En ce qui concerne la ville de Trieste, dont le caractère italien résulte nettement des diverses statistiques autrichiennes de 1865 à 1910, le dernier recensement autrichien indiquait un total de 59.319 Yougoslaves, en majorité Slovènes, contre 118.959 Italiens. Ces chiffres ne sont d'ailleurs pas reconnus exacts par les Yougoslaves qui aiment à rappeler qu'il fut nécessaire de procéder deux fois aux opérations de recensement de 1910. En effet, le premier dénombrement indiquait seulement 37.403 Yougoslaves contre 141.509 Italiens. Devant l'émotion et l'agitation soulevées chez les Slaves de Trieste, le Gouvernement dut ordonner un second recensement¹. Quoi qu'il en soit, comme nous venons de le dire,

1. Rappelons également l'opinion exprimée dans *La Rassegna Settimanale* (n° 29, V, 1881, p. 338) par le Baron Sonnino, ancien Ministre des Affaires étrangères du Royaume d'Italie, souvent citée par les auteurs yougoslaves : « Trieste est le port le plus approprié au commerce de toute la région germanique. Sa population est mélangée comme celle de toutes les frontières. La revendication de Trieste comme un droit serait une exagération du principe des nationalités sans présenter d'intérêt réel pour notre défense. »

le caractère nettement italien de Trieste ne saurait être mis en question¹.

Les Slovènes de Trieste, possédaient d'ailleurs, comme ceux de la province de Gorizia, quoique à un degré moindre, une importante organisation sociale et économique. Il existait en effet, avant guerre, à Trieste, près de deux cents associations slovènes.

Dans la ville même de Fiume, d'après le recensement de 1910, sur un total de 49.646 habitants, la population italienne était de 24.212 contre 6.493 Hongrois, 2.315 Allemands et 15.687 Yougoslaves. La délégation du Royaume des Serbes, Croates, Slovènes, à la Conférence de la Paix, critique d'ailleurs les résultats de ce recensement dans un mémoire, où, examinant la question de Fiume sous ses divers aspects, elle expose les raisons qui motivaient, à son avis le rattachement de Fiume au Royaume yougoslave².

Dans ce mémoire, elle exprime l'opinion que les recensements d'avant-guerre qui ont été faits par l'administration municipale de Fiume, composée exclusivement d'Italiens et de Hongrois, et sous le contrôle du Gouvernement hongrois, ont été systématiquement faussés au détriment des Yougoslaves.

En outre, de même que pour Gorizia³, il est intéressant de noter que les faubourgs de Fiume présentent un tout autre caractère ethnique que la ville elle-même. A Sušak, qui constitue le prolongement naturel de la ville de Fiume dont elle n'est séparée que par la rivière Rečina (Fiumara), le recense-

1. Les indications que nous avons données plus haut sur la répartition de la population en Istrie et dans la région de Gorizia permettent de se rendre compte que, sauf en ce qui concerne la partie sud, la population de la campagne environnant Trieste est presque exclusivement slovène. Nous avons eu plusieurs fois l'occasion de constater personnellement que, dans cette campagne, quoique à peu près tous les habitants comprennent l'italien, le slovène est la langue parlée en famille par la grande majorité de ceux-ci.

2. *La ville de Rijeka* (Fiume)

3. Voir *supra* p. 22.

ment de 1910 dénombra, en effet, 11.705 Yougoslaves contre 658 Italiens. De même la campagne environnant Fiume est peuplée à peu près exclusivement de Yougoslaves.

Dans les îles du Quarnero : Pag, Rab, Krk, qui sont actuellement yougoslaves; Cherso, Lussin, qui sont réunies au Royaume d'Italie, il y avait, d'après le recensement de 1910, environ 54.000 habitants dont 42.300 Yougoslaves et 9.700 Italiens. Ceux-ci se trouvaient principalement concentrés dans les quatre villes de Krk (Veglia), Cherso, Lussin Grande et Lussin Piccolo dont la population était répartie comme suit :

	Italiens			Yougoslaves		
Ville de Krk.	1494	soit	86.8 %	226	soit	13.2 %
Ville de Cherso	2255	—	55.7 %	1798	—	44.3 %
Lussin Grande	865	—	54.7 %	716	—	45.3 %
Lussin Piccolo	3569	—	75.5 %	1161	—	24.5 %
	8183	—	67.8 %	3901	—	32.2 %

Dans la partie de la côte orientale de l'Adriatique, que l'on a coutume d'appeler le littoral croate et qui s'étend de Fiume jusqu'à Lisarica, un peu au-dessous de Karlobag, il n'existait qu'un nombre extrêmement faible d'Italiens.

En Dalmatie : L'élément italien se retrouvait, quoiqu'en faible proportion, en Dalmatie où il était concentré dans villes les plus importantes et principalement à Zara.

Le tableau suivant donne la répartition de la population entre Yougoslaves et Italiens, telle qu'elle résulte du recensement de 1910.

	Yougoslaves	Italiens
District de Benkovac	43.945	84
— — Kotor	32.475	538
— — Korčula	29.244	444
— — Imotski	42.018	46
— — Knin	54.653	186
— — Hvar	26.279	586
— — Makarska	27.503	117
— — Metković	15.413	32
— — Raguse (Dubrovnik)	37.252	526
— — Supetar (île de Brač)	22.564	265
— — Šibenik	55.912	968
— — Sinj	56.704	111
— — Split	95.869	2.357
— — Zara	70.838	11.768
	610.669	18.028

soit pour toute la Dalmatie : 610.669 Yougoslaves, contre 18.028 Italiens. Le recensement a en outre dénombré 3.081 Allemands. Il n'y a d'ailleurs pas lieu de tenir compte de cet élément qui était presque exclusivement composé de fonctionnaires du Gouvernement autrichien.

Les auteurs italiens n'acceptent pas les chiffres de cette statistique. En particulier le professeur Dainelli évalue à 80.000 le nombre des Italiens de Dalmatie. Il obtient ce chiffre en prenant comme point de départ, le nombre d'Italiens indiqué dans le recensement de 1865, soit 55.020 « alors, que le Gouvernement autrichien n'était pas encore parti en guerre contre nos concitoyens d'outre-Adriatique, mais au moment où, cependant, les nationalités étaient nettement différenciées¹. » En appliquant à cette population initiale le pourcentage moyen d'augmentation de la population en Dalmatie depuis cette date, M. Dainelli arrive à la conclusion qu'il devait exister environ 80.000 Italiens en 1915.

M. d'Alia, qui fut Consul d'Italie à Zara jusqu'à la déclaration de guerre entre l'Italie et l'Autriche-Hongrie évalue à un chiffre encore bien supérieur le nombre des Dalmates italiens ou d'origine italienne. Il est vrai que M. D'Alia

1. *a Dalmazia*, Dott. Prof. Giotto Dainelli, p. 50.

compte comme d'origine latine environ 200.000 Morlaques¹ qui ne parlent d'autre langue que le croate².

Quelles que soient les objections faites par ces auteurs italiens, il ne semble cependant pas que le nombre d'Italiens indiqués par la statistique de 1910 soit sensiblement inférieur à la réalité.

En effet, ces auteurs, frappés sans doute par le fait incontestable qu'une grande quantité de Dalmates habitant les villes parlaient comme langue usuelle l'italien ou tout au moins le parlaient aussi couramment que le croate, en ont conclu d'une manière un peu hâtive que ceux-ci devaient être considérés comme des Italiens. Ils confondaient ainsi la question de la langue parlée habituellement par une certaine partie de la population avec celle de son origine ethnique ou de ses sentiments nationaux.

Or, il est encore actuellement aisé de vérifier qu'en Dalmatie, parmi les personnes qui se servent habituellement de la langue italienne, qui l'emploient même en famille de préférence au croate, il en est un grand nombre dont les sentiments nationaux, sont nettement yougoslaves. Qu'il y ait là, ou non, un phénomène de dénationalisation, que ces personnes de langue italienne mais de sentiments yougoslaves soient d'origine italienne, ou non, c'est ce que nous ne rechercherons pas; car une telle étude ne rentre pas dans le cadre de cet ouvrage; d'autre part elle ne présenterait d'intérêt que pour permettre d'examiner les droits historiques éventuels que l'Italie pourrait posséder sur tout ou partie de la Dalmatie, recherche que nous considérons comme inutile d'entreprendre.

1. On donne ce nom aux paysans de l'intérieur de la Dalmatie qui d'après certains descendraient des anciennes populations de l'Illyrie existant avant la conquête romaine (*Die Romanen in den Städten Dalmatiens* Prof. Oberhummer Comptes rendus de l'Académie des Sciences de Vienne, 1901-1904).

2. *La Dalmazia nella storia e nella politica, nella guerra e nella pace*, par Antonino d'Alia, p. 53.

dre. La volonté actuelle de la population de la Dalmatie de faire partie intégrante de la Yougoslavie est en effet parfaitement explicite et en présence de ce fait toute recherche de droits historiques devient superflue.

En ce qui concerne l'assertion de M. d'Alia relative aux Morlaques, il semble bien difficile de la retenir, car même en admettant l'exactitude de l'opinion admise par lui au sujet de leur origine ethnique, on ne voit vraiment pas pourquoi les descendants des anciennes populations illyriennes colonisées par Rome devraient être assimilés à l'élément italien de Dalmatie, alors qu'il ne subsiste actuellement chez eux aucune trace de la domination romaine.

En Dalmatie, l'élément italien n'était en majorité que dans la seule ville de Zara qui fut d'ailleurs attribuée à l'Italie par le traité de Rapallo et qui, en 1910, possédait 14.056 habitants dont 9.318 Italiens, 3.532 Yougoslaves et 397 Allemands. En dehors de Zara, on ne rencontrait guère d'Italiens que dans les villes de Split (Spalato), Šibenik (Sebenico), Dubrovnik (Raguse), Kotor (Cattaro), et dans les îles de Hvar (Lesina) et Korčula (Curzola¹).

Une grande partie de ces Italiens appartenaient à l'élément cultivé de la population et jouaient un rôle important dans la vie commerciale et intellectuelle de la Dalmatie. Il faut cependant noter, qu'à ce point de vue, la situation s'était profondément modifiée en l'espace de quelques générations. Comme le dit M. H. W. V. Temperley², « alors que les cerveaux, capitaux et entreprises italiens avaient dominé sur la côte dalmate et dans les villes, pendant le moyen-âge, les dernières générations avaient vu le dévelop-

1. Nous indiquons entre parenthèses les roms italiens qui, avant guerre, étaient employés plus communément que les noms yougoslaves correspondants. Pour la ville de Raguse, nous adoptons ce nom de préférence au nom slave « Dubrovnik », car c'est celui sous lequel la ville est la plus connue à l'étranger.

2. *A history of the Peace Conference*. vol. IV, p. 304.

pement de la vie économique parmi les Slaves et par suite l'expulsion pacifique des influences italiennes. Ceux-ci, après avoir été de simples paysans, étaient devenus commerçants, armateurs et banquiers et n'avaient pas besoin de l'aide italienne. La meilleure preuve de ceci est que Split (Spalato), la ville slave la plus importante, était devenue un centre commercial plus important que Zara, la seule ville italienne ».

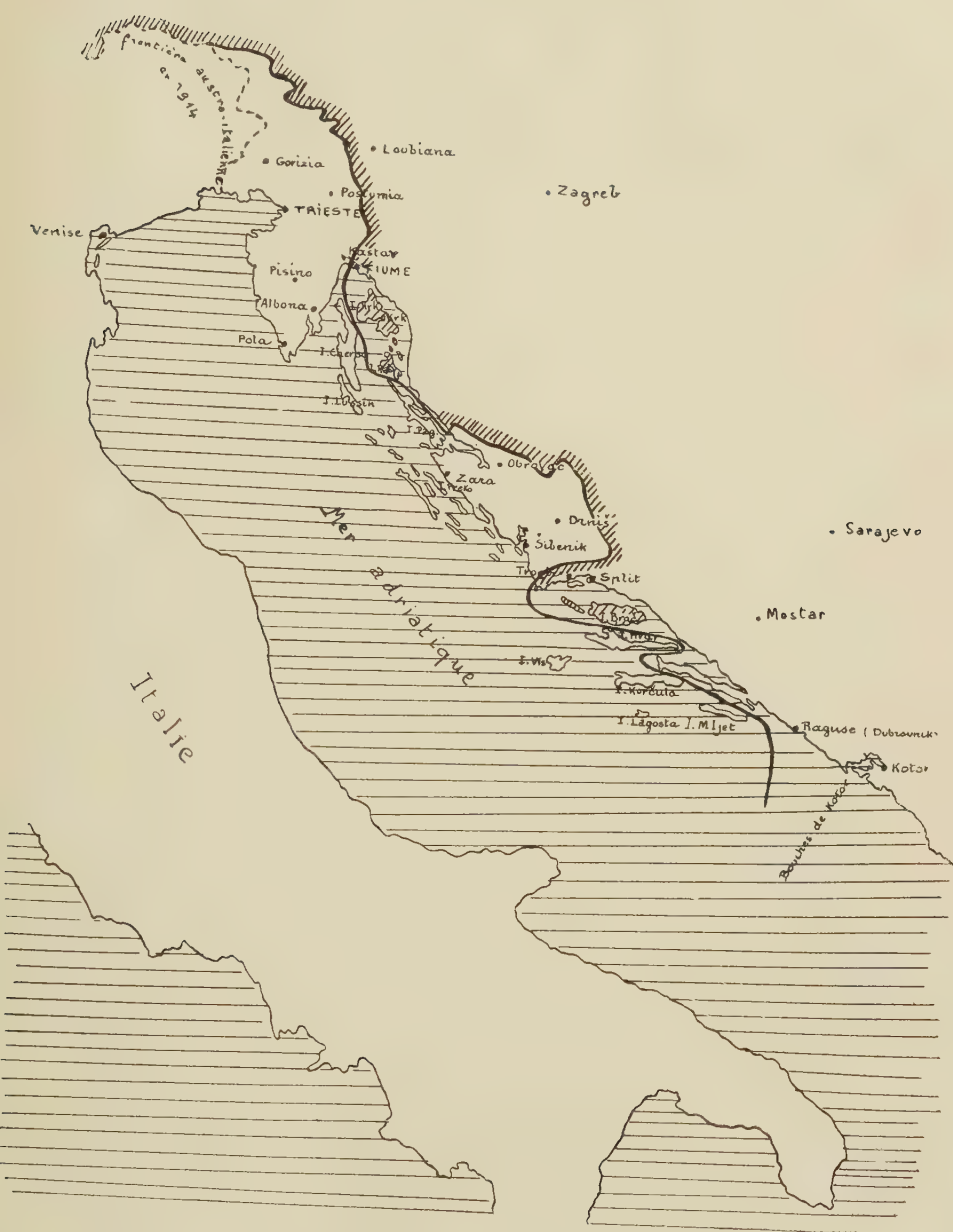
CHAPITRE II

LES DIVERS PROJETS DE FRONTIERE ENTRE L'ITALIE ET LA YUGOSLAVIE

Pacte de Londres du 26 avril 1915. La Dalmatie Nord et les îles à l'Italie. Fiume à la Croatie. Mémoire du Président Wilson du 14 avril 1919. La Dalmatie et la moitié occidentale de l'Istrie avec Fiume à la Yougoslavie. Compromis proposé par M. Tardieu. Mémoire du 9 décembre 1919. Zara sous le contrôle de la Société des Nations. Constitution d'un état indépendant de Fiume. Mémoire du 6 janvier 1920 de M. Nitti. Traité de Rapallo du 12 novembre 1920. Mécontentement suscité dans les deux Pays. Accord concernant Fiume du 27 janvier 1924.

La délimitation des frontières entre l'Italie et la Yougoslavie fut une question des plus délicates et ne put être définitivement résolue qu'à la suite de négociations directes entre les deux pays, négociations qui aboutirent au traité de Rapallo d'abord, puis à l'accord concernant Fiume.

Il nous a paru intéressant d'étudier sommairement les diverses frontières proposées entre les deux pays. Le premier projet de frontière est celui qui résulte du **Pacte de Londres** du 26 avril 1915 et qui répondait au désir de l'Italie d'assurer sa sécurité stratégique d'une part et au souci de maintenir l'équilibre dans l'Adriatique au moyen de compensations territoriales accordées à l'Italie d'autre part. Le pacte de Londres donnait à l'Italie la ville de Trieste, la province de Gorizia, toute l'Istrie, la Carniole occidentale, le Nord de la Dalmatie jusqu'au-dessous de Šibenik et la plupart des îles de l'Adriatique. Si cette frontière avait été adoptée, elle



CARTE III

Projet de frontière du Pacte de Londres (26 avril 1915)

Jaquin

eût donné à l'Italie des territoires comprenant, d'après le recensement de 1910, 370.354 Italiens contre 751.571 Yougoslaves, tel qu'il résulte du tableau suivant¹ :

	Italiens	Yougoslaves
Trieste	118.959	59.319
Province de Gorizia.....	90.119	154.750
Istrie (y compris Lussin èt Cherso)	147.417	223.318
Carniole occidentale.....		40.000
	356.495	477.387
Dalmatie Nord (y compris toutes les îles sauf Rab, Krk et Brač)	13.859	274.184
	370.354	751.571

Il est digne de remarque que, dans le Pacte de Londres, l'annexion de Fiume au Royaume d'Italie n'était pas prévue. Fiume, dans l'esprit des signataires du traité, devait être à l'avenir la porte d'une Croatie autonome qui serait soit indépendante, soit contrôlée par une Autriche-Hongrie affaiblie.

Lors de la Conférence de la Paix, la monarchie austro-hongroise ayant disparu, le président Wilson et les délégués français et britanniques estimèrent que le Pacte de Londres qui avait été conçu dans le but d'assurer la sécurité de l'Italie vis-à-vis de l'Autriche-Hongrie, ne pouvait plus s'appliquer, car il eût contribué à créer entre le nouvel Etat yougoslave et l'Italie un sentiment d'inimitié qui eût présenté de graves dangers pour la paix mondiale.

Le premier projet définitif de frontière proposé à la délégation italienne fut celui connu sous le nom de **ligne Wilson** et qui est exposé dans le memorandum du président Wilson, en date du 14 avril 1919. Il retranchait des régions assignées à l'Italie par le Pacte de Londres les régions suivantes² :

1. H. W. V. Temperley, *A History of the Peace Conference*, Vol. V.

2. H. W. V. Temperley, *A History of the Peace Conference*, Vol. V.

	Italiens	Yougoslaves
Dalmatie Nord et les Iles.....	13.859	274.184
Carniole		40.000
Ile de Cherso	2.296	5.714
Ile de Lussin	7.588	4.370
Région d'Albona		
Région de Volosca	2.396	14.305
Région de Castelnuovo	953	47.870
	27.092	386.443

L'Italie obtenait ainsi 343.262 Italiens et 365.128 Yougoslaves¹.

Comme on le voit d'après le tableau ci-dessus, Trieste, Pola et plus de la moitié de l'Istrie étaient données à l'Italie. La frontière orientale de l'Italie suivait l'Arsa et remontait le long de l'épine dorsale centrale de l'Istrie. Il restait à la Yougoslavie les villes d'Albona, Abbazia, Volosca, Castelnuovo, San Pietro in Carso, Postumia (Adelsberg).

Le Président Wilson se rendait fort bien compte que, du côté italien, cette frontière englobait des groupes considérables de populations non italiennes; mais, il considérait leur sort comme si intimement lié par la nature du pays avec le sort des Italiens que leur incorporation au territoire italien lui paraissait parfaitement justifiée.

En ce qui concerne la ville de Fiume, elle devait devenir une ville libre, quoique rattachée au système douanier yougoslave.

La délégation italienne refusa énergiquement d'accepter les propositions du Président Wilson et, le même jour, M. Orlando, dans une déclaration au Conseil des Quatre, insista à nouveau pour obtenir l'exécution du Pacte de Londres.

Le 23 avril 1919, le Président Wilson publia un message dans lequel il exposait les principes qui guidaient la délégation américaine dans l'établissement des nouvelles frontières italiennes et les raisons pour lesquelles le Pacte de Londres ne pouvait pas être appliqué. Le Président Wilson considérait

1. Comme les chiffres précédents et ceux qui sont mentionnés dans la suite de ce chapitre, les chiffres ci-dessus sont basés sur le recensement autrichien de 1910.

en effet, à juste titre, que si une partie du littoral et des îles dalmates avait été reconnue par ce pacte comme devant être attribuée à l'Italie, ce n'était pas seulement à cause de la présence de noyaux d'Italiens dans ces régions, mais, surtout, afin de créer, au bénéfice de l'Italie, une base navale de l'autre côté de l'Adriatique, afin de mieux assurer la défense de son propre littoral contre des agressions navales éventuelles de l'Autriche-Hongrie.

M. Orlando répondit le lendemain même au message présidentiel en affirmant à nouveau le droit de l'Italie à la frontière des Alpes, à la possession de Fiume qui, dit-il, « proclama son italianité avant encore que les navires italiens y abordassent », à la possession de la côte dalmate, « rendue noble et grande par le génie romain et l'activité vénitienne et dont l'italianité, résistant aux persécutions implacables pendant près d'un siècle, a maintenant des frémissements de passion qui est la passion de tout le peuple italien ».

A la suite de sa note, désireux d'obtenir du Parlement italien un vote de confiance, lui permettant de continuer à défendre avec une autorité accrue les aspirations de son pays, M. Orlando quitta Paris pour Rome. Au préalable, il avait à nouveau exprimé son opinion sur la question des frontières italo-yougoslaves dans la séance du Conseil des Quatre tenue le 24 avril.

M. Orlando étant revenu à Paris, pour la signature du traité de paix avec l'Allemagne, l'examen de la question adriatique fut repris à nouveau. Parmi les divers projets, signalons en particulier le **comp. omis du 30 mai 1919** proposé par M. Tardieu qui préconisait la création d'un Etat tampon de Fiume, le faubourg de Sušak étant laissé à la Yougoslavie. Cet Etat aurait été limité à l'ouest par la ligne Wilson et son sort aurait été décidé par un plébiscite quinze ans après la mise en vigueur du traité de paix. L'Italie au-

rait dû abandonner l'intérieur de la Dalmatie, mais aurait reçu Zara et Šibenik.

Il ne fut pas possible non plus de réaliser l'accord des deux parties sur la substance du compromis et, lorsque **le 9 décembre 1919 un mémorandum commun fut remis à la délégation italienne** par les Gouvernements français, britannique et américain, la situation de fait avait été modifiée par le coup d'Etat de d'Annunzio du 12 septembre 1919.

Ce nouveau mémorandum incorporait à l'Italie, en plus des territoires prévus par la ligne Wilson, la ville d'Albona et les îles de Vis et Lussin. Dans cette dernière île, l'Italie aurait dû s'engager à conclure un accord avec la population slave, assurant à celle-ci une autonomie complète.

En ce qui concerne Zara, sa position géographique — dit le mémorandum — indique qu'elle doit faire partie de l'Etat yougoslave; mais à condition que la ville demeure à l'intérieur des frontières douanières yougoslaves, elle jouira d'une souveraineté complète sous le contrôle de la Société des Nations, et aura la liberté de contrôler ses propres affaires.

La ville de Fiume devait faire partie de l'Etat indépendant de Fiume qui eût compris approximativement 40.000 Italiens et 200.000 Yougoslaves.

D'après M. Temperley, ce nouveau projet de frontière aurait donné à l'Italie un territoire sur lequel se trouvaient 350.942 Italiens et 419.441 Yougoslaves.

Parmi les nombreuses propositions et contre-propositions du Gouvernement italien et des Gouvernements français ou britannique, qui précédèrent l'ouverture de négociations directes entre l'Italie et la Yougoslavie, nous mentionnerons seulement le **mémorandum que M. Nitti remit le 6 janvier 1920** à M. Lloyd George, à Londres, dans lequel l'Italie acceptait de réduire ses prétentions en Dalmatie à la seule ville de Zara et se déclarait d'accord au sujet de la création d'un Etat indépendant de Fiume, à condition, cependant qu'un statut spé-

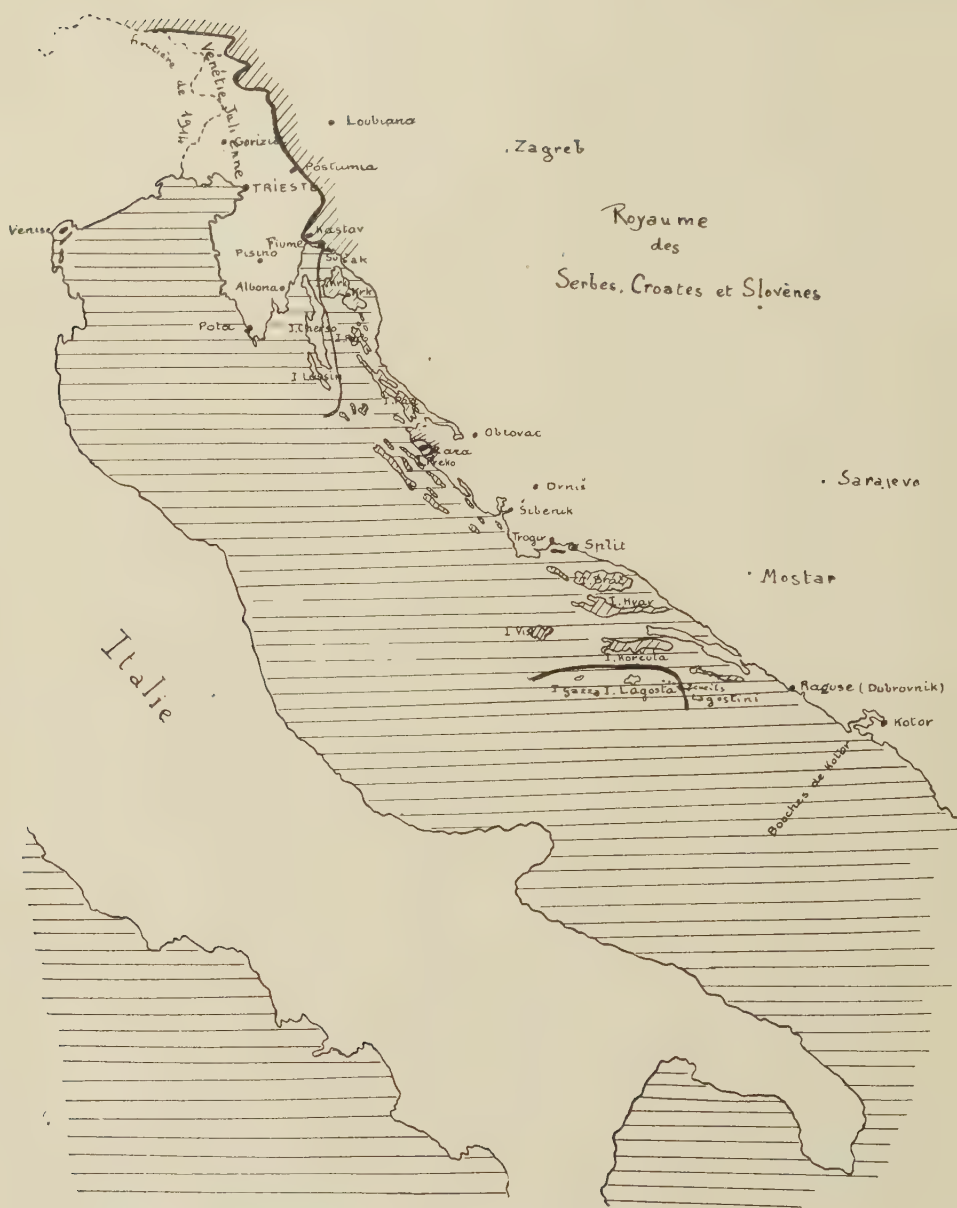
cial garantisse le maintien de l'italianité de la ville de Fiume. Il ajoutait qu'aux Italiens de la ville de Fiume et de la Dalmatie devait être accordé le droit d'opter pour la nationalité italienne sans qu'ils fussent obligés de quitter le territoire sur lequel ils vivaient. Comme nous le verrons¹, cette clause que MM. Clemenceau et Lloyd George acceptèrent immédiatement, subsista dans le traité de Rapallo, en ce qui concerne la Dalmatie.

A la suite du memorandum de M. Nitti, des propositions furent remises à celui-ci par MM. Clemenceau et Lloyd George. Ces propositions reconnaissaient à l'Italie la frontière du Pacte de Londres, sauf en ce qui concerne Cherso, la Dalmatie nord et les îles qui devenaient yougoslaves. Cependant Vis (Lissa) et Lagosta, ainsi qu'une bande de littoral permettant au territoire italien d'atteindre l'Etat libre de Fiume, qui devait être constitué en Etat indépendant sous le contrôle de la Société des Nations, étaient attribués à l'Italie.

Comme nous l'avons dit plus haut, il ne fut possible de réaliser l'accord des Gouvernements italien et yougoslave sur aucune de ces propositions. Ce ne fut qu'à la suite de négociations directes entre l'Italie et la Yougoslavie que le **Traité de Rapallo**, fu... signé le 12 novembre 1920. Il accordait à l'Italie à peu près les mêmes frontières que celles contenues dans les propositions Clemenceau-Lloyd George, du 14 janvier 1920, sauf en ce qui concerne la ville de Zara et un petit territoire entourant cette ville qui étaient attribués à l'Italie. La superficie totale de cette enclave italienne sur la côte dalmate est de 54 kilomètres carrés et sa population d'environ 17.000 habitants.

Les territoires appartenant anciennement à la monarchie austro-hongroise et que le traité de Rapallo annexait à l'Italie comprenaient une population totale d'environ 855.000

1. Voir *infra*, p. 48.



CARTE V

Frontière actuelle entre l'Italie et la Yougoslavie

habitants dont 365.000 Italiens et 490.000 Yougoslaves. La région qui fut ainsi annexée à l'Italie reçut le nom de Vénétie Julienne; elle constitue donc une des trois Vénéties, les deux autres étant la Vénétie proprement dite et la Vénétie Tridentine (région de Trente). Le traité de Rapallo laissait en dehors du Royaume d'Italie l'Etat libre de Fiume qui devait d'ailleurs disparaître par la suite.

Le traité de Rapallo suscita aussi bien en Italie qu'en Yougoslavie un vif mécontentement. De nombreux Yougoslaves prirent l'habitude de célébrer l'anniversaire de sa signature comme celui d'un jour de deuil national. D'autre part, les associations patriotiques italiennes, en particulier la *Pro Dalmazia* critiquèrent avec une grande ardeur ce traité qui consacrait, sauf en ce qui concerne Zara, la ruine des prétentions italiennes en Dalmatie¹.

Dans la région de Fiume, la frontière définitive entre les deux pays fut établie par l'accord conclu à Rome le 27 jan-

1. Citons, à ce sujet, une protestation signée à Rome le lendemain de la signature du traité par un certain nombre de Dalmates italiens et rédigée par un ancien député de la Diète provinciale dalmate, M. Salvi :

« Les Dalmates résidant à Rome, certains d'être les interprètes de leurs co-nationaux, vu le texte du Traité de Rapallo :

Protestent avec la plus vive douleur contre la renonciation que le Gouvernement du Royaume a faite de toute la Dalmatie en faveur d'un autre Etat qui incarne les intérêts d'un peuple avec lequel les Italiens dalmates soutinrent des luttes titaniques pour le droit de l'Italie;

Constatent que, par cet acte, le Gouvernement du Royaume a manqué à son devoir de libération (*salvezza*) de nos propres co-nationaux, d'achèvement de la réalisation des frontières naturelles de la Patrie et de mise en valeur légitime d'un traité de guerre et de victoire;

Réprouvent la rédemption mutilée de la capitale de la Dalmatie qui voit la gloire de son nom, de son passé et de sa domination amoindrir par la suppression, sur terre et sur mer, de ses artères vitales essentielles;

Répudient les lambeaux de garanties aptes seulement à cacher la mort civile et à apaiser les consciences des responsables et, conscients du propre sacrifice qu'ils salueraient avec joie s'il pouvait rendre à l'Italie le moindre bien-être effectif ou lui faciliter sa voie;

Expriment le vœu que le destin, plus sage et plus juste que les hommes, dé¹ tourne de la grande, généreuse et magnifique nation italienne, toujours si supérieure à quiconque la gouverne, l'accomplissement de la terrible menace qui, de l'Adriatique, remis entre les mains d'étrangers, dès maintenant, pour toujours pèse sur elle.

Rome, 13 novembre 1920.

vier 1924, dans lequel « les deux parties, ayant constaté l'impossibilité de procéder à l'organisation d'une façon pratique de l'Etat libre de Fiume, visé à l'art. 4 du traité signé à Rapallo le 12 novembre 1920 », reconnaissent réciproquement la souveraineté du Royaume d'Italie sur la ville et le port de Fiume et la bande de territoire littoral, et la souveraineté du Royaume yougoslave sur Sušak, le port Barros et sur le delta. Cet accord de Rome portait le nombre des habitants italiens des territoires cédés à l'Italie à environ 390.000 et le nombre des habitants yougoslaves à 495.000.

D'autre part, sur le territoire attribué à la Yougoslavie, se trouvaient environ 7.000 personnes de nationalité italienne vivant en Dalmatie hors du territoire de Zara.

CHAPITRE III

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES DE L'ITALIE ET DE LA YUGOSLAVIE RELATIVES A LA PROTECTION DES MINORITES.

La protection des minorités et la souveraineté nationale. Inégalité de traitement entre les grandes et les petites puissances. Méconnaissance des principes du droit naturel. *Le paragraphe 2 de l'art. 7 du traité de Rapallo.* Droit d'option et privilèges reconnus aux Italiens de Dalmatie. *La « Convention pour accords-généraux » de Santa Margherita.* L'usage et l'enseignement de la langue italienne en Dalmatie. Le libre exercice des professions. *Note yougoslave du 21 août 1924 sur les avocats.* *Les Conventions de Nettuno.* L'acquisition des propriétés à la frontière. L'accord sur les expropriations. Le régime agraire en Dalmatie.

L'art. 53 des Conventions de Santa Margherita. Le libre exercice des professions aux ressortissants yougoslaves de Zara. *L'article 9 de l'accord concernant Fiume.* Libertés reconnues aux Yougoslaves de Fiume. *Accord pour l'application de l'art. 9 de l'accord concernant Fiume* signé à Nettuno. La liberté religieuse, le libre usage de leur langue, la liberté d'enseignement et le droit de posséder des institutions de culture intellectuelle reconnus aux Yougoslaves de Fiume.

Les déclarations de personnalités italiennes sur les minorités allogènes de l'Italie. Les résolutions de la troisième assemblée de la S. D. N.

Après avoir déterminé dans ses lignes essentielles le nouveau statut territorial de l'Europe, la Conférence de la Paix aborda la question de la protection des minorités. On s'aperçut bien vite alors des nombreuses difficultés que celle-ci soulevait.

Un grand nombre d'Etats y voyaient en effet une atteinte à leur droit de souveraineté. Il y a là d'ailleurs, semble-t-il, une idée inexacte qui provient d'une fausse conception de ce qu'est la souveraineté d'un Etat. Sans doute, il y a antago-

nisme entre le principe de protection des minorités et la souveraineté de l'Etat, si l'on entend celle-ci comme le pouvoir pour l'Etat de régler ses rapports avec ses sujets sans être lié par aucune considération de loi morale, si l'on fait de la souveraineté un pouvoir arbitraire. Les deux principes se concilient, par contre, fort bien si l'on admet avec M. Le Fur que « la souveraineté est la qualité de l'Etat de n'être obligé ou déterminé que par sa propre volonté, dans les limites du principe supérieur du droit et conformément au but collectif qu'il est appelé à réaliser¹. » Et, c'est bien ainsi qu'il faut concevoir la souveraineté de l'Etat, non pas comme un pouvoir absolu, mais comme un pouvoir limité par les principes du droit naturel. On conçoit ainsi que certaines facultés puissent échapper à l'Etat sans que cela constitue une atteinte à sa souveraineté, incompatible avec sa dignité nationale. C'est ce qu'a très bien mis en relief M. Austen Chamberlain dans une réponse à M. Vénizélos qui déclarait attentatoire à la souveraineté de la Grèce un nouveau projet d'accord relatif à la protection des minorités bulgares en Grèce. Ayant parlé des Etats qui ont accepté de telles obligations, M. Chamberlain ajoutait : « Il n'y avait pas là une reddition humiliante, mais une libre et utile contribution à la politique de coopération

1. Cf. M. Le Fur, *Etat fédéral et Confédérations d'Etats*, p. 443. Voir aussi M. Le Fur, *Races, nationalités, Etats*, p. 118 : « Si donc, il faut une autorité suprême ou souveraine, ce qui étymologiquement est la même chose, et si cette autorité ne peut résider qu'en l'Etat, cela ne veut aucunement dire qu'elle est absolue, car elle est limitée par la loi morale et par le but même de l'Etat. »

De même M. Mandelstam écrit : « La notion de cette souveraineté absolue, qui n'est autre que celle de l'intérêt égoïste et qui se traduit par l'anarchie à l'extérieur et par l'arbitraire à l'intérieur, cette notion est en train de disparaître. La souveraineté de l'Etat devient *relative*. Au-dessus de la volonté de l'Etat s'élève le droit — et non seulement le droit international qui règle ses relations avec les autres Etats — mais aussi un droit commun de l'humanité qui limite sa souveraineté sur tous les hommes soumis à son pouvoir. *Le fonds juridique commun de l'humanité* — s'il est permis de s'exprimer ainsi — n'est pas encore bien grand. Et il n'est pas encore universel. Mais sa reconnaissance, même dans ces modestes proportions, est d'une importance énorme pour le développement de l'humanité. » (*La protection des minorités. Académie de droit international de La Haye. Recueil des cours 1923*, p. 405.)

internationale; une contribution non moins libre et pas plus attentatoire à la dignité nationale que la contribution effectuée par les grandes Puissances en des matières telles que le désarmement et l'arbitrage; une contribution non moins libre, non moins honorable que celle faite par chacun des signataires du Pacte de la Société des Nations en signant ce Pacte¹. »

Les Etats nouvellement créés ou ceux dont le territoire s'est trouvé considérablement agrandi à la suite de la guerre étaient en outre profondément choqués de l'inégalité entre le traitement qui leur était imposé et celui que se réservaient les grandes Puissances dont une au moins, l'Italie, annexait à son territoire, outre les régions dont il vient d'être question, le Tyrol du Sud où vivaient environ 200.000 habitants de langue allemande.

Ce manque de réciprocité, même entre Etats vainqueurs, est en effet quelque chose qui étonne et que l'on ne peut s'empêcher de regretter. Cela montre bien que, jusqu'à maintenant, suivant l'expression de M. Titulesco², le droit des minorités est « le droit des vaincus et des nouveaux venus ». Elle dénote, en outre, chez les négociateurs des traités de paix, une conception du droit international qui n'est en rien conforme aux notions à peu près universellement admises de nos jours.

Le refus de l'Italie de reconnaître à ses minorités une protection analogue à celle qui, comme nous le verrons, a été établie en faveur des optants italiens de Dalmatie, ne peut s'expliquer que par une méconnaissance totale du droit naturel qui doit cependant s'imposer aux Etats comme il s'est imposé aux individus. Il faut abandonner définitivement cette idée

1. Journal Officiel de la S. D. N., avril 1925.

2. *La Société des Nations et les Minorités*. Conférence prononcée à l'Académie diplomatique internationale (séance du 15 mars 1929). (Comptes rendus des séances, n° de juin 1929.)

que l'Etat ne doit connaître d'autres limites à ses prétentions que sa force. Il existe, indépendamment de la volonté de l'homme et antérieurement à celle-ci, un droit naturel, ensemble de règles objectives qui doit s'appliquer aussi bien aux rapports entre Etats qu'aux rapports entre individus. « Le droit international n'est en somme qu'une simple adaptation du droit naturel général aux circonstances spéciales d'un droit qui vise en principe les Etats et non les individus directement¹. »

Comme l'a fort bien dit M. Politis, « les coutumes et les traités ne sont plus, comme on le croyait jusqu'ici, des sources mais des modes de constatation du droit² ».

La jurisprudence et les traités ne sont que la simple traduction en lois positives des principes du droit naturel pré-existant.

Une telle méconnaissance du droit naturel n'est d'ailleurs pas particulière à tel ou tel Gouvernement. Parmi les Etats même qui se plaignent le plus amèrement des violations de ce droit commises à leur égard par tel ou tel autre Etat, il en est très peu qui ne se rendent pas à leur tour coupables de violations analogues vis-à-vis de leurs voisins plus faibles. Il y a certes là un état de choses qui semblerait justifier le pessimisme de ceux qui considèrent que l'humanité doit abandonner tout espoir d'arriver à l'adoption générale d'une loi de justice dans les rapports entre Etats. Il semble cependant que, peu à peu, doive se produire dans ceux-ci une évolution analogue à celle qui s'est produite dans les rapports entre individus. Il ne peut être question d'une suppression définitive du recours à la force, il est hors de doute que les tendances impérialistes de peuples jeunes et conscients

1. M. Le Fur, *La théorie du droit naturel depuis le XVII^e siècle et la doctrine moderne*. Académie de droit international de La Haye. Recueil des cours 1927. Paris Hachette, 1928, p. 349.

2. M. Politis, *Les nouvelles tendances du droit international* (p. 49).

de leur force, les aspirations à la revanche de certains peuples sortis vaincus de la dernière guerre, constituent un grave obstacle à l'établissement et au maintien de rapports de justice entre les Etats, mais, malgré tout, nous croyons au développement des procédures de conciliation et de règlement pacifique des conflits internationaux, à l'acceptation de plus en plus généralisée des principes du droit naturel par les divers Etats¹.

Nous sommes malheureusement encore éloignés de cet état idéal; les lois positives qui règlent les rapports internationaux sont loin d'être toujours l'application des principes du droit naturel qui, comme nous l'avons dit, doit constituer le fond du droit positif.

Nous considérons en particulier comme profondément regrettable que des clauses relatives à la protection des minorités n'aient pas été acceptées par tous les Etats. Il eut fallu sans doute procéder avec une extrême prudence; mais l'observation de M. Paul de Auer² que les droits des minorités eussent dû être déterminés pour tous les Etats en général

1. Cf. L. Le Fur, *Nécessité d'un droit international pour coordonner les diverses activités nationales*. Chronique sociale de France. Lyon, p. 29.

La suppression du droit de justice privée il y a quelques milliers d'années, par l'institution de l'arbitrage d'abord, puis du juge public; bien plus près de nous la suppression des guerres privées il y a quelques siècles, et leur restriction aux seuls Etats souverains, ont constitué des progrès d'importance analogue. Seule, la dernière phase de l'évolution reste inachevée; il semble qu'on n'ait pas le droit dans ces conditions de désespérer de l'avenir. Si l'extension de la notion du prochain dans son intégrité — avec les devoirs non seulement de justice, mais de charité qu'elle comporte — au dernier groupe qui se refuse encore à l'admettre, l'Etat, peut paraître aujourd'hui encore prématurée, déjà, en revanche, ce n'est plus seulement une élite, mais le grand nombre des penseurs de tout ordre qui affirme hautement qu'il n'y a pas plus deux droits que deux morales, que ce qui est injuste et condamnable entre individus l'est aussi entre Etats, que ce dernier doit lui aussi se montrer « honnête homme » dans ses rapports avec ses voisins. L'organisation progressive de la force par le droit apparaît jusqu'ici comme une des plus grandes lois de l'humanité, à la fois la plus générale peut-être et la plus indispensable à la prospérité des sociétés humaines. Pour l'assurer davantage encore, une dernière étape reste à franchir. Elle pourra être longue et difficile; mais il est des progrès d'une telle portée que lorsque l'humanité les a une fois entrevus, et c'est aujourd'hui le cas, il lui est impossible d'y renoncer à jamais. »

2. *International Law Association. Report of the 30th Conference*, p. 121.

dans le Pacte de la Société des Nations mérite certainement d'être retenue. Sans doute, ces principes qui eussent constitué ainsi le droit des gens en matière de minorités, eussent été nécessairement peu nombreux; ils n'auraient vraisemblablement visé que les droits reconnus aux membres des minorités à titre individuel et non pas les droits de ces minorités considérées en tant qu'entités collectives. Mais, il aurait été bien facile de compléter ces principes généraux par des conventions spéciales dans tous les cas où cela eût été nécessaire. Ainsi, il eut été possible de garantir aux membres de toutes les minorités, par des accords internationaux, leur liberté religieuse, le libre usage de leur langue, la liberté scolaire, le droit d'avoir des associations présentant un caractère de culture intellectuelle, des associations charitables, économiques ou sociales propres, sans cependant courir le risque de cristalliser les minorités en des corps autonomes hostiles à l'Etat, d'en faire des Etats dans l'Etat.

Les grandes Puissances n'ont pas cru devoir accepter cette généralisation des principes qu'elles entendaient bien imposer aux Etats de moindre importance. C'est ce qui explique que l'Italie ne signa aucun traité pour la protection des minorités qu'elle annexait.

Les seules obligations contractuelles assumées par l'Italie, en faveur de ses minorités yougoslaves résultent d'accords ultérieurs aux traités de paix et ont leur application strictement limitée aux villes de Fiume et de Zara.

Par contre, par une série de conventions, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes dut reconnaître à sa minorité italienne un certain nombre de privilèges. Tout d'abord, par le paragraphe 2 de l'article 7 du Traité de Rapallo du 12 novembre 1920, il reconnaissait aux Italiens de Dalmatie, anciens ressortissants austro-hongrois, le droit d'opter pour la nationalité italienne, dans un délai d'un an à partir de la mise en vigueur de ce traité, exemptant ces optants italiens

de l'obligation de transférer leur domicile hors du territoire yougoslave. Il leur reconnaissait en outre le libre usage de leur langue et le libre exercice de leur religion, avec toutes les facultés inhérentes à cette liberté.

Le principe posé par cet article fut développé et précisé par divers accords ultérieurs. En particulier, dans la *Convention pour accords généraux* signée à Santa Margherita le 23 octobre 1922, un certain nombre d'articles ont été spécialement consacrés au régime des ressortissants italiens devenus tels par l'effet du traité de Rapallo et qui résident sur le territoire yougoslave.

Parmi ces articles, mention spéciale doit être faite de l'art. 55 relatif à l'usage et à l'enseignement de la langue italienne. Il est, en particulier, important de noter qu'il étend aux optants italiens l'application des dispositions contenues dans la Convention relative aux populations allo-gènes intervenue à Saint-Germain entre le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et les principales Puissances alliées et associées. Il leur assure donc l'usage de la langue italienne, la liberté de l'exercice du culte dans cette langue et le droit de créer, contrôler et diriger des écoles privées où l'enseignement sera donné en italien.

Les conventions de Santa Margherita assurent également aux optants italiens, sous certaines réserves, le libre exercice des professions, industries et commerces qu'ils exerçaient au moment de la signature du traité de Rapallo. Notons cependant deux exceptions importantes à ce principe : les professions d'avocats et de notaires étaient formellement exclues de ce bénéfice (art. 49).

Ces deux exceptions devaient d'ailleurs être atténuées par la suite. Par une note du 21 août 1924, le Gouvernement yougoslave reconnut aux avocats ayant opté pour la nationalité italienne, en vertu des dispositions de l'article VII, § 2 du traité de Rapallo, « le droit de continuer à exercer

personnellement leur profession dans le territoire du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, pourvu qu'ils se soumettent à toutes les dispositions en vigueur pour les avocats ressortissants dudit Royaume et qu'ils prêtent un serment qui se limite à l'engagement d'observer les lois du pays et leurs devoirs professionnels, et d'accepter la juridiction des autorités du Royaume, avec exclusion de toute autre autorité, dans toutes les questions qui ont trait à leur profession ». Cette note prévoyait pour les avocats désirant plaider dans des procès pénaux, la nécessité d'une autorisation du Ministère yougoslave de la Justice.

D'autre part, l'art. 2 du Protocole de Signature de l'*Accord pour l'application de l'article 9 de l'Accord de Rome*, signé à Nettuno le 20 juillet 1925, reconnaît que les notaires publics, dûment qualifiés à rédiger des actes en langue italienne, seront autorisés à rédiger, sur demande des optants italiens, des actes notariés en langue italienne. Sans doute, la nationalité yougoslave est toujours nécessaire pour l'exercice de la profession de notaire; mais les notaires pourront dorénavant rédiger des actes en italien.

En outre, le régime de la minorité italienne de Dalmatie a été à nouveau précisé par les conventions connues sous le nom de *Conventions de Nettuno* dont il sera question dans la suite de ce chapitre. En effet, quoique ces Conventions visent le statut des ressortissants yougoslaves de Fiume, elles stipulent que leurs dispositions doivent s'appliquer, par analogie, aux optants italiens de Dalmatie. Elles n'apportèrent d'ailleurs aucune modification importante au statut dont ceux-ci jouissaient au préalable.

Nous signalerons cependant, parmi les divers accords, dont la réunion constitue les Conventions de Nettuno, deux accords visant des points particuliers. Le premier concerne l'interdiction édictée par l'art. 48 de la loi yougoslave relative aux douzièmes provisoires pour les mois de juillet, août

et septembre 1923. Cet article prohibait aux personnes de nationalité étrangère d'acquérir ou de posséder des biens immeubles ou d'en faire usage dans une zone de 50 kilomètres le long des frontières ou des rivages de la mer, sans avoir obtenu au préalable l'autorisation du Ministre de l'Intérieur et du Ministre de l'Armée et de la Marine. L'Accord sur les propriétés à la frontière du 20 juillet 1925 stipule que cette interdiction ne sera pas applicable aux ressortissants italiens, ayant acquis cette qualité conformément aux dispositions de l'art. 7 § 2 du Traité de Rapallo.

L'article 48 dont il vient d'être question, semble avoir eu uniquement pour but la défense nationale. Il n'en lésait pas moins gravement les intérêts des optants italiens de Dalmatie qui possédaient d'importants biens immeubles dans de nombreuses régions de la Dalmatie et protestèrent vivement contre l'interdiction édictée par cet article. Les Conventions de Nettuno n'ayant été ratifiées par la Yougoslavie qu'environ quatre ans après leur signature, les dispositions de l'art. 48 furent d'ailleurs reproduites à nouveau dans les lois de finances successives. Il faut cependant noter que cette interdiction qui avait été à nouveau reproduite dans l'art. 69 du projet de loi de finances pour l'exercice 1928-1929 a été retirée dans la séance de la Commission des Finances du 23 janvier 1928; c'est-à-dire avant la ratification par le Parlement de Belgrade des Accords de Nettuno.

Le deuxième de ces accords intitulé *Accord provisoire sur les expropriations*, concerne les projets de réforme agraire en Yougoslavie. Le Gouvernement yougoslave, tout en donnant, par le Décret n° 3.705-24 du Ministère de la Réforme Agraire, en date du 23 avril 1925, mainlevée entière, en ce qui concerne le territoire de l'ancienne Province de Dalmatie, des inscriptions de défense de vendre ou céder la propriété portant sur des biens ruraux et autres immeubles, ou de

grever cette propriété d'hypothèques, s'était réservé de déterminer définitivement par voie législative s'il y a lieu d'appliquer à la Dalmatie les lois concernant les rapports entre propriétaires et serfs attachés à la culture de la terre.

En Dalmatie, la situation agraire est en effet différente de ce qu'elle est dans les autres provinces yougoslaves et nécessite des solutions particulières : le régime foncier le plus répandu est actuellement le colonage partiaire qui présente d'ailleurs des formes différentes dans les diverses régions, suivant la nature des cultures et l'origine des lois ou des coutumes en usage¹.

Par suite de la complexité même de la question agraire en Dalmatie, aucune autre mesure tendant à la réforme de la situation actuelle n'a encore été prise.

Le but de l'*Accord provisoire sur les expropriations* est de surseoir à l'application de toute mesure ou disposition de nature à porter préjudice aux biens, droits, et intérêts des ressortissants du Royaume d'Italie possédant des biens fonds en Dalmatie, jusqu'à ce que soit intervenu un accord relatif au montant et aux modalités du paiement des indem-

1. Nous donnons ci-dessous, d'après le Dr Vladimir Pappafava, auteur d'une très intéressante *Etude sur le colonage partiaire* (Bulletin de la Société de législation comparée de juin 1885), quelques indications sur les principes régissant le colonage : Suivant le Code civil général autrichien, le colonage est considéré comme société (§§ 1103 et 1175), et peut être établi valablement par engagements verbaux, sans qu'il soit besoin d'écrit. Le propriétaire donne à cultiver son terrain au colon, en entendant par culture cet ensemble de travaux destinés à rendre la terre plus fertile et à retirer d'elle tous les fruits et produits qu'elle peut donner par sa force native et naturelle. Le sol demeure la propriété exclusive du propriétaire (§§ 1183, 1184, 1192, Cod. civ. autr.) et le colon est obligé de le cultiver de la façon la plus profitable au but de la société qui est avant tout le gain (§ 1103, 1165, 1192, C. c. a.). Ce contrat meurt de lui-même quand l'affaire entreprise est achevée (pour les vignes quand elles sont mortes ou cessent de porter des fruits; pour les céréales, à la récolte) ou pour les autres causes énoncées au paragraphe 1205 du Code civil autrichien.

Tout ce qui reste, capital et dépenses de toutes sortes déduits, constitue le bénéfice ou le gain (§ 1192) et se distribue, en nature, entre les associés, dans la proportion convenue (§ 840, 1191, 1194, C. c. a.) ou déterminée par le juge (§ 839, 1195, C. c. a.) d'après les difficultés de la culture.

nités pour expropriation ou pour dégagement de la redevance due pour ces biens.

En ce qui concerne les minorités yougoslaves d'Italie, comme nous l'avons dit plus haut¹, leur protection, telle qu'elle résulte des traités en vigueur, est limitée aux villes de Fiume et de Zara.

Le statut des ressortissants du royaume des Serbes, Croates et Slovènes, qui ont leur résidence à Zara est réglé par l'art. 53 des Conventions de Santa Margherita. Cet article prévoit que ses dispositions et celles de l'art. 49, qui ont trait au libre exercice de leur profession par les optants italiens de Dalmatie, s'appliqueront également aux Yougoslaves de Zara. En outre, le paragraphe 2 de l'article premier de l'Accord concernant les avocats signé à Nettuno le 20 juillet 1925 reconnaît aux avocats qui exerçaient auparavant leur profession et résidaient sur le territoire de Zara, attribué à l'Italie par le traité de Rapallo, et qui ont acquis la nationalité yougoslave, les mêmes droits qu'aux avocats de Fiume ressortissants du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes. Nous donnerons plus loin quelques indications sur le statut reconnu à ces derniers².

En ce qui concerne la minorité yougoslave de Fiume, l'article 9 de l'*Accord concernant Fiume*, signé à Rome le 27 janvier 1924, lui concède « le régime qui résulte en faveur des minorités italiennes en Dalmatie des engagements internationaux en vigueur ». Par la suite, pour préciser la portée de l'art. 9 de l'Accord de Rome, quatre accords ont été signés à Nettuno le 20 juillet 1925. Seuls les deux premiers de ces accords (*Accord pour l'application de l'article 9 de l'Accord concernant Fiume* et *Accord concernant les avocats*) concernent la minorité yougoslave de Fiume; les deux der-

1. Voir *supra* page 48.

2. Voir *infra* page 55.

niers, mentionnés plus haut, contenant uniquement des dispositions relatives à la situation des Italiens de Dalmatie.

Après avoir rappelé le principe posé par l'art. 9 de l'Accord du 27 janvier 1924, l'art. 1 de l'*Accord pour l'application de l'article 9 de l'Accord concernant Fiume* précise que ses dispositions s'appliquent aux ressortissants du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes ayant acquis cette qualité en vertu du droit d'option reconnu aux personnes ayant le droit d'indigénat à Fiume, en tant qu'elles auront leur résidence dans le territoire de Fiume.

Cet article précise ensuite les droits qui seront reconnus à ces ressortissants yougoslaves de Fiume, en insistant sur le fait que les droits qui leur sont reconnus sont le corollaire des droits reconnus par le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes aux optants italiens de Dalmatie. En précisant les droits des Yougoslaves de Fiume, cet accord précise donc en même temps les droits des Italiens de Dalmatie.

Outre la faculté accordée aux Yougoslaves de Fiume d'acquérir la nationalité du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes sans être obligés de transporter leur domicile hors du territoire attribué à l'Italie, par analogie avec la faculté reconnue précédemment aux Italiens de Dalmatie par le § 2 de l'art. 7 du Traité de Rapallo, l'art. 1 de l'*Accord pour l'application de l'article 9 de l'Accord concernant Fiume* reconnaît aux Yougoslaves de Fiume les droits suivants :

1) *Liberté religieuse*. — Ces personnes auront en effet « le droit d'exercer librement les cultes auxquels elles appartiennent et de faire usage de leur langue dans les pratiques de leur religion ».

2) *Libre usage de leur langue* « avec toutes les facultés inhérentes à ce droit ». L'accord précise deux applications de ce principe. D'une part, les notaires publics dûment qualifiés à rédiger des actes en langue serbo-croate seront

autorisés, sur demande des ressortissants yougoslaves de Fiume, à rédiger des actes en cette langue. Une traduction de ces actes ne sera pas nécessaire dans les rapports avec les autorités judiciaires, politiques, administratives ou financières de l'Etat italien.

D'autre part, les ressortissants yougoslaves de Fiume pourront, soit personnellement, soit comme avocats, faire usage de leur langue pour s'adresser oralement ou par écrit aux tribunaux et aux diverses autres autorités mentionnées ci-dessus. Un accord spécial de même date réglemente cette question en ce qui concerne les avocats et dispose en particulier que le serment que ceux-ci devront prêter sera limité à l'engagement « d'observer les lois du pays et leurs devoirs professionnels et d'accepter la juridiction des autorités locales, avec exclusion de toute autre autorité, dans toutes les questions qui ont trait à leur profession ». (*Art. 3 de l'Accord concernant les avocats.*)

3) *Liberté d'enseignement.* Les ressortissants yougoslaves de Fiume auront en effet le droit d'instituer, diriger et contrôler des écoles et autres établissements d'éducation. Il importe cependant de noter que ces écoles seront des écoles privées, qui ne recevront donc aucun subside de la part du Royaume d'Italie et dont la fréquentation sera permise seulement aux personnes résidant à Fiume.

4) *Droit d'instituer, diriger et contrôler des institutions de bienfaisance, religieuses, d'assistance sociale ou culturelle,* avec le droit d'y faire libre usage de leur langue. (Accord pour l'application de l'art. 9 de l'Accord de Rome; art. premier § d.)

L'Accord du 20 juillet 1925 contient en outre des dispositions relatives à l'exercice des diverses professions, arts, métiers ou industries, par les ressortissants yougoslaves de la ville de Fiume, à la reconnaissance des diplômes de doctorat et des autres titres universitaires.

Ayant ainsi indiqué quel sera le statut des ressortissants yougoslaves de Fiume, l'Accord précise dans son article 6 le régime à adopter en faveur des ressortissants italiens de nationalité serbe-croate-slovène résidant à Fiume qui ont acquis la qualité de ressortissants italiens sur la base du droit d'indigénat dans cette ville. Cet article dispose que :

a) Il ne sera édicté aucune restriction au libre usage de leur langue soit dans les relations privées ou commerciales, soit en matière de presse ou de publications de toute nature, soit dans les réunions publiques;

b) Ils jouiront en général de tous les droits dont jouissent les minorités italiennes en Dalmatie.

Cet article établit donc d'une manière générale, en faveur de ces personnes, le même régime que celui concernant les ressortissants yougoslaves de Fiume qui auront acquis cette qualité en vertu du droit d'option, puisque les droits qui ont été reconnus à cette dernière catégorie de personnes sont également les droits et privilèges analogues à ceux établis en faveur des Italiens de Dalmatie.

Telles sont les seules obligations contractuelles liant l'Italie vis-à-vis de ses minorités yougoslaves. A l'exception des villes de Fiume et Zara, l'Italie n'a accepté aucun engagement relatif à la protection des Croates et Slovènes qu'elle annexe en vertu du Traité de Rapallo.

Cependant, les Yougoslaves aiment à rappeler que, si l'Italie n'a signé aucun traité ou convention à cet égard, des représentants de l'Italie ont, dans un certain nombre de circonstances, fait des déclarations contenant des promesses formelles aux minorités annexées par l'Italie. Il convient d'ailleurs de signaler que, quelque importantes qu'aient été les déclarations faites par certaines autorités italiennes, elles ne sauraient, d'après les principes du droit constitutionnel, engager valablement l'Etat italien.

Il est sans doute regrettable, par exemple, qu'une procla-

mation, telle que celle adressée aux paroisses slovènes de la Vénétie Julienne par le général Petitti di Roreto et destinée à être lue en chaire, au moment de l'occupation de ces territoires par les armées italiennes, ne représente que l'état d'esprit d'un moment et ne constitue pour l'Etat italien aucune obligation. Mais il est cependant bien certain que les promesses contenues dans cette proclamation n'ont aucune valeur et qu'elles ne peuvent être invoquées à l'encontre du Gouvernement italien.

Elle était cependant inspirée d'un noble souci du respect des droits des minorités, tels que les conçoit actuellement le droit international, cette proclamation qui disait aux Slovènes : « L'Italie, le grand Etat de la liberté, vous donnera les mêmes droits de citoyens qu'à ses autres ressortissants. Elle vous donnera des écoles dans votre langue plus nombreuses encore que l'Autriche ne l'avait fait. Votre religion sera respectée parce que la religion catholique est celle de toute l'Italie. Slovènes, soyez persuadés que la puissante et victorieuse Italie prendra soin de ses citoyens quelle que soit leur nationalité ! »

Une déclaration plus importante est celle faite le 27 septembre 1919 par M. Tittoni, Président du Conseil, devant le Parlement italien. Sans doute cette déclaration ne peut s'appliquer à la minorité yougoslave, puisque celle-ci a été réunie à l'Italie seulement en 1920 par le Traité de Rapallo; mais elle n'en est pas moins très intéressante car, quoique visant le cas du Tyrol du Sud, elle est conçue en termes tout à fait généraux :

« Par différentes stipulations insérées dans les traités de Paix, disait M. Tittoni, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Roumanie et la Serbie ont été astreintes à respecter la langue, la religion, la culture, les écoles et toutes les libres institutions des minorités nationales et il est absolument essentiel que ces stipulations soient strictement et légalement observées.

Comme les autres grandes Puissances, l'Italie n'est tenue par aucune disposition juridique à observer ces conditions, mais, à mon avis, en raison des traditions libérales qui sont sa gloire et son privilège, il y a pour elle une haute obligation morale à agir de même.

« Les peuples de nationalité différente qui nous sont unis, doivent savoir que toute idée d'oppression ou de dénationalisation nous est étrangère, que leur langue et leurs institutions culturelles seront respectées et que leurs fonctionnaires administratifs jouiront de tous les privilèges résultant de notre législation libérale et démocratique. »

Diverses déclarations faites lors de la discussion du Traité de Rapallo devant les Chambres italiennes contiennent également l'exposé de ce désir de l'Italie d'assurer aux populations slaves qu'elle annexait le respect de leur langue et de leur culture¹.

1. Signalons, d'après une brochure de l'*Institut pour la défense des droits des minorités à Loubiana* intitulée *La situation de la minorité yougoslave en Italie* un certain nombre de déclarations relatives au respect des institutions et des usages locaux dans les territoires nouvellement annexés à l'Italie.

Dans le discours du trône, le 1^{er} décembre 1919, le Roi d'Italie déclarait :

« Les territoires nouvellement annexés à l'Italie nous placent devant des problèmes nouveaux. Notre tradition libérale nous montrera la voie pour en trouver la solution, en respectant le plus possible les institutions autonomes et les usages locaux.

Aucune peine et aucun sacrifice ne devront être négligés afin qu'après les mesures de force inévitables, le retour de ces territoires à l'unité naturelle ne puisse, pour eux, signifier un pas en arrière ou une diminution de prospérité. Nous savons que nous trouverons dans nos sujets des montagnes et des bords de la mer des collaborateurs précieux au progrès de la nation. »

De même que la déclaration de M. Tittoni, ce discours visait le cas des Autrichiens du Tyrol du Sud.

En 1921, après l'annexion à l'Italie de la Vénétie Julienne, M. Giolitti, premier ministre, s'exprimait ainsi :

« Je crois que nous ne devons rien changer à la décentralisation administrative telle qu'elle existe dans les provinces nouvelles; il est probable que leurs institutions pourront nous servir de modèle utile pour une réforme, dans le sens régional, d'une partie de l'administration publique afin d'alléger le poids de la centralisation de l'Etat. »

La même année, M. Bonomi, premier ministre, exposait les mêmes idées :

« Quant au problème de l'unification des lois, pour laquelle nous tirerons parti de l'expérience du passé, je considère qu'il est essentiel de donner une forme concrète aux institutions d'autonomie administrative qui régissent les nouvelles provinces, tâche dans laquelle nous serons aidés par les représentants des territoires intéressés. »

En outre, il est intéressant de signaler que l'Italie s'est associée aux résolutions adoptées par la troisième Assemblée de la Société des Nations sur la proposition de M. Gilbert Murray.

Après avoir rappelé aux personnes appartenant aux minorités leur devoir de « coopérer, en citoyens loyaux, avec la nation à laquelle ils appartiennent maintenant », dans sa quatrième résolution, « l'Assemblée exprime l'espoir que les Etats qui ne sont liés vis-à-vis de la Société des Nations par aucune obligation légale en ce qui concerne les minorités, observeront cependant dans le traitement de leurs minorités de race, de religion ou de langue, au moins le même degré de justice et de tolérance qui est exigé par les traités et selon l'action permanente du Conseil ».

Ayant ainsi exposé quelles sont, dans leurs grandes lignes, les obligations juridiques respectives de l'Italie et de la Yougoslavie, nous examinerons dans les chapitres suivants quel a été et quel est actuellement le traitement de fait de la minorité yougoslave d'Italie et de la minorité italienne de Yougoslavie.

CHAPITRE IV

LA SITUATION DE LA MINORITÉ YUGOSLAVE EN ITALIE

I. La politique d'italianisation de la Vénétie Julienne

Les expéditions contre les organisations slaves. Incendie de l'Hôtel Balkan. La politique d'italianisation depuis la marche sur Rome. L'action sur les enfants : les Balilla. Les Piccole Italiane. L'Opera Nazionale all'Italia redenta. La Lega Nazionale. L'action sur les travailleurs : le Dopolavoro. La propagande littéraire : La Dante Alighieri. L'émigration des Yougoslaves et l'immigration des Italiens de l'intérieur.

Il ne sera question, dans les pages qui suivent, que de la situation dans l'ensemble de la Vénétie Julienne; la situation des Yougoslaves de Fiume ou de Zara ne sera donc pas étudiée spécialement. En effet, en ce qui concerne le territoire de Zara, la situation est sensiblement la même que dans la Vénétie Julienne; d'autre part, en ce qui concerne Fiume, la mise en vigueur des Accords de Nettuno est trop récente, pour qu'il soit possible de savoir de quelle manière ils seront appliqués. Il semble d'ailleurs certain que le Gouvernement italien tiendra à honneur de les exécuter scrupuleusement. En ce qui concerne par exemple le libre usage de la langue serbo-croate devant les tribunaux de Fiume, la Direction Générale des affaires civiles et des professions légales du Ministère italien de la Justice a adressé, peu de temps après la ratification des dits Accords, une circulaire

aux autorités judiciaires de cette ville, leur demandant de se conformer à cette prescription des Accords de Nettuno.

Pour permettre de bien comprendre quelle est la situation de la minorité yougoslave en Italie, nous indiquerons tout d'abord quelles sont les directives suivies en cette matière par le Gouvernement italien, puis, nous examinerons successivement la situation scolaire, la question de l'enseignement religieux, celle de la presse slave et, d'une manière générale, de l'emploi de la langue serbo-croate, la question des Associations économiques et culturelles. En outre, nous étudierons quelques points de détail, tel celui de l'italianisation des noms; mais nous laisserons de côté tous les menus incidents que l'on ne peut connaître que déformés plus ou moins par la presse locale et qui ne nous semblent pas rentrer dans le cadre de cette étude.

Nous avons vu dans le chapitre précédent que des représentants autorisés de l'Italie avaient promis aux minorités annexées par l'Italie le respect de leur langue, de leur organisation scolaire et, d'une manière générale de ce qu'on peut appeler leurs droits de minorités. Il semble bien en effet que le Gouvernement italien, dans les premières années qui suivirent la signature du Traité de Rapallo, respecta dans leur ensemble les obligations morales qu'il avait ainsi librement assumées.

Par contre, lorsque commença la période de troubles intérieurs au cours desquels le parti fasciste eut maintes occasions d'intervenir soit contre les éléments communistes, soit contre les éléments populaires (*popolari*) du parti de Don Sturzo, ce même parti, soutenu par les nationalistes italiens de la Vénétie Julienne, se livra assez souvent à des expéditions qualifiées de *punitives* contre des organisations ou des personnalités slaves des territoires annexés.

Nous ne ferons pas l'historique de ces faits dont la vérification est trop difficile. Nous ne parlerons pas non plus des

divers incidents qui se sont produits durant la période antérieure à la signature du traité de Rapallo, pendant laquelle les autorités militaires d'occupation étaient chargées d'assurer l'ordre dans les territoires occupés. Signalons cependant qu'au cours de cette période, les autorités italiennes internèrent non seulement des intellectuels yougoslaves, parmi lesquels nous citerons l'évêque de Krk (Veglia), Mgr Anton Mahnić, mais aussi de nombreux paysans¹.

Parmi les nombreux incidents qui marquèrent les luttes entre Italiens et Yougoslaves en Vénétie Julienne, il nous paraît également intéressant de signaler d'une manière particulière, à cause de la gravité exceptionnelle du fait, l'incendie de l'hôtel Balkan à Trieste. Le 12 juillet 1920, des incidents violents avaient lieu à Split entre des marins italiens et la population, incidents au cours desquels un Yougoslave et plusieurs marins italiens furent tués. Le lendemain, après s'être rassemblés

1. Nous donnons ci-dessous à ce sujet un extrait de la brochure déjà mentionnée *La situation de la minorité yougoslave en Italie*, p. 30-32, que nous citons à titre documentaire :

« Le 29 novembre 1918, le gouverneur général Petitti di Roreto publiait un décret de caractère vague, imprécis et redoutable dans lequel il annonçait pour toute atteinte, verbale ou effective, aux intérêts représentés par les autorités de l'occupation des peines de prison (jusqu'à 5 ans) et des amendes dont le chiffre pouvait s'élever à 5.000 liras. Dans les cas graves, la peine de l'emprisonnement pouvait être portée à 8 ans.

Le décret resta en vigueur jusqu'en 1920.

Il permit d'emprisonner des centaines de personnes qui attendirent de longs mois, dans les geôles militaires, leur comparution devant les tribunaux. Le moindre incident fut l'occasion d'arrestations en masse : on interna des paysans dont le seul crime était de ne pas avoir compris la langue parlée par un carabinier. Des prêtres et des instituteurs, arrêtés à la campagne durent faire à pied de longues marches et furent promenés dans les rues de Trieste avant d'être incarcérés...

En février 1919, les internements et les déportations commencèrent. On évalua à plus d'un millier le chiffre des personnes d'origine yougoslave, internées en Sardaigne et dans différentes forteresses de l'Italie...

Les arrestations et les déportations se firent sans contrôle et les décisions furent prises très légèrement. Il suffisait d'une dénonciation, parfois anonyme, pour faire porter un ennemi personnel sur la liste des suspects. Quand à la fin de 1919, on prit le parti de leur permettre de rentrer dans leur pays, les autorités qui avaient décidé le bannissement, acceptèrent sans enquête les personnes qu'elles avaient reconnues redoutables, suspectes et dangereuses pour la sûreté de l'Etat. »

sur la grande Place de Trieste, la Piazza dell' Unità, où ils entendirent un discours de l'avocat Francesco Giunta, qui était alors Chef du Faisceau de Trieste, les membres du Faisceau se rendirent à l'hôtel Balkan qui était le siège du *Narodni Dom*¹ de Trieste.

Après avoir arrosé de pétrole ou d'essence les divers objets d'ameublement, les miliciens fascistes livrèrent cet hôtel aux flammes. Il y eût une mort à déplorer : celle d'un pharmacien de Bled en Slovénie qui, perdant son sang-froid, se précipita par une fenêtre avec sa femme. Dans cet incendie, furent détruits le siège des diverses associations suivantes : Caisse de Dépôts et Caisse d'Epargne, Société de Secours de Trieste, Société chorale (*Glasbena Matica*). En outre, l'hôtel renfermait une salle de lecture, un théâtre et une salle de bal qui furent également détruits par l'incendie.

Les représailles contre les Yougoslaves de Trieste ne se limitèrent pas, ce jour-là, à l'incendie du *Narodni Dom*. Les succursales de diverses banques yougoslaves furent plus ou moins saccagées par les miliciens fascistes : la Banque de Crédit de Loubiana, la Caisse d'Epargne générale, la Caisse d'Epargne croate et surtout la Banque de l'Adriatique (*Jadranska Banka*) où les dégâts furent évalués à plus de 3.500 mille liras. Les cabinets des avocats Vilfan, Kimovec, Pretner et Okretić, Abram, Agneletto furent également visités.

Il n'y a là d'ailleurs que des faits dont la responsabilité doit être attribuée uniquement à des personnes privées, à des organisations particulières. Le Gouvernement italien, comme nous l'avons dit plus haut, semble, au contraire, s'être efforcé, dans les premières années qui suivirent la

1. Dans les pays yougoslaves on appelle *Narodni Dom*, c'est-à-dire *Foyer National*, un édifice qui est le siège des diverses associations culturelles, sportives, économiques ou de bienfaisance de la région. Cet édifice contient souvent un restaurant ou des salles de spectacle et il y est parfois annexé un hôtel : c'est, en somme, un foyer de vie nationale. A Trieste, l'Hôtel Balkan qui abritait le *Narodni Dom* était un des plus beaux hôtels de la ville.

signature du Traité de Rapallo, de pratiquer une certaine tolérance vis-à-vis des minorités slaves.

La situation changea complètement lorsque, après la marche sur Rome, le parti fasciste prit le pouvoir. Il n'est plus possible, en effet, de parler alors de violations individuelles des droits de la minorité yougoslave; car on se trouve en présence d'un plan d'ensemble du Gouvernement italien parfaitement étudié dans tous ses détails. Prenant en cette matière, comme en de nombreuses autres, le contre-pied de ce qui avait été fait par ses prédécesseurs, le Gouvernement italien proclama en maintes circonstances sa volonté de pratiquer de la manière la plus complète possible une politique d'italianisation des minorités allogènes. Il estimait en effet que l'Italie ayant acquis définitivement ses frontières naturelles, sauf en ce qui concerne la Dalmatie, il était de l'intérêt supérieur de la nation de veiller à l'assimilation rapides des territoires qui lui avaient été attribués par les traités de Paix. Il considérait cette entreprise d'italianisation comme d'autant plus importante que ces pays étaient des pays frontières.

Nous retrouverons cette conception du Gouvernement italien dans les divers domaines que nous aurons à étudier; nous en suivrons le développement, en examinerons les diverses formes de réalisation au fur et à mesure que nous exposerons chaque question. D'une manière générale, la méthode suivie par le Gouvernement italien depuis la prise du pouvoir par le Fascisme est double : D'une part, faire connaître et aimer l'Italie en répandant sa langue dans tous les villages, dans toutes les habitations, en augmentant les contacts entre les éléments allogènes et les éléments italiens, en prenant soin d'une manière toute particulière du développement du bien-être matériel dans les pays habités par des Slaves. D'autre part, détruire dans la limite du possible tout ce qui se rattache de près ou de loin à la culture et à l'influence yougoslaves.

Pour faire mieux connaître et apprécier l'Italie, dans les nouveaux territoires, des Associations telles que la *Dante Alighieri*, la *Lega Nazionale*, l'*Opera all'Italia redenta*; les Préfets des diverses provinces de la Vénétie Julienne et les Secrétaires Fédéraux fascistes s'employèrent avec zèle à multiplier les possibilités d'action sur la population slave.

Ces directives de la politique d'assimilation sont fort bien exprimées dans un article du *Piccolo di Trieste* du 13 janvier 1928 : « Pour détacher la population des vieilles influences — écrit ce journal — il convenait de lui procurer ces assistances d'ordre divers qu'elle n'aurait pas su trouver ailleurs. Et voilà que les Faisceaux sont devenus de petits centres de compétence, auxquels les pauvres gens recourent presque quotidiennement demandant et obtenant des conseils et des appuis, où on frappe gratuitement à la machine les demandes, où on se montre libéral d'intérêt et d'appuis pour les petites et les grandes questions qui préoccupent la mère et la veuve de guerre, le père d'une recrue, le paysan ».

Mais c'est spécialement sur les enfants que porte l'effort d'italianisation. Nous verrons plus loin quelle est l'économie de la réforme scolaire accomplie par M. Gentile et que M. Mussolini appela plusieurs fois « la plus fasciste des réformes ». Il importe en outre de noter que l'action exercée sur les enfants ne se limite nullement à l'école. Un rôle particulièrement important et sur lequel on ne saurait trop insister est joué à cet égard par l'*Opera Nazionale Balilla*, instituée par la loi du 3 avril 1926. Cette institution a pour but, en effet, de « transformer radicalement l'esprit et la caractère du peuple italien » — suivant l'expression de M. Rocco, ministre de la justice — au moyen d'une éducation patriotique et militaire visant à inculquer aux jeunes enfants les principes essentiels du fascisme, et en particulier l'amour absolu de la Patrie, le dévouement total aux intérêts de l'Etat et l'obéissance aveugle aux ordres du *Duce*, chef du Fascisme.

Dans les territoires de la Vénétie Julienne habités par des Slaves, les groupes de *Balilla* exercent évidemment la même action; mais celle-ci prend une importance particulière, du fait qu'elle s'exerce sur des enfants ou des jeunes gens de race et de langue slaves. Ce n'est donc plus simplement une œuvre d'éducation patriotique que l'institution des *Balilla* poursuit dans ces régions, mais bien une œuvre d'italianisation.

Suivant leur âge, les enfants ou jeunes gens sont inscrits soit au groupement des *Balilla*, lorsqu'ils ont de 8 à 14 ans, soit à celui des *Avanguardisti*, lorsqu'ils ont de 14 à 18 ans. L'adhésion à ces organisations est facultative; mais il est certain que, dans le cas particulier de la population slave, tous les moyens de persuasion sont employés pour convaincre les parents de la nécessité d'envoyer leurs fils aux *Balilla*, où d'ailleurs, ils jouissent de nombreux avantages : cinématographe, bibliothèques, cours professionnels, excursions, colonies de vacances, soins médicaux gratuits, etc.

Les fillettes sont appelées à faire partie d'une organisation analogue : les *Piccole Italiane*, puis les *Giovani Italiane* où, tout comme les jeunes *Balilla*, elles reçoivent un uniforme et sont soumises à la même éducation patriotique.

Outre ces organisations destinées aux jeunes écoliers ou aux jeunes gens sortis depuis peu de temps de l'école, deux autres œuvres ont pour but spécial, en dehors de la propagande patriotique en général, la création et la gestion de jardins d'enfants ou d'écoles maternelles, ce sont : l'*Opera Nazionale all'Italia Redenta*, présidée actuellement par S. A. R. la Duchesse d'Aoste et qui exerce son activité principalement dans le Trentin et dans la région de Gorizia, et la *Lega Nazionale* qui, avant la chute de la monarchie austro-hongroise, était la grande association patriotique et irrédentiste italienne en Autriche-Hongrie.

L'*Opera Nazionale all'Italia Redenta* dont l'administrateur délégué est actuellement le comte Tostidi Valminuta, nommé à ce poste après la désignation du sénateur Mosconi comme ministre des Finances, possède vingt-huit jardins d'enfants dans la province de Gorizia, huit dans la province de Trieste, dix dans la province du Quarnero : Elle exerce également son activité dans d'autres domaines. Elle possède en effet quatre dispensaires pour nourrissons et soins de maternité : à Gorizia, Monfalcone, Trente et Zara ; ainsi que quatorze centres de consultation pour l'enfance. Elle participe d'une manière active à la lutte contre la tuberculose. En outre, depuis l'année 1928, en liaison avec d'autres organisations, l'*Opera all'Italia Redenta* a institué dans la Vénétie Julienne une forme nouvelle d'assistance aux enfants pauvres déjà pratiquée l'année précédente dans le Trentin : elle distribue gratuitement à ces enfants le repas de midi lorsqu'ils ont un long parcours à effectuer pour se rendre à l'école. Il est d'ailleurs intéressant de noter que cette assistance est réservée d'une manière générale aux enfants inscrits aux *Balilla* ou aux *Piccole Italiane*. En accord avec le Faisceau féminin de Gorizia et pour son compte, cette réfection scolaire fonctionne dans six des asiles de l'*Opera all'Italia Redenta* de la vallée de l'Isonzo¹.

Dans le Trentin, l'activité de cette Association est encore plus importante qu'en Vénétie Julienne, puisqu'en outre, elle a obtenu, par le Décret royal n° 1667 du 20 août 1926, la gestion d'un certain nombre d'écoles du Trentin.

Malgré les avantages importants qu'elle offre ainsi, cette œuvre se heurte parfois à la résistance de la population slave qui voit en elle à juste titre une entreprise de dénationalisation. Ainsi, à Fontana del Conte, en Istrie, le

1. Déclarations du comte Tosti di Valminuta à un rédacteur du *Piccolo di Trieste* (*Piccolo*, 8 janvier 1929).

6 janvier 1929, dans la nuit, l'asile d'enfants qu'elle avait créé avec d'innombrables difficultés — dit le *Piccolo di Trieste*¹ — et qui n'avait réussi à se développer que grâce aux nombreuses visites faites au domicile des parents et à l'insistance persévérante de la directrice locale, fut dévasté par des habitants du pays. Ceux-ci en enlevèrent les jouets, les cadeaux qui avaient été remis aux enfants à l'occasion de la fête de Noël, détruisirent les livres d'enseignement et déchirèrent le drapeau italien.

La *Lega Nazionale* exerce en Vénétie Julienne une activité encore plus importante que l'*Opera all'Italiana Fedenta*. Elle possédait en effet, en décembre 1928, quatre vingts écoles maternelles groupant un total de 3.828 élèves. Dans quarante-six de ces écoles, le repas de midi était fourni aux élèves; le nombre des élèves ainsi nourris s'élevait à 2.387. En outre, la *Lega Nazionale* possédait quatorze organisations post-scolaires fréquentées par 2.259 élèves.

Les écoles maternelles de la *Lega Nazionale* étaient répandues principalement dans la province d'Istrie qui en possédait cinquante. Les autres se répartissaient entre les provinces de Trieste (treize écoles maternelles), Gorizia (dix), la province de Quarnero (six) et celle de Zara qui possédait une école maternelle située dans l'île de Lagosta². La *Lega Nazionale* semble orienter actuellement son activité d'une manière spéciale vers la région de Gorizia où les écoles qu'elle possède sont encore relativement peu nombreuses.

De même que pour les écoles de l'*Opera all'Italia Fedenta*, il arrive parfois que les institutions de la *Lega Nazionale* se heurtent à la mauvaise volonté de la population. C'est ainsi que, dans la commune de Trieste, le 29 août 1928, l'immeuble de la *Lega Nazionale* à Prosecco fut incendié pour la seconde fois.

1. *Piccolo di Trieste*, 11 janvier 1929.

2. Renseignements extraits du Bulletin de décembre 1928 de la *Lega Nazionale*.

L'activité de la *Lega Nazionale* ne se borne d'ailleurs pas uniquement à l'entretien de ses écoles ou de ses organisations post-scolaires. Elle possède aussi une vingtaine de bibliothèques. Dans certains cas, même, la maison de la *Lega Nazionale* devient une sorte de foyer de vie nationale. C'est ainsi par exemple, que, dans l'île de Lagosta, elle fonda en août 1927 une *Casa Nazionale* (Maison Nationale), analogue au *Narodni Dom* des Slaves puisqu'elle contenait, outre l'école maternelle, une organisation post-scolaire, une bibliothèque et des salles de réunions à l'usage des membres du *Dopolavoro*, institution dont nous allons dire quelques mots.

L'œuvre d'italianisation que poursuivent en Vénétie Julienne les diverses associations mentionnées plus haut ne s'arrête pas, en effet, à la sortie de l'école ou des œuvres post-scolaires. Le même but d'éducation nationale est poursuivi par l'*Opera Nazionale Dopolavoro* connue généralement sous le nom de *Dopolavoro* (Après le travail). Cette institution a pour but de réunir après le travail, les ouvriers auxquels elle procure des distractions diverses, s'occupant en particulier d'une manière active de l'organisation sportive parmi les travailleurs. De même que les *Balilla* et les *Piccole Italiane*, cette association étend son activité sur toute l'Italie et ne vise pas d'une manière particulière l'italianisation des minorités allogènes. Il n'en est pas moins vrai que, si dans le reste du Royaume, le *Dopolavoro* a pour but de procurer aux travailleurs des distractions saines, dans une atmosphère patriotique, en Vénétie Julienne, il constitue en outre un nouvel instrument de la politique d'assimilation des minorités slaves¹.

1. A l'occasion de la nomination de M. Lino Domeneghini, comme Président du groupe de Trieste du *Dopolavoro*, M. Cobolli-Gigli, secrétaire fédéral du Parti fasciste à Trieste exposa, dans une réunion des dirigeants des diverses associations culturelles et des sociétés sportives adhérentes au *Dopolavoro* de Trieste, les buts de cette association. Nous reproduisons ses déclarations d'après le *Piccolo di Trieste* du 18 janvier 1929 :

« Certainement, dit-il parlant de M. Domeneghini, il pourra également en cette

Un autre moyen de propagande et de pénétration italienne important est représenté par la *Dante Alighieri* dont le nom et l'œuvre, selon les paroles de M. Mussolini, « occupent une place lumineuse dans l'histoire de l'Italie moderne. » Pour donner une idée de l'activité de cette grande Société culturelle, dont l'action s'étend à tous les pays du monde où vivent des Italiens, nous indiquerons l'œuvre accomplie par elle en 1928 dans la province de Trieste. Dans le cours de cette année, elle a distribué 310 volumes répartis entre différentes écoles du Carso : celles de Sales, Sgonico, Tomadio, Alber di Sesana, San Giacomo in Colle. En outre, 550 autres volumes furent donnés à des écoles dont la bibliothèque ne comptait au préalable aucun livre italien. Une centaine de livres de prix ont été également distribués aux élèves les plus méritants de Monfalcone, Muggia et Trieste. Cette œuvre effectuée donc bien un travail d'assimilation intellectuelle en permettant ainsi à la minorité slave de connaître et, par suite, d'apprécier la civilisation italienne.

Il est sans doute parfaitement déplacé de parler de barbarie au sujet des Yougoslaves comme aime à le faire parfois une certaine partie de la presse italienne¹, oubliant que

matière coopérer à l'ascension du Régime, qui s'est réservé le contrôle politique et moral de toutes les formes d'activité sportives ou culturelles. En tant que secrétaire des syndicats, il exercera une tâche très importante : faire entrer dans les cadres du *Dopolavoro* les éléments travailleurs afin d'encadrer ceux-ci également au point de vue politique et national. Il s'agit d'agir en profondeur sur le peuple au moyen d'une action ayant un caractère culturel.

L'orateur rappela ensuite l'activité du *Dopolavoro* sur le Carso et conclut en disant qu'aux frontières de la Patrie, les initiatives doivent être tournées vers des fins nationales : « Ceci est le désir de nos chefs, principalement du *Duce* de qui nous sommes tous les serviteurs pour l'intérêt de la Patrie qui est au premier plan de nos pensées. »

1. Nous regrettons de voir la même expression employée par le grand écrivain Maurice Maeterlinck qui répondait à une lettre du professeur Edoardo Susmel, au moment où celui-ci entreprenait une action de propagande pour la réunion de Fiume à l'Italie, par la lettre suivante :

« Cher Monsieur,

Que peut ma faible voix dans un tel conflit d'intrigues et d'intérêts ? Celle de Victor Hugo lui-même n'eût pu se faire entendre. Hélas ! il faut aux hommes qui nous gouvernent — et toute l'histoire de cette guerre ne l'a que trop prouvé

la civilisation yougoslave avait déjà atteint au moyen-âge un développement remarquable, comme le prouve la littérature glagolitique croate du moyen-âge, et, qu'à l'époque de la Renaissance par exemple, parmi les écrivains se rattachant à l'école littéraire de Raguse, se trouve sans contredit un très grand poète, Ivan Gundulić¹.

Mais il n'en faut pas moins reconnaître que la civilisation italienne tient incontestablement une place bien plus importante dans la civilisation mondiale et il est hors de doute que la diffusion de la langue et de la littérature italiennes, à laquelle se consacrent les organisations dont nous avons parlé, est un excellent moyen de dénationalisation des minorités yougoslaves, surtout si, en même temps, on s'efforce de faire disparaître du pays tout ce qui est susceptible d'entretenir la connaissance de la culture yougoslave.

Ainsi le Gouvernement italien espère réaliser rapidement l'œuvre d'italianisation qu'il a entreprise en Vénétie Julienne : Des jardins d'enfants au *Dopolavoro*, l'œuvre d'incorporation à la masse italienne des minorités slaves, se poursuit sans in-

— un temps énorme pour distinguer le juste de l'injuste; et quand leur choix est fait, il est presque toujours trop tard et leur décision périmée ne tombe que sur des ruines.

On ne peut, dans le cas de Fiume, que les conjurer de se hâter, de tâcher d'y voir clair un peu plus promptement que de coutumes'ils veulent s'épargner d'intolérables remords. Ils devraient tout au moins avoir appris à ne plus jamais hésiter entre la barbarie et la civilisation; or il s'agit ici de livrer à une civilisation inférieure quatre cent mille enfants de cette noble Italie dont l'héroïque intervention, au moment du plus grand péril, assura seule notre victoire.

Alors même qu'il y aurait des doutes sur la légitimité de leurs revendications il faudrait, les yeux fermés, accorder à nos sauveurs tout ce qu'ils nous demandent; nous ne ferions que leur rendre ce qu'ils nous ont donné. Mais il n'y a pas le moindre doute; et sacrifier Fiume serait placer la paix du monde sous le signe maudit de la plus noire ingratitude et inaugurer l'ère nouvelle par un crime que l'histoire ne pardonnerait pas.

Mars, 1919.

Maeterlink. »

1. Sur la littérature yougoslave, consulter en particulier l'excellent ouvrage de M. Murko : *Die südslawischen Literaturen. Die Kultur der Gegenwart* (Leipzig 1908). Dans cet ouvrage, M. Murko déclare qu'à son avis l'épopée romantique *Osman* de Ivan Gundulić est une plus grande œuvre que la *Jérusalem délivrée* du Tasse.

terruption¹. Voulant, cependant, accélérer ce mouvement d'assimilation, le Gouvernement s'efforce de provoquer en Vénétie Julienne des mouvements de population ayant pour but de diminuer la proportion relative des Slaves par rapport aux Italiens. La politique suivie par le Gouvernement italien est d'ailleurs très simple : elle consiste à affaiblir la population yougoslave et à augmenter en même temps la population italienne. Pour arriver au premier résultat, on encourage l'émigration des Slaves à l'étranger, alors qu'elle est rendue très difficile aux personnes de langue italienne. Il faut d'ailleurs noter que l'émigration n'est pas autorisée, d'une manière générale, aux Slaves qui veulent se rendre en Yougoslavie, sauf, peut-être, s'il s'agit d'intellectuels que l'on pense être inassimilables,

En dehors de cette émigration interne, le Gouvernement italien cherche également à provoquer un déplacement inté-

1. Nous trouvons dans le *Piccolo di Trieste* du 16 janvier 1929 un excellent exposé de l'œuvre poursuivie par les diverses organisations que nous venons de mentionner. Quoique visant les pays slovènes, cet exposé s'applique très bien à toute la Vénétie Julienne.

« A accompagner et guider spirituellement aussi bien les étudiants que les garçons ou les jeunes filles qui s'occuperont de travaux manuels, pourvoiront pendant toute leur adolescence et leur jeunesse, les *Opere Nazionali dei Balilla*, si dignes d'éloges, les *Avanguardisti* et les *Giovani Italiane*, puis les œuvres post-scolaires, enfin pour les travailleurs le *Dopolavoro*.

Les leçons d'agriculture seront d'une grande utilité pour les jeunes paysans; en outre elles leur apprendront les expressions italiennes relatives au travail des champs. Aux jeunes paysannes dont un certain nombre viendront plus tard dans les villes comme domestiques, seront surtout utiles les leçons pratiques de cuisine et la lecture des manuels de cuisine, manuels dont on devra faire cadeau aux paysannes les plus pauvres et les plus intelligentes. »

Parlant ensuite de l'activité des « Balilla » et des « Avanguardie », le même journal continue ainsi : « Chaque écolier et chaque écolière recevra en don un beau et solide livre de messe, un livre de dévotions avec les prières en latin, avec les litanies latines, avec la messe basse grégorienne dans le texte latin pour y apprendre le chant et avec sa traduction italienne pour en comprendre la signification. »

Et les chants populaires italiens doivent devenir communs sur le Carso. On doit s'efforcer de faire réaliser des représentations dramatiques dans la langue nationale par les jeunes gens de la nouvelle génération, de la génération italianissime. Et il ne sera toléré qu'aucun de ces enfants soit envoyé dans les Balkans, s'y empoisonner l'âme... Personne ne peut s'arroger le droit de transformer ces fils bien-aimés de l'Italie en déserteurs de la Patrie. »

rieur de la population slave vers les autres régions de l'Italie. Il s'efforce par exemple d'attirer vers les villes de l'intérieur de l'Italie les jeunes paysannes slovènes qui veulent se placer comme domestiques. Cette solution de l'émigration interne est vivement recommandée par le *Piccolo di Trieste*¹ qui exprime le désir que l'on donne à cette méthode d'autres applications.

D'autre part, on attire les Italiens de l'intérieur dans les territoires nouvellement annexés, où ils semblent d'ailleurs assez mal s'acclimater, surtout dans les régions montagneuses peuplées par des Slovènes. L'acclimatation serait plus facile en Istrie, surtout sur la côte occidentale, où l'élément italien est déjà très nettement prépondérant².

Ainsi, parfois par des mesures dont le résultat est à longue échéance, parfois au contraire en utilisant des procédés énergiques, et visant des résultats immédiats, l'Italie cherche à réaliser l'italianisation des éléments slaves que le Traité de Rapallo a incorporés au Royaume.

En même temps, comme nous le verrons dans les chapitres suivants, le Gouvernement italien s'efforce de faire disparaître de la Vénétie Julienne tout ce qui peut subsister de slave.

1. « Nous voudrions — lit-on dans le *Piccolo di Trieste* du 28 novembre 1928 — que ce soit toujours avec les dispositions les plus favorables que soient examinées les demandes de tous les jeunes gens de la zone frontière, de Tarvisio au Quarnero, qui, après avoir fait leur service militaire à la satisfaction des officiers de leur régiment et obtenu un certificat d'honorabilité des autorités de leur propre pays, présentent une demande à l'un ou l'autre des Ministères du Gouvernement national pour être engagés au service de l'Etat. Des jeunes gens de nos pays frontières, qui, comme soldats, ont appris à connaître diverses villes de la Péninsule, généralement de l'Italie du Nord ou de l'Italie centrale, nombreux sont ceux qui, pris d'amour pour ces lieux si beaux, si fertiles et industriels, s'y établissent en y prenant une occupation quelconque. On doit favoriser cette tendance, non seulement parce qu'elle contribue à résoudre le problème du surnombre de la population du Carso et de l'Isonzo, mais aussi parce que ce phénomène aide à la formation de liens d'amitié et de parenté entre des familles de la frontière orientale et de l'intérieur, contribuant à orienter dans un sens purement italien la population des pays frontières. »

2. On peut, par exemple, signaler à Altura, près de Pola, la colonie agricole d'anciens combattants italiens qui obtint des résultats très intéressants dans le défrichement de terrains incultes.

afin de donner à ces pays une physionomie complètement italienne.

La politique de dénationalisation poursuivie par l'Italie à l'égard de ses minorités slaves est, en tous points, identique à celle entreprise vis-à-vis des ressortissants italiens de langue allemande du Trentin, devenus tels par application du Traité de Saint-Germain. On peut donc la considérer comme représentant la solution du problème des minorités adoptée par le Gouvernement fasciste, en ce qui regarde tout au moins les minorités incorporées au Royaume d'Italie.

Sans doute, chercher à provoquer la dénationalisation des éléments allogènes est une solution du problème des minorités, comme en est une celle des échanges de population qui fut pratiquée entre la Grèce et la Turquie. Nous ne croyons pas que cette solution puisse satisfaire la conscience juridique du monde contemporain. Le droit naturel nous semble au contraire exiger, de la manière la plus absolue, la généralisation des droits de l'homme et du citoyen, sans distinction d'origine ethnique, de religion ou de langue, telle qu'elle est demandée dans le rapport relatif à la protection des minorités adopté fin 1928 par l'Académie diplomatique internationale.

Ceci revient, en somme, à dire que l'Etat doit conformer son action au but que lui assigne le droit naturel. « Pour l'Etat, ce but, c'est le bien commun de ses membres, leur honnête prospérité temporelle; mais il ne doit pas oublier que son but n'étant pas exclusif, absolu, il en est d'autres qu'il doit respecter, soit au-dessous de lui, — celui des individus et de leurs associations volontaires ou naturelles, comme la famille, — soit au-dessus de lui, et c'est le cas de cette société universelle des Etats dont on ne peut aujourd'hui, qu'on le veuille ou non, contester l'existence¹. » Dans le cas qui nous

1. M. Le Fur, *Nationalisme et Internationalisme au regard de la morale et du droit naturel* (Chronique sociale de France, Lyon) p. 10.

intéresse, on peut ajouter que, parmi les buts des collectivités que l'Etat doit respecter, se place incontestablement celui des minorités de race, de religion ou de langue qui lui ont été incorporées, très souvent contre leur gré.

La solution du problème minoritaire ne nous semble donc pas devoir être cherchée dans le maintien ou l'extension des obligations actuelles, laissées à la charge de quelques Etats seulement. Nous sommes persuadés que la protection des minorités, telle qu'elle est réalisée aujourd'hui, ne constitue qu'une mesure transitoire destinée à disparaître un jour. Ce système de protection n'aura plus, en effet, aucune raison de subsister, le jour où un réel rapprochement de tous les Etats aura été définitivement réalisé, où chaque Etat se sera persuadé que son devoir et son intérêt¹ lui commandent également d'assurer à tous ses ressortissants, sans distinction aucune de race, de langue ou de religion, les droits de l'homme et du citoyen. Parmi ces droits, nous mentionnerons notamment : le droit à la vie et à la liberté individuelle, le droit à la liberté du culte, le droit à la libre utilisation de la langue, le droit à la répartition équitable des fonds publics destinés à des buts d'enseignement ou à des buts culturels, religieux ou charitables.

Telles sont, nous semble-t-il, les directives que le droit naturel trace aux Etats, telle est la conception qui doit orienter ceux-ci à l'avenir, afin que, peu à peu, la justice gouverne les rapports internationaux en ce qui touche la délicate question minoritaire.

1. M. Titulesco exprime fort bien quel est à ce point de vue l'intérêt de l'Etat lorsqu'il dit : « Un Etat qui ne s'efforcerait pas d'assurer le maximum de bien-être à ses minorités, un Etat qui ne réaliserait pas que c'est dans la loyauté de tous ses citoyens à son égard et non pas dans l'annihilation de l'individualité culturelle et religieuse de certains de ses sujets que réside son intérêt primordial; un Etat qui ne se rendrait pas compte que c'est à lui d'être le meilleur champion des intérêts bien compris de ses minorités, ne violerait pas seulement la loi d'humanité qui doit guider toute communauté civilisée : il violerait la loi de la conservation de sa propre existence ! » (*op. cit.*)

II. L'italianisation des noms

L'italien dans les dénominations géographiques. L'italianisation des noms de famille : Les anciennes dispositions autrichiennes sur les changements de noms : le décret du 5 juin 1926. La loi générale sur l'état civil de 1865. Les changements de noms qu'elle autorisait. Le décret-loi du 10 janvier 1926 pour le Trentin et l'italianisation obligatoire des noms de famille. Son extension aux autres provinces. Mesures prises pour obtenir l'italianisation volontaire. Quelques exemples de noms italianisés. L'italianisation des prénoms : la loi du 8 mars 1928. L'application de cette loi à Trieste.

Lorsque, après la débâcle de l'armée autrichienne, les troupes italiennes pénétrèrent en Vénétie Julienne, elles furent surprises de trouver à ce pays qu'elles avaient appris à considérer comme un pays purement italien, une physionomie extérieure présentant un grand nombre de caractères slaves.

Le Gouvernement italien accorda vite, d'ailleurs, une grande attention à cette question et, en même temps qu'il s'efforçait de procéder à l'assimilation des esprits procéda à une série de mesures ayant pour but de faire disparaître complètement le slovène et le croate de l'onomastique de ces pays.

C'est ainsi que l'italien remplaça complètement les langues slaves dans les désignations géographiques. Seuls quelques petits hameaux, quelques cours d'eau sans aucune importance portent encore des noms slaves. Le 27 avril 1923, la *Gazzetta Ufficiale*, complétant le décret royal du 29 mars 1923, donna une première liste de nouvelles dénominations pour les localités de la Vénétie Julienne. Actuellement, guides, cartes géographiques, horaires de chemins de fer, cartes postales illustrées ne portent plus que les noms italiens. Ce travail de modification de la terminologie géographique avait d'ailleurs été préparé longtemps à l'avance puisque, dès 1915,

la Société royale de géographie italienne le commença pour les provinces dont l'annexion était envisagée; mais ce n'est que peu à peu que l'on procéda à l'application de ces nouvelles dénominations.

L'action du Gouvernement italien s'exerça également sur les enseignes des divers commerçants. Même dans les petits villages, où la population est à peu près complètement slave, on ne trouve plus guère d'enseignes en une autre langue que l'italien. Les enseignes bilingves, qui avaient été tout d'abord adoptées, ont disparu à leur tour, car, comme le déclarait un jour un commerçant, de race slave d'ailleurs, à une assemblée de l'Union fasciste des Commerçants de Trieste : « Nous sommes en Italie. Il n'y a plus de raison d'avoir d'enseignes bilingves ».

Une mention toute spéciale doit être faite de l'action du Gouvernement italien en une matière, à laquelle, il faut le reconnaître, peu de gouvernements auraient osé toucher. Il a, en effet, entrepris de réaliser l'italianisation des noms de famille de consonance étrangère, puis celle des prénoms. Etant donnée l'importance de cette question, nous croyons intéressant de l'étudier d'une manière relativement détaillée.

Au temps de l'Autriche, la question des changements de noms étaient réglée par le décret du 5 juin 1826 n° 16.255 qui disposait qu'une modification de nom de famille pouvait avoir lieu uniquement à l'occasion de la conversion à la religion chrétienne, de l'octroi de la noblesse ou enfin dans des cas exceptionnels et dignes d'un intérêt particulier. Pour ces derniers cas, l'Empereur se réservait à lui-même le droit de décision. Par la suite, le 12 mars 1866, l'Empereur décida que les mesures relatives aux modifications des noms, qui étaient précédemment réservées au ministère, seraient dorénavant prises par les autorités politiques provinciales¹.

1. Cf. Aldo Pizzagalli, *Per l'italianità dei cognomi nella provincia di Trieste*, pp. 26, 27.

Lorsque la Vénétie Julienne fut annexée à l'Italie, les autorités italiennes considérèrent que pouvait être considéré comme un cas « digne d'un intérêt particulier », celui des anciens ressortissants autrichiens devenus citoyens italiens et désireux de modifier leur nom présentant une consonance étrangère pour lui donner une forme italienne. Se basant donc sur le Décret du 5 juin 1826, elles accueillirent favorablement la plupart des demandes tendant à substituer aux noms anciens de consonance étrangère des noms analogues de consonance italienne (par exemple : *Laurenti* au lieu de *Laurencich*, *Alberti* au lieu de *Albrecht*). Elles accueillirent de même les demandes visant à substituer au nom de famille le nom maternel ou à ajouter au nom le surnom choisi pendant la guerre par les volontaires de l'armée italienne originaires de la Vénétie Julienne et déserteurs de l'armée austro-hongroise.

La situation devint différente, lorsque le Décret royal du 15 novembre 1865, sur l'Etat civil, fut étendu aux nouvelles provinces, par le Décret royal du 24 septembre 1923 n° 2.013.

Par suite de la mise en vigueur de ces dispositions qui supprimaient évidemment l'application de la législation autrichienne, il ne fut plus désormais possible d'obtenir à peu près gratuitement la modification du nom de famille. Sans doute, le Décret du 15 novembre 1865 autorise non seulement le changement de noms, mais aussi celui des prénoms, ainsi que l'adjonction d'autres noms ou prénoms à ceux que l'intéressé portait déjà (art. 119); mais la procédure prévue par ce décret est relativement compliquée. Toutes ces mesures devaient, en effet, être prises par Décret royal à la suite de demandes adressées au Ministère de la Justice par l'intermédiaire du Procureur Général du Roi près la Cour d'appel (art. 120). En outre, les taxes perçues sont de 120 lires pour un changement de nom ou prénom et ce chiffre est porté à 480 lires lorsque le changement demandé est imposé par des dispositions testamentaires.

Il importe, également, de noter que le Décret de 1865 avait uniquement en vue l'intérêt des particuliers et non l'intérêt national : il ne permettait donc pas la modification d'office des noms propres ou prénoms par l'autorité administrative.

Il en est tout autrement du Décret-Loi n° 17 du 10 janvier 1926, qui s'appliquait, d'abord à la seule province de Trente, mais qui fut étendu par le Décret royal du 7 avril 1927 au territoire de toutes les nouvelles provinces réunies à l'Italie par le traité de Rapallo; la région de Fiume, qui ne fut annexée que plus tard, demeurant provisoirement exclue du bénéfice de cette législation.

Ces nouvelles mesures législatives tendent en effet, dans l'intérêt supérieur de la Nation, à la « correction » des noms de famille d'origine latine qui ont été — dit le Décret — altérés par l'adjonction de désinences étrangères ou traduits dans une langue étrangère. La presse italienne a d'ailleurs toujours protesté énergiquement contre l'interprétation que l'on a souvent donnée à l'étranger de ce Décret en lequel on a voulu voir une mesure tendant à faire disparaître les traces d'une ancienne physionomie ethnique non italienne. On a souvent déclaré au contraire en Italie qu'il a pour but uniquement de rendre à la Vénétie Julienne les noms qui y étaient en usage primitivement et qui disparurent, par la suite, sous l'effet de la tyrannie étrangère et de l'insidieuse propagande slave.

Afin de mettre en évidence l'importance réelle de cette mesure, il nous a paru intéressant de reproduire les dispositions essentielles de ce Décret :

Article premier. — Aux familles de la province de Trente qui portent un nom de famille dérivé de l'italien ou du latin, mais traduit dans d'autres langues ou déformé par une orthographe étrangère ou par l'addition de désinences étrangères est restitué leur nom de famille primitif dans sa forme première.

« De même seront établis dans leur forme italienne des noms de famille qui proviennent de noms de localités, savoir de localités dont les noms ont été traduits dans une autre langue ou modifiés par une orthographe différente de l'italienne, et également les noms que, précédés de la particule, la noblesse porte ajoutés à ses noms de famille et qui ont été, soit traduits soit transformés dans une autre langue.

« Le rétablissement de la forme italienne a lieu par décret du Préfet de la province, décret qui sera porté à la connaissance des intéressés, publié dans le Journal Officiel (*Gazzetta Ufficiale*) et enregistré dans les registres de l'état civil.

« Quiconque, après la réforme portera son nom de famille ou le nom ajouté à son titre de noblesse sous leur forme ancienne, sera puni d'une amende de 500 à 5.000 liras.

« *Article 2.* — En dehors des cas prévus à l'article précédent, des noms de famille étrangers ou d'origine étrangère, peuvent également recevoir une forme italienne, lorsque l'intéressé en fait la demande.

« *Article 3.* — Par Décret royal, les dispositions des articles 1 et 2 peuvent, dans leur totalité ou en partie, être étendues à d'autres provinces du Royaume ».

Ce décret prévoit donc deux hypothèses différentes :

L'article premier prévoit la modification des noms de famille d'origine italienne ou latine qui, par la suite, auraient été, soit modifiés par l'addition d'une désinence étrangère (dans le cas de la Vénétie Julienne, par la terminaison *ich*, *cich* ou *vich* propre aux langues slaves), soit traduits dans une autre langue — ce qui permet de transformer *Weber*¹ en *Tessitori* ou *Kovac*² en *Fabbro* — soit orthographiés d'une manière étrangère. Cette modification est obligatoire.

1. Mot allemand signifiant *Tisserand*.

2. Mot croate signifiant *Forgeron*.

L'article 2 prévoit le cas des noms ne rentrant pas dans ces catégories et pour lesquels la transformation dans une forme italienne est facultative.

On s'efforça d'abord de procéder à l'italianisation volontaire des noms de famille, par application de l'article 2 du décret du 10 janvier 1926. Quoiqu'il semble bien que les autorités gouvernementales italiennes aient donné comme instruction d'éviter l'emploi de tout moyen de pression sur les intéressés et aient même déconseillé l'utilisation de la presse comme moyen de propagande¹, leurs prescriptions ont été peu suivies.

Les deux instruments principaux de persuasion employés pour obtenir le succès de ce que l'on appella le « plébiscite populaire pour la rectification des noms », furent d'une part le parti fasciste et d'autre part la presse. Dans le livre très intéressant que M. Pizzagalli, Président de la Commission Consultative préfectorale de Trieste pour l'italianisation des noms, consacra à cette question, celui-ci explique d'ailleurs comment il considère l'œuvre entreprise par les organisations fascistes et par la presse comme parfaitement conciliables avec les instructions ministérielles : « Le Ministre Garde des Sceaux n'admettait — dit-il — aucune action sur l'esprit des intéressés pour les amener à demander la modification de leur nom de famille. Mais ses instructions n'excluaient pas la possibilité d'effectuer une œuvre de persuasion. Il n'était pas permis, en fait, d'obliger; mais on pouvait conseiller, suggérer, convaincre². »

On fit donc savoir à la population intéressée que M. Mussolini, son Gouvernement et le Parti fasciste suivaient avec intérêt la réforme des noms.

Dans un entretien avec l'ingénieur Cobolli, M. Mussolini,

1. Telles étaient, par exemple, les instructions données au Préfet de Trieste par le Ministre de la Justice, Garde des Sceaux, dans sa lettre du 20 avril 1927.

2. *Op. cit.*, p. 93.

le 8 mars 1928, exprima sa satisfaction de la campagne entreprise en faveur de l'italianisation des noms et son désir quelle soit intensifiée et rendue plus vive. La presse locale fit écho à ce désir du Chef du Gouvernement, comme le montre l'extrait ci-dessous de l'organe du Parti fasciste à Trieste, le journal quotidien *Il Popolo di Trieste*¹ :

« Nos concitoyens, nous en sommes sûrs, répondront en masse et avec enthousiasme à cette exhortation du Chef du Gouvernement en accourant au Faisceau ou à la Préfecture pour demander la modification de leur nom, si celui-ci est de son ou de désinence étrangère, ou bien en s'efforçant de persuader ceux qui sont affligés d'un nom exotique à accomplir un acte, qui, — s'ils se sentent vraiment Italiens — ne peut être en aucune manière considéré comme un sacrifice. »

D'autre part, certains sans doute de bien interpréter le désir patriotique des citoyens italiens portant un nom d'origine étrangère, la presse, les diverses associations dont ils font partie, les maisons de commerce ou les sociétés qui les emploient proclamèrent bien haut le désir de tous que l'italianisation de noms soit effectuée le plus rapidement possible, afin que cesse cette offense à leurs sentiments nationaux.

On voit ainsi clairement, quel est le moyen de persuasion adopté : le principe est admis que, pour un citoyen italien, la transformation de son nom de famille en un nom de consonance italienne ne peut en aucun cas être considérée comme un sacrifice; d'autre part, on fait savoir à la population que le désir de M. Mussolini est que cette réforme des noms soit demandée par tous les vrais Italiens.

Il semble bien qu'en fait, contrairement aux instructions ministérielles, toutes les influences, dont on pouvait disposer sur les diverses catégories de personnes portant des noms

1. *Popolo di Trieste*, 10 mars 1928.

de consonance étrangère, furent mises en œuvre¹. On invoqua l'exemple des personnalités les plus en vue de Trieste et de la région, parmi lesquelles le prince *von Thurn und Taxis*, propriétaire du château de Duino, près de Trieste, qui fut un des premiers à demander la rectification de son nom pour reprendre le nom, illustré par Le Tasse (*Torquato Tasso*), de *Torre e Tasso*, le podestât de Trieste, *M. Carlo Arch* qui fit modifier son nom en *Archi* et le secrétaire fédéral du parti fasciste à Trieste l'ingénieur *Coból* qui fit transformer son nom en *Cobolli*.

On fit appel enfin à l'intérêt bien compris des personnes possédant des noms d'origine étrangère, en leur exposant tous les inconvénients qui résultent pour eux du contraste entre un nom étranger et leurs sentiments purement italiens. On admit que la considération des dommages économiques éventuels, résultant pour un commerçant du changement de nom, changement qui entraînait la modification de sa raison sociale, devait être primée par celle de l'intérêt national. La seule exception envisagée à cette réforme fut le cas des noms portés par des sociétés ou des collectivités dont l'action morale ou économique présente un caractère international. C'est ainsi par exemple, qu'il semble bien que le nom de *Cosulich* qui est porté par la grande compagnie de navigation triestine ne soit pas appelé à être modifié.

Il semble cependant que les résultats obtenus ainsi ne furent pas considérés comme suffisants. Ceci peut d'ailleurs

1. C'est encore au *Piccolo di Trieste*, le grand quotidien de Trieste, que nous emprunterons la description des moyens qui ont été et qui seront employés pour aboutir au succès complet de ce plébiscite des noms. « Comme certaines maisons ont déjà aidé leurs employés, de même certaines autres le feront également. Le bureau de l'état civil met gratuitement les formulaires à la disposition de ceux qui en font la demande. A la réussite du plébiscite des noms, il faut arriver par l'action concordante de tous : des maisons de commerce et des quartiers, des syndicats et des organisations électorales, des hautes et des basses classes, pour la beauté d'un principe qui doit être affirmé ici, à la frontière de la Patrie pour les siècles des siècles : italianité, romanité, également dans les noms. » (*Piccolo di Trieste*, 6 avril 1929.)

s'expliquer partiellement par l'importance que présente la question du changement du nom de famille. On peut, en effet, parfaitement concevoir que, quels que soient les sentiments nationaux d'une personne portant un nom étranger, quel que soit même son désir de le modifier, elle réfléchisse longuement avant de présenter aux autorités une demande à ce sujet. Cette explication n'est d'ailleurs pas suffisante et il faut également tenir compte du fait qu'un grand nombre de personnes étaient hostiles à cette réforme des noms.

Quoiqu'il en soit, dans la province de Trieste, par exemple, où jusqu'en avril 1929 la modification volontaire avait été seule appliquée, on passa à cette date, la Commission consultative préfectorale, chargée de l'examen de tous les noms de la province, ayant terminé ses travaux, à l'application de l'article premier du Décret-Loi de janvier 1926. Cet article prévoyait l'italianisation obligatoire des noms de famille d'origine latine ou italienne, les autres noms d'origine étrangère ne pouvant être modifiés que sur la demande de l'intéressé. Nous verrons cependant que les Commissions consultatives préfectorales, chargées d'établir la liste des noms de consonance étrangère d'origine latine ou italienne et la manière dont ils devaient être modifiés, furent amenées à considérer la grande majorité des noms slaves portés en Vénétie Julienne comme étant d'origine italienne ou latine. Le travail des Commissions préfectorales était extrêmement délicat et fit parfois l'objet de critiques assez vives. D'ailleurs, à notre avis, aucun critique en Italie n'examina d'une manière complète le fond même de la question.

Il est sans doute ridicule de traduire le nom croate *Kmet*, c'est-à-dire colon, ou *Knezevich*¹, l'équivalent du nom français Leprince, par *Meti* ou *Nesi* qui n'ont aucun sens en italien. De même, comme le fait remarquer un correspondant

1. Comme il s'agit de noms slaves portés en Italie, nous les écrivons en utilisant l'orthographe italienne.

du *Piccolo di Trieste*¹, la correction faite au nom croate *Zupancich* pour le transformer en *Sappani* n'est guère plus heureuse et le vrai équivalent italien serait bien plutôt *Conti* ou *Del Conte* ou encore *Maestri*, *Magistri*, par exemple, puisque le mot *Zupan* signifiait en Croatie comte, au Moyen-âge, et qu'il fut appliqué par la suite aux fonctionnaires, chefs d'un district ou d'une commune. Mais il serait bien plus intéressant d'examiner le principe même d'après lequel les noms slaves portés en Vénétie Julienne sont en général d'origine latine ou italienne. Il ne nous est pas possible d'examiner les considérations ethniques et historiques sur lesquelles se base l'argumentation des auteurs italiens qui ont étudié cette question; cela nous obligerait à sortir du cadre de cette étude. Nous nous contenterons cependant de remarquer que la grande majorité des noms slaves que l'on rencontre en Vénétie Julienne et qu'il s'agit de « ramener à leur forme italienne primitive » se retrouvent également à Loubiana, Zagreb ou Belgrade.

Les Commissions préfectorales consultatives ne se contentent pas en effet de modifier des noms tels que *Fakin*, *Lokatelj*, *Kalalan* qui sont certainement d'origine italienne et que l'on écrira dorénavant *Facchin*, *Locatelli*, *Catalan*. Elles veulent en outre corriger des noms tels que *Antunovich*, *Milanovich*, *Stepancich*..., et cependant il n'y a pas plus de raison de considérer ces noms comme d'origine italienne qu'il n'y en aurait de considérer les noms italiens correspondants *Antoni*, *Milani* ou *Stefani* par exemple, comme d'origine slave. Elles demandent aussi, conformément au Décret-Loi du 10 Janvier 1926, la rectification des noms provenant de noms géographiques : ainsi *Labignan* qui dérive du mot *Labin*, nom croate de la ville d'*Albona*, sera transformé en *Albonese*; ou bien de ceux ayant une signification

1. *Piccolo di Trieste*, 14 novembre 1928 : « Per la latinità della onomastica giuliana. »

en croate ou slovène, rappelant, par exemple, l'exercice d'une profession. Peut-on réellement dire que la correction apportée à ces noms consiste simplement à les ramener à leur forme primitive?

L'action d'italianisation en cette matière ne devait d'ailleurs pas se limiter aux noms de famille. La loi du 8 mars 1928 intitulée *Dispositions pour régler l'imposition des noms dans les déclarations de naissance*¹ interdit de donner des noms de famille comme prénoms, de donner des prénoms ridicules ou scandaleux ou qui constituent une offense pour l'ordre public, pour le sentiment national ou pour la

1. **Loi du 8 mars 1928, n° 383** (G. U., n° 61 du 13 mars 1928). *Article premier.* — Dans les actes de naissance, il est interdit d'imposer des noms comme prénoms, d'imposer des prénoms et, pour les fils d'inconnus également des noms ridicules ou honteux ou qui constituent une offense à l'ordre public ou au sentiment national ou religieux ou qui soient des dénominations géographiques de lieux.

Il est également interdit de donner à des fils d'inconnus des prénoms et des noms qui puissent en faire suspecter l'origine ou bien des noms appartenant à des familles illustres ou connues de quelque manière dans le lieu où l'acte de naissance est rédigé.

Si le déclarant propose un prénom interdit par cet article, le prénom sera choisi par l'officier d'état civil, sauf à la partie intéressée de recourir au tribunal.

Art. 2. — Les contraventions aux dispositions de l'article précédent sont punies conformément à l'art. 404 du Code civil.

Art. 3. — Les actes de naissance qui seront rédigés en contradiction avec l'art. 1 seront rectifiés d'office, aux soins du ministère public, selon la procédure des articles 845 et 846 du Code de procédure civil, après avoir entendu ou appelé, en tout cas, les parties intéressées et tenant compte, dans la mesure du possible, de leur désir pour le choix du nouveau prénom.

Seront également rectifiés, conformément au paragraphe précédent, les actes de naissance des personnes vivantes, même s'ils ont été rédigés précédemment à la présente loi, quand ils contiennent des prénoms qui constituent une offense à l'ordre public ou au sentiment national ou religieux.

Art. 4. — Le gouvernement du Roi est autorisé à émettre des dispositions pour régler la délivrance des copies des actes de l'Etat civil et la rédaction des certificats s'y référant, même en dérogeant aux lois en vigueur.

Art. 5. — La présente loi entre en vigueur à partir du jour de sa publication. Nous ordonnons que la présente, munie du Sceau de l'Etat soit insérée dans le recueil officiel des lois et des décrets du Royaume d'Italie, ordonnant à qui de droit de l'observer et de la faire observer comme loi de l'Etat.

Rome, 8 mars 1928, An VI.

Victor-Emmanuel
Rocco.

religion ou qui soient des dénominations géographiques de lieux.

Cette loi permet donc, non seulement de mettre fin à la lamentable habitude de donner des prénoms ridicules ou offensant la morale qui existait dans certaines régions d'Italie; mais elle offre aussi la possibilité d'interdire d'une manière définitive le choix de prénoms slaves dans les actes de naissance.

En outre, en ce qui concerne les prénoms portés actuellement, la loi du 8 mars 1928 en prévoit la rectification obligatoire lorsqu'ils sont rédigés en contradiction avec les nouvelles dispositions (art. 3). Cette loi ne reçut pas une application immédiate. Ainsi, ce n'est que le 24 novembre 1928 que le Podestat de Trieste décida que les services de l'état civil devraient, en application de cette loi, procéder à la rectification des prénoms étrangers. Ce travail de révision commença par les prénoms des élèves des écoles primaires¹. En outre, tous les intéressés furent invités par le Podestat à présenter spontanément des demandes de révision de leurs prénoms, cette rectification devant être faite gratuitement et sans formalités.

L'extension des mesures d'italianisation aux prénoms est d'ailleurs tout à fait logique et le décret-loi du 1^{er} janvier 1926 pouvait faire prévoir la loi du 8 mars 1928. C'est, en

1. Aux parents des écoliers portant un prénom non italien, les bureaux de l'Etat-civil adressèrent la lettre suivante :

« Monsieur, d'un examen des registres de l'état-civil, il résulte que le prénom de ... donné à votre fils n'est pas conforme aux dispositions de la loi du 8 mars 1928 n° 383.

Conformément à la décision du Podestat du 24 novembre 1928 an VII, qui disposa que les opérations nécessaires à la rectification des actes de naissance des citoyens, nés et résidents dans cette commune rédigés en contradiction avec la loi sus-mentionnée, soient effectuées, je vous invite à nous communiquer aussitôt que possible comment vous désirez que soit modifié le prénom de votre fils, afin d'éviter qu'il soit nécessaire de procéder d'office à cette modification, le cas échéant.

Par ordre du Podestat... »

effet, à juste titre que l'on fut amené à considérer en Italie comme une manifestation de philoslavisme plus évidente et plus grave, pour un citoyen italien, le fait de porter un prénom slave plutôt qu'un nom d'origine ou de désinence croate ou slovène. En effet, alors que celui-ci remonte en général à plusieurs siècles, celui-là a été choisi par les parents à la naissance de leur enfant. La presse italienne semble d'ailleurs tenir à attribuer à l'influence néfaste de certains agents du « balkanisme », à la pression qu'ils exerçaient sur les familles, le développement du nombre des prénoms slaves en Vénétie Julienne, prénoms qui continuèrent à être donnés même après le traité de Rapallo¹.

Les Yougoslaves se plaignent amèrement des mesures relatives à l'italianisation des noms et des prénoms que nous venons de mentionner. Ils y voient une double atteinte à la dignité personnelle de l'homme et aux droits individuels. Ils la considèrent comme inconciliable avec le respect des traditions et des sentiments familiaux. C'est d'ailleurs là un reproche qui doit être vraisemblablement indifférent aux dirigeants du parti fasciste qui, en de nombreuses circonstances, ont déclaré qu'ils ne concevaient l'individu ou la famille qu'en fonction de l'Etat et qui n'ont pas craint, à ce sujet, d'entrer en conflit avec la plus haute autorité spirituelle du monde.

1. *Piccolo di Trieste*, 19 avr 1 1929.

III. La question scolaire

La situation scolaire en Vénétie Julienne à l'armistice. La *Lega Nazionale* et la *Družba sv Ćirila i Metoda za Istru*, sous la monarchie austro-hongroise. L'enseignement de l'italien dans les écoles slaves au début de l'occupation. L'italienne. *La réforme Gentile* : l'italien langue d'enseignement. L'étude des langues du pays. Les dispositions transitoires. L'application de cette réforme. Le décret-loi Fedele. La situation des instituteurs alloglottes. La dissolution de la *Zveza učiteljskih društev*. L'enseignement secondaire. Les étudiants de la Vénétie Julienne en Yougoslavie.

Dans la rédaction des divers traités relatifs à la protection des minorités qui furent signés après la guerre, une attention toute particulière fut donnée aux dispositions concernant le droit des minorités ethniques, religieuses ou linguistiques à créer, diriger ou contrôler des écoles ou autres établissements d'instruction. Tous ces traités contiennent à cet égard des dispositions analogues à celles des articles 8 et 9 du traité avec la Pologne qui affirment l'égalité totale de traitement de droit et de fait entre les citoyens appartenant à la majorité et les membres des minorités.

Le gouvernement italien, conscient de l'importance que présente l'enseignement scolaire pour la formation nationale des nouvelles générations, devait résoudre cette question dans un esprit bien différent. Nous indiquerons comment il est arrivé à réaliser la suppression totale de l'enseignement public en langue croate ou slovène en Vénétie Julienne et commencerons cette étude par l'examen de la situation de l'enseignement primaire.

En novembre 1918, à l'armistice, il y avait, dans les territoires de la monarchie austro-hongroise actuellement réunis au royaume d'Italie, 531 écoles primaires croates ou slovènes où enseignaient 827 instituteurs. Ces chiffres correspondaient parfaitement à l'importance de la population slave qui

s'était d'ailleurs efforcée de développer le plus possible son organisation scolaire, en particulier dans les régions où l'élément italien coexistait avec l'élément slave, c'est-à-dire principalement en Istrie.

Dans cette région, contrebalançant l'influence de la *Lega Nazionale*, la « Société SS. Cyrile et Méthode pour l'Istrie » (*Družba Sv. Ćirila i Metoda za Istru*) avait multiplié les jardins d'enfants et les écoles primaires provoquant, en même temps, un intéressant réveil de l'esprit national parmi la population slave¹.

Sur les 531 écoles qui existaient en novembre 1928 et qui

1. Sur l'activité de la Société SS. Cyrile et Méthode pour l'Istrie, Le Dr Angjelinović donne les renseignements suivants dans sa brochure *Istra i « Družba Sv. Ćirila i Metoda za Istru »* (p. 9 et 10) résumant la situation scolaire en Istrie en 1914 :

Ecoles primaires publiques en Istrie

	croates	slovèn.	ital.	all.
possédant plusieurs classes	58	33	66	6
possédant une seule classe	69	16	28	2
cours complémentaires	7	1		
écoles de fondation très récente	6			
écoles professionnelles	1		6	

L'ouverture de 27 nouvelles écoles a été demandée au Conseil provincial scolaire. Ces écoles nous seraient indispensables.

La *Lega Nazionale* entretient :

écoles primaires	17
écoles primaires avec jardin d'enfants ...	4
jardins d'enfants	12

Ces écoles comprennent 2.390 enfants, dont la majorité est de parents croates.

La *Družba Sv. Ćirila i Metoda za Istru* entretient :

écoles primaires possédant plusieurs classes (30 classes).....	12
écoles primaires possédant une seule classe.....	30
jardins d'enfants	9
cours d'instruction	3
cours industriels	1

Ces écoles comprennent 4.575 enfants, qui, sans la *Družba*, seraient perdus pour la cause croate.

La *Družba* possède 79 instituteurs et institutrices.

Dans toute l'Istrie existent environ 44.575 enfants de parents croates, aptes à fréquenter l'école :

enfants ne fréquentant aucune école :	12.000
— fréquentant des écoles italiennes.....	4.000
— fréquentant des écoles publiques croates	24.000
— fréquentant des écoles de la <i>Družba</i>	4.575

groupaient environ 90.000 élèves, dès les premiers jours de l'occupation militaire italienne, 149 ne reçurent pas l'autorisation nécessaire à la réouverture. Les 382 autres durent prévoir des heures supplémentaires pour l'enseignement de l'italien (3 heures par semaine). Cet enseignement était confié à des instituteurs italiens; ce qui était d'ailleurs tout à fait légitime, la plupart des instituteurs slaves ayant une connaissance insuffisante de cette langue et bon nombre d'entre eux l'ignorant totalement.

Par la suite, les autorités scolaires augmentèrent peu à peu le nombre des heures consacrées à l'étude de l'italien. Mais le coup mortel à l'enseignement primaire en langue slave fut porté par la réforme scolaire de 1923, connue sous le nom de *réforme Gentile*. Le principe que posait l'article 4 du Décret Royal n° 2185 du 1^{er} octobre 1923¹ était que « dans toutes les écoles élémentaires du Royaume l'enseignement devait avoir lieu dans la langue nationale ».

A ce principe, le même article apportait cependant la correction suivante : « Dans les communes où l'on parle habituellement une langue différente, celle-ci fera l'objet d'étude, dans des heures supplémentaires. L'enseignement de la seconde langue est obligatoire pour les élèves alloglottes pour lesquels les parents ou les personnes exerçant la *patria potesta* auront, au commencement de l'année, fait une déclaration d'inscription. »

Les dispositions transitoires, permettant de passer sans heurt de l'ancien régime au nouveau, faisaient l'objet de l'article 17. Celui-ci stipulait qu'à partir de l'année scolaire 1923-1924, l'enseignement de la première année d'étude serait donné en italien dans les écoles primaires où l'on enseignait au préalable dans une autre langue. L'année scolaire suivante, l'enseignement en langue italienne devait être étendu

1. *Gazzetta Ufficiale*, 24 octobre 1923.

à la deuxième année d'étude et ainsi de suite, progressivement, tout l'enseignement serait donné en langue italienne.

Pendant la durée de cette période transitoire, l'enseignement de l'italien était obligatoire pour les élèves auxquels l'enseignement était encore donné dans une autre langue que l'italien. Les élèves ne pouvaient passer à une classe supérieure si, en fin d'année, ils ne subissaient pas avec succès les examens de langue italienne. Le nombre d'heures qui devaient être consacrées à l'étude de l'italien était de 5 heures par semaine pour les trois premières années d'étude, et de 6 heures pour les années suivantes (art 17).

Comme on le voit, la réforme Gentile ne se contentait pas d'obliger tous les enfants fréquentant les écoles primaires à étudier l'italien — ce qui est évidemment tout à fait légitime et parfaitement conforme aux principes de la protection des minorités, qui ne reconnaissent pas à celles-ci uniquement des droits mais aussi des devoirs, au premier rang desquels doit être placée l'acquisition d'une connaissance suffisante de la langue nationale¹.

La réforme Gentile allait beaucoup plus loin : elle supprimait purement et simplement, pour l'avenir, l'enseignement primaire dans une langue autre que l'italien. Cependant, elle permettait encore l'enseignement facultatif du slovène ou du croate. Les parents slaves pouvaient donc avoir l'espoir que leurs enfants sauraient lire et écrire la langue qu'ils avaient parlée jusqu'alors et qu'ils continueraient à parler dans leur famille.

Ces facilités prévues par la loi ne se produisirent cependant pas tout l'effet que l'on en pouvait attendre, par suite des difficultés que firent à leur application les autorités académiques locales. Cette tolérance légale devait d'ailleurs prendre

1. L'art. 9 du Traité avec la Pologne dispose que le Gouvernement polonais aura le droit de rendre obligatoire l'enseignement de la langue polonaise dans les écoles où l'enseignement sera donné dans une autre langue.

fin rapidement, puisqu'elle fut officiellement rapportée par le décret-loi du 22 novembre 1925, n° 2191¹ intitulé *Disposizioni concernant la langue d'enseignement dans les écoles primaires*. Le ministre de l'Instruction publique, M. Fedele, qui contresigna ce décret-loi, a assez heureusement résumé sa conception du rôle de l'École dans les territoires allogènes, lors de l'interpellation du député slovène de Gorizia, Dr Bescdnjak, au parlement de Rome, le 13 mai 1926, lorsqu'il lui répondit : « Notre devoir est d'élever à l'italienne les citoyens italiens. »

La réforme Gentile, complétée par le décret-loi Fedele, avait donc pour but de réaliser la suppression totale de l'enseignement primaire public en croate ou slovène en Vénétie Julienne ou en langue allemande dans le Trentin.

La réalisation d'une telle réforme devait modifier grandement la situation des instituteurs qui avaient jusqu'alors enseigné dans une langue autre que l'italien et dont la plupart avaient une connaissance tout à fait insuffisante de cette dernière langue. Leur cas fut réglé par l'article 2 du décret-loi du 22 novembre 1925 qui disposait que « les instituteurs, qui obtinrent l'habilitation à l'enseignement primaire dans une langue autre que l'italien, pourront obtenir l'habilitation à enseigner en langue italienne pourvu qu'ils subissent avec succès les examens qui seront fixés à la fin de chaque année scolaire par instructions du Ministre de l'Instruction Publique. »

Cet article prévoyait enfin que les instituteurs alloglottes pourraient être conservés dans l'enseignement, si, dans un délai de 2 ans, ils obtenaient l'habilitation à l'enseignement de l'italien. Comme nous le verrons, les examens prévus à l'article 2 du décret-loi de 1925 allaient permettre d'éliminer un assez grand nombre d'instituteurs slaves.

1. *Gazzetta Ufficiale*, n° 295, du 21 décembre 1925.

En outre, une nouvelle loi, la loi du 24 décembre 1925, mit entre les mains des autorités italiennes une arme qui, si elle était dirigée, surtout dans l'esprit de ses auteurs, contre les fonctionnaires professant des opinions politiques hostiles au fascisme, permettait cependant, dans le cas qui nous intéresse, de révoquer tous les fonctionnaires slaves suspects d'hostilité envers l'Italie ou envers son régime et, en particulier les instituteurs dont on redoutait l'action sur l'esprit des enfants. L'art 1^{er} de cette loi permettait en effet de révoquer pendant toute l'année 1926 les fonctionnaires dont la conduite politique serait incompatible avec les directives politiques générales du Gouvernement¹.

En fait, pour ces diverses raisons le nombre des instituteurs slaves de la Vénétie Julienne est allé sans cesse en décroissant. Tout d'abord, au début de l'occupation italienne, un grand nombre furent licenciés : en particulier, tous les instituteurs des 149 écoles qui ne reçurent pas l'autorisation de réouverture. De même, en septembre 1927, par exemple, 55 instituteurs échouèrent aux examens d'italien prévus à l'article 2 du décret-loi du 22 novembre 1925; ces instituteurs furent immédiatement licenciés. En novembre 1927, ce nombre fut de 60. Un assez grand nombre d'instituteurs qui réussirent à

1. *Gazzetta Ufficiale*, n° 2, 4 janvier 1926 : Loi du 24 décembre 1925, n° 2.300 : « Révocation des fonctionnaires de l'Etat ».

Article premier. — Jusqu'au 31 décembre 1926, le Gouvernement royal a la faculté de révoquer, même hors des cas prévus par les lois en vigueur, les fonctionnaires, employés et agents de tout ordre et de tout grade, civils et militaires, dépendant d'une administration quelconque de l'Etat qui, pour raisons de manifestations effectuées en service ou hors du service ne donnent pas pleine garantie d'une exécution fidèle de leurs devoirs ou qui se mettent dans des conditions d'incompatibilité avec les directives générales politiques du Gouvernement.

La révocation est prononcée par Décret royal sur proposition du Ministre compétent.

Art. 3. — Contre la mesure prévue à l'art. 1, seul est admis le recours pour incompétence ou violation de la loi devant le Conseil d'Etat ou d'une manière extraordinaire au Roi, étant exclu tout autre recours en voie administrative ou judiciaire.

ces examens ne restèrent d'ailleurs pas en Vénétie Julienne, où le gouvernement pouvait craindre une certaine résistance de leur part à sa politique d'italianisation, mais furent envoyés dans les anciennes provinces. Au début de l'année scolaire 1927-1928, 40 instituteurs slaves furent envoyés dans les anciennes provinces, 32 au début de l'année 1928-1929 et par la suite un certain nombre par décrets individuels.

D'après des estimations qui nous ont été fournies par des personnalités yougoslaves, mais que nous n'avons pu contrôler personnellement, le nombre des instituteurs yougoslaves demeurés en Vénétie Julienne ne dépasserait pas actuellement une trentaine.

La plupart des instituteurs slaves étaient groupés en une importante fédération : la *Zveza uciteljskih drustev*. Le gouvernement italien eut sans doute pu attendre que cette association disparût d'elle-même ou tout au moins fût réduite à ne plus présenter d'importance au fur et à mesure que le nombre de ses membres diminuerait. Il préféra cependant recourir à une mesure plus énergique et en prononça la dissolution. Ceci ne fut d'ailleurs qu'un cas particulier d'une série de mesures sur les syndicats professionnels dont nous aurons à dire quelques mots plus loin¹. Par suite de la dissolution de la *Zveza uciteljskih drustev*, le journal *Uciteljski List* (Journal des Instituteurs) et le *Novi Rod* (La Nouvelle Génération) journal à l'usage des enfants, que faisait paraître cette association, disparurent.

L'enseignement primaire public slave étant ainsi supprimé, il ne reste actuellement dans tout le territoire de la Vénétie Julienne, sauf dans la ville de Fiume, qui comme nous l'avons dit plus haut² bénéficie d'un régime spécial, que deux écoles où l'on enseigne en langue slave. Ce sont l'école privée Sveti

1. Voir *infra*, p. 140.

2. Voir *supra*, p. 54.

Jakob à Trieste qui comptait, au début de l'année scolaire 1928-1929, environ 30 instituteurs et 800 élèves slovènes, et l'école privée de la paroisse orthodoxe serbe de Trieste. Cette dernière école ne peut d'ailleurs être considérée comme une école de la minorité yougoslave d'Italie, car elle ne s'adresse pas à des fils de ressortissants italiens, mais à ceux des membres de la colonie serbe de la ville. L'importance de cette colonie qui, déjà du temps de l'Autriche occupait une position relativement importante à Trieste justifie pleinement l'existence de cette école.

Ence qui concerne le principe même de la réforme Gentile, dans un rapport adressé à la Commission des Minorités, un délégué italien exprimait l'opinion que les révocations d'instituteurs yougoslaves et leur remplacement par des instituteurs italiens étaient dictées uniquement par un souci pédagogique, la méthode dite *Berlitz* étant préférable pour l'enseignement de l'italien à l'emploi d'une langue intermédiaire. Il semble bien, malgré l'opinion émise par ce délégué que cette conception diminue considérablement les intentions de M. Gentile qui est certainement plus qu'un simple pédagogue. En tout cas, comme le rappelait, non sans quelque ironie, le Dr Besednjak au Parlement italien¹, cette méthode scolaire n'est pas appliquée en Cyrénaïque ni en Tripolitaine, le gouvernement italien ayant accordé par le décret-loi du 31 janvier 1924 n° 472 des écoles arabes à ces colonies.

Le ministre de l'Instruction publique, avait d'ailleurs clairement exprimé, en août 1924, le but poursuivi par la réforme scolaire. « Les nouvelles réformes — disait-il — poursuivent une fin politique parfaitement définie, à savoir la dénationalisation des minorités linguistiques. » Il est certain qu'il est impossible d'exprimer plus franchement et plus clairement la politique scolaire du gouvernement italien vis-à-vis

1. Séance du 13 mai 1926.

des minorités nationales. Ces intentions ont d'ailleurs été confirmées, à plusieurs reprises, au Parlement aussi bien par le ministre Gentile que par son successeur M. Fedele, qui, le 6 juin 1927, parlant au Sénat, constatait, spécialement en ce qui concerne l'enseignement secondaire, le succès de la réforme « pour l'affirmation de l'italianité à la frontière¹ ».

La constatation faite par M. Fedele est parfaitement exacte. La réforme Gentile a fait également disparaître les écoles secondaires et normales yougoslaves de la Vénétie Julienne, qui sous la monarchie austro-hongroise, étaient au nombre de sept : deux lycées slovènes, l'un à Gorizia et l'autre à Idria; deux lycées croates, l'un à Pisino et l'autre à Volosca près d'Abbazia, et trois écoles normales d'instituteurs ou d'institutrices à Tolmino, Gorizia et Pisino. De même, le bâtiment qu'avait commencé de construire à Pisino la *Djacio pripomocno druslvo* (Société d'aide aux étudiants) pour servir de collège croate est passé dans les mains de la *Congregazione di Carità* par le décret n° 1881 du 16 novembre 1927. Celle-ci ouvrira à la place un collège italien. M. Fedele avait donc raison de dire que, pratiquement, l'enseignement slave — croate ou slovène — est entièrement disparu d'Italie.

Il n'est donc nullement étonnant que plusieurs centaines de jeunes étudiants de la région de Gorizia ou de l'Istrie aient été continuer leurs études en Yougoslavie, principalement

1. « Notre action, dit M. Fedele, qui a pour but d'affermir l'italianité jamais éteinte dans les régions frontières et en particulier dans le Trentin et dans la Vénétie Julienne, se développe de la façon la plus continue et la plus réconfortante. En fait il n'existe plus aucun établissement d'instruction de langue d'enseignement allemande : on en comptait auparavant trois à Bolzano, très prospères. Il y avait à Idria un institut technique et un gymnase slovènes et à Tolmino une école normale d'instituteurs slovènes : ils n'existent plus. Aujourd'hui on n'enseigne plus qu'en italien dans les écoles secondaires des deux Vénéties » (Vénétie Tridentine ou Trentin et Vénétie Julienne).

à Zagreb pour ceux de langue croate et à Loubiana pour ceux de langue slovène¹.

Ce fait nous a paru intéressant à noter, car il indique chez certains Yougoslaves de la Vénétie Julienne le désir de ne pas laisser soumettre leurs enfants à la politique scolaire d'italianisation que pratique le gouvernement italien. Pour permettre d'apprécier à sa juste valeur ce désir des parents qui veulent voir leurs enfants rester fidèles à leur race et à leur langue, disons qu'outre les frais qu'ils doivent supporter par suite de la nécessité de subvenir à l'entretien de leurs enfants, loin du foyer familial, ils s'exposent à des difficultés de tous genres. Ainsi, le *Corriere Istriano* ayant envisagé le cas des étudiants de l'Istrie qui fréquentent des écoles yougoslaves et dont les parents « reçoivent des salaires ou appointements des administrations publiques, militaires et gouvernementales italiennes », le *Piccolo di Trieste* qui cite ces lignes² déclare que de tels cas ne devraient même pas pouvoir se concevoir.

Sans doute, c'est avec raison que le groupe universitaire fasciste d'Istrie craint qu'en Yougoslavie, et spécialement en Croatie et en Slovénie, les jeunes étudiants d'Istrie ne reçoivent pas l'éducation politique qui convient à des citoyens loyaux du Royaume d'Italie. Mais il est bien difficile d'exiger des Yougoslaves devenus ressortissants italiens qu'ils soient animés de sentiments de loyalisme parfait vis-à-vis de l'Italie si, de son côté, celle-ci ne leur assure les

1. D'après les statistiques que fit paraître, en janvier 1929, le *Corriere Istriano*, journal de Pola, dans la seule province de Pola, 136 jeunes gens ont quitté leur famille pour aller fréquenter les écoles secondaires ou supérieures de la Croatie. D'après les renseignements qu'il donne, il n'existe guère de commune d'une certaine importance en Istrie dont quelques-uns des enfants n'étudient en Yougoslavie. En dehors des régions de langue slovène, c'est principalement dans l'Istrie centrale et méridionale que l'on rencontre le plus grand nombre de parents ayant envoyé leurs enfants poursuivre leurs études au delà de la frontière; 18 jeunes gens de Pisino, 10 de Gimino, 5 d'Antignana, 10 de San Lorenzo del Pasenatico, 16 de Medolino, par exemple, étudient en Yougoslavie.

2. *Piccolo di Trieste*, 27 janvier 1929.

libertés dont jouissent actuellement un si grand nombre de minorités en Europe.

En particulier, il est bien certain que les jeunes gens qui ont quitté l'Italie pour aller poursuivre leurs études dans les lycées ou facultés yougoslaves, ne l'auraient pas fait s'ils avaient pu recevoir en Italie la même instruction dans leur langue maternelle.

L'examen que nous venons de faire, les déclarations du ministre de l'Instruction publique, M. Fedele, que nous avons reproduites, nous permettent aisément de comprendre les principes qui dirigent le gouvernement italien en ce qui concerne la question de l'enseignement dans les régions frontalières. Comme nous l'avons dit plus haut, le gouvernement italien considère l'école comme un des meilleurs instruments dont il puisse disposer pour réaliser l'italianisation intégrale des régions nouvellement réunies à l'Italie. Les dirigeants italiens déclarent trouver la justification d'une telle politique dans l'intérêt supérieur de l'Etat; elle découle, selon eux, du dogme, qu'ils admettent sans discussion, de la souveraineté totale et absolue de l'Etat. Il est, en effet, bien difficile d'en trouver une autre justification. Si l'on accepte la conception de la souveraineté de l'Etat limitée par les principes supérieurs du droit des gens qui nous semble être la seule admissible, on est bien obligé de conclure, avec un auteur italien M. Luca dei Sabelli, dont le livre *Nazioni e minoranze etniche* fait partie de la collection d'études juridiques et historiques publiée par les soins de l'*Istituto nazionale fascista di cultura* que, dans le cas d'une certaine région habitée par une minorité compacte « il est logique qu'à l'école primaire publique, fréquentée par des enfants qui parlent la même langue, l'enseignement soit donné en cette langue¹. »

1. Cf. *Nazioni e Minoranze etniche*, Luca dei Sabelli, Bologne Zanichelli, 1929, volume II, p. 93. M. Luca dei Sabelli ajoute que « l'intérêt de l'Etat est garanti par l'obligation d'enseigner la langue officielle dans ces écoles ».

IV. La presse yougoslave en Italie

Les journaux slaves existant à l'armistice en Vénétie Julienne. Les journaux de Zara. L'arrêté du préfet de Trieste du 22 octobre 1923. Les publications dans une langue autre que l'italien devront porter la traduction italienne de tous les articles. Arrêtés analogues des autres préfets. Le rapport de cette mesure. La suppression de l'*Edinost* et de la *Goriška Straža*. L'arrestation de M. Kemperle. La suppression de toute presse slave le 1^{er} janvier 1929. L'Ordre des journalistes et le décret du 26 février 1928. Les journaux slaves nouvellement autorisés, *Novi List*, *Istarski List*, *Družina*.

De même que la liberté d'enseignement, le libre usage de leur langue figure parmi les droits reconnus aux minorités par tous les traités où existent des clauses relatives à leur protection¹.

Parmi les divers cas envisagés, où le libre emploi de leur langue leur est reconnu, un des plus importants est sans contredit celui de la presse et des publications de tout genre. Si, en effet, l'école forme les jeunes générations et peut contribuer puissamment à les orienter dans un sens ou dans l'autre, vers l'amour pour leur nouveau pays, sa langue et sa culture ou vers la fidélité à la langue de leurs pères et le respect de leurs sentiments nationaux, la presse remplit, quoique à un degré moindre, le même rôle vis-à-vis des générations plus âgées. Quel que soit en effet le contrôle que puisse exercer le gouvernement sur la presse publiée dans une langue autre que la langue nationale, quels que soient les sentiments de loyalisme des rédacteurs de ces journaux envers le Pays auquel ils appartiennent, le simple fait qu'il existe une presse publiée dans leur langue suffit à maintenir, au moins à un certain degré, le sentiment national des membres des minorités.

Avant d'examiner la situation actuelle de la presse yougoslave en Italie, nous donnerons quelques indications sur les

1. Art. 7 du Traité avec la Pologne.

différentes publications qui paraissaient en langues slaves (croate ou slovène) dans les territoires que le traité de Rapallo réunit à l'Italie.

Le plus important des journaux slaves était, sans contre-dit *Edinost* (*L'Unité*), journal slovène paraissant à Trieste; dont le tirage variait entre 10.000 et 12.000 exemplaires. Particulièrement répandu dans la ville même de Trieste, sur le Carso et à Gorizia, ce journal paraissait depuis plus de 50 ans lorsqu'il fut définitivement supprimé le 4 septembre 1928; il se rattachait au parti national-libéral slovène.

Paraissaient également à Trieste : *Istarska Rijec* (*La Voix de l'Istrie*) hebdomadaire, ayant un tirage de 5.000 exemplaires environ; il suivait la même politique que l'*Edinost* et était considéré par la presse italienne comme particulièrement irrédentiste.

Novice (*Le Journal*) hebdomadaire populaire slovène, tirant à environ 5.000 exemplaires.

Pucki Prijatelj (*L'Ami du peuple*) hebdomadaire croate dont les 3.000 exemplaires se répandaient surtout parmi les paysans.

Mali List (*Le Petit Journal*) paraissant en slovène, organe hebdomadaire du parti socialiste-chrétien;

Delo (*Le Travail*) était l'organe du parti communiste slovène. Dès l'avènement au pouvoir du fascisme, il rencontra, comme les autres journaux communistes d'Italie, de grandes difficultés et disparut en 1925.

A cette liste, il faut ajouter un certain nombre de revues ou publications non politiques telles que : *Mladi Istran* (*Le Jeune Istrien*) bi-mensuel; *Narodni Gospodar* supplément bi-mensuel, paraissant en croate, de la *Istarska Rijec*; *Razumni Gospodar*, supplément bi-mensuel du *Pucki Prijatelj*; *Zenski Svet* (*Le monde féminin*) et *Vez* (*La Broderie*) organes mensuels de mode de travaux féminins, paraissant respectivement en slovène et en croate avec des tirages de 15.000 et 9.000 exemplaires et qui étaient lus également en Yougoslavie; *Nas Glas* (*Notre Voix*) paraissant en croate et en slovène,

mensuel); *Gospodarski Vesnik* (*Le Messager économique*) publication mensuelle en slovène de la *Zadružna Zveza*, la grande fédération économique slovène dont il sera question plus loin.

A Gorizia paraissait, outre divers organes non politiques, un journal quotidien présentant une certaine importance, la *Goriska Straza* (*La Garde de Gorizia*)¹.

En outre, en Dalmatie, à Zara même, qui était cependant avant-guerre la citadelle de l'esprit italien et la seule ville dalmate ayant conservé sa municipalité italienne, il existait une presse croate. Cela ne peut surprendre si l'on se souvient que Zara fut le berceau du journalisme croate en Dalmatie. C'est en effet dans cette ville, pendant la courte période d'administration napoléonienne, que parut en 1806 le premier journal en langue croate de la Dalmatie : le *Kraljski Dalmatin*. Parmi les publications, paraissant en croate à Zara et qui se répandaient dans toute la Dalmatie, citons les deux organes plus importants : la *Hrvatska Kruna* (*La Couronne croate*), organe de l'abbé Prodan, député au Parlement de Vienne et surtout le *Narodni List* (*Le Journal national*), dirigé par l'abbé Juraj Biankini, député au Parlement de Vienne et grand patriote yougoslave.

Dès leur constitution, les organisations fascistes s'occupèrent d'une manière toute particulière de la presse yougoslave. Le premier but qu'elles se proposèrent de réaliser fut la destruction du matériel des imprimeries yougoslaves. C'est ainsi que l'imprimerie du plus ancien journal slovène de Trieste, l'*Edinost* fut visitée par les fascistes les 27 décembre 1918, 20 février 1921, 10 et 20 avril 1921, 5 novembre 1925. L'imprimerie slovène de Gorizia subit le même sort le 30

1. Pour être complet, il eut été nécessaire de citer, en outre, un certain nombre de publications traitant de sujets particuliers telles que *Učiteljski List* ou *Naša Nada*, revues d'instituteurs; *Pravni Vestnik*, revue juridique slovène; *Zbornik svećenika Sv. Pavla*, organe religieux slovène mensuel, etc...

octobre 1919, ainsi que l'imprimerie croate de Pisino, le 13 juillet 1920.

Il faut cependant remonter jusque fin octobre 1923 pour rencontrer la première difficulté importante créée par les autorités italiennes à la presse yougoslave paraissant en Italie. C'est en effet le 22 octobre 1923 que le préfet de Trieste M. Crispo Moncada prit l'arrêté suivant : « A partir du 24 octobre 1923, toutes les publications qui sont parues jusqu'à maintenant dans une langue autre que l'italien doivent porter, outre la traduction italienne du titre de la publication, une traduction complète et exacte des articles, correspondances, annonces, etc... Cette traduction doit suivre immédiatement chaque article ou chaque passage de la publication. Les mêmes caractères doivent être utilisés pour la traduction que pour l'original.

« En conséquence, seront confisquées toutes les publications qui ne se conformeront pas, soit en totalité soit en partie, à ces prescriptions. La personne responsable sera poursuivie conformément à la loi. Les fonctionnaires et les agents de la Sûreté Publique (*Pubblica Sicurezza*) sont chargés de faire exécuter cet arrêté. »

Des arrêtés analogues furent pris par le préfet de Pola, M. Giannoni et par le préfet de Udine, M. Pisenti. Ils signifiaient pour la presse slave la suppression de la moitié du texte : aussi soulevèrent-ils, dans les milieux yougoslaves d'Italie, la plus vive émotion. Le journal croate d'Istrie *Istarska Rijec* (*La Voix de l'Istrie*) qui parut, après cet arrêté avec le sous-titre italien *La voce dell' Istria* fit paraître en croate et en italien, dans son numéro du 25 octobre 1923 un article intitulé *Dies irae*, dans lequel il interprétait cet arrêté comme l'arrêt de mort de la presse yougoslave d'Italie. Cette mesure fut d'ailleurs rapportée à la suite des protestations des députés yougoslaves à Rome.

En février 1927, une violente campagne fut entreprise

par les journaux italiens de la Vénétie Julienne et principalement par le *Popolo di Trieste*, la *Vedetta di Gorizia*, l'*Azione* et *Il Giornale del Friuli* contre les journaux yougoslaves. « Détruisons les journaux yougoslaves — écrivait le *Popolo di Trieste* au début de mars 1927 — enfonçons le couteau dans cette plaie purulente et supprimons sans pitié cet ulcère. »

Le premier des journaux yougoslaves qui disparut fut *Novice*. Après l'avoir censuré un certain nombre de fois, le Préfet avertit ce journal, le 29 septembre 1927, qu'il ne reconnaissait plus son gérant. Conformément à la loi, l'administration de *Novice* devait donc en désigner un autre; mais elle ne put se mettre d'accord avec le Préfet sur le choix de ce nouveau gérant et se trouva ainsi dans l'impossibilité de continuer la publication du journal.

Il fallut attendre encore une année avant que disparût à son tour le plus grand journal slave de la Vénétie Julienne. C'est en effet le 4 septembre 1928 que l'*Edinost*, qui avait déjà été censuré et suspendu maintes fois, fit l'objet d'un arrêté du Préfet de Trieste par lequel celui-ci révoquait la reconnaissance de M. Philippe Perić en tant que gérant responsable de ce journal. Le fait qui motiva cette mesure fut la publication par l'*Edinost* de deux articles considérés par le Préfet comme présentant un caractère nettement antinational¹. En ce qui concerne l'un de ces articles, le

1. Nous reproduisons ci-dessous le texte de cet arrêté :

« A la suite des mises en demeure faites au directeur responsable du quotidien *Edinost*, en la personne de M. le Professeur Philippe Perić par les arrêtés des 28 juillet 1927, n. 082-7508, 9 septembre 1927, n. 082-8124 et du 2 septembre 1928, n. 082-6673, relatives à l'attitude contraire à l'Italie et au régime et à la publication d'articles faux et tendancieux aptes à troubler l'ordre public; étant donné que le journal, après les mises en demeure ci-dessus indiquées et le séquestre du numéro du 17 août dernier a publié dans son numéro d'aujourd'hui des articles indubitablement tendancieux et de caractère nettement antinational : « La mort de M. Jean Rojec, doyen de Tolmino » et « la Duchesse d'Aoste dans la région de Gorizia ». Dans ce dernier il n'était intentionnelle-

Préfet lui reprochait seulement de ne pas y avoir mentionné des circonstances présentant une importante signification nationale. Il lui reprochait en somme de ne pas s'être associé à la presse de langue italienne pour constater à l'occasion d'un voyage de S. A. R. la Duchesse d'Aoste l'attachement des Slovènes, ressortissants italiens, à l'Italie et au régime fasciste.

Ainsi privé de directeur responsable l'*Edinost* cessa de paraître. Il n'eut pu en effet continuer sa publication qu'en faisant agréer par le Préfet un nouveau directeur-gérant; mais, par suite de l'expulsion des syndicats fascistes des journalistes slovènes : Victor Kjuder, Rodolphe Vidrik et Sébastien Zagar en même temps que M. Perić, cela lui fut impossible.

C'est d'ailleurs bien la suppression de l'*Edinost* que voulaient les autorités italiennes et c'est bien ainsi que la révocation de M. Perić avait été comprise par la presse italienne puisque le *Piccolo* de Trieste annonçait cette nouvelle sous le titre « La suppression de l'*Edinost*¹ ».

ment pas fait mention de circonstances d'importante signification politico-nationale. Pour ces articles, ce numéro avait été séquestré.

Étant donné qu'il résulte de tout ceci, une attitude d'obstination et d'entêtement dans l'hostilité contre tout ce qui est italien et fasciste, attitude dont le résultat est une conduite antinationale qui ne peut être tolérée plus longtemps.

Entendue la commission mentionnée à l'art. 2 du Décret Royal du 15 juillet 1923, n. 3.288 (converti en la loi du 31 décembre 1925, n. 2.309); vu l'art. 3 du Décret Royal ci-dessus mentionné;

Décète : La reconnaissance de M. le Professeur Philippe Perić comme directeur responsable du quotidien *Edinost* est révoquée.

Trieste, le 4 septembre 1928, An V.

Le Préfet : Fornaciari.

1. Le *Piccolo di Trieste*, du 5 septembre 1928, sous le titre « La suppression de l'*Edinost* », écrit :

« La mesure adoptée par M. Fornaciari met fin à une situation qui, dans les derniers temps, avait été à juste titre prise en considération par l'organe officiel du Parti (le *Popolo d'Italia*). Derrière l'*Edinost* se cachait cette politique des vieux agitateurs slovènes du libéralisme qui, par son manque de sincérité, ne devait pas toujours être préférée aux actes d'aversion ouverte envers l'Italie et le Régime qui sont effectués par les petits noyaux inquiets de la conspiration armée... A quoi servait l'*Edinost*, sinon à faire croire que quelques personnalités — lesquelles comptent dès maintenant bien peu dans les milieux allo-

Les milieux politiques et journalistiques de Trieste ne furent d'ailleurs pas satisfaits par la suppression de l'*Edinost*. Ils craignaient que la disparition de ce journal n'eût d'autre résultat que d'assurer un plus grand développement aux autres organes slaves de la Vénétie Julienne. Aussi la campagne contre la presse yougoslave d'Italie fut-elle reprise avec plus d'intensité.

Sa première victime fut le périodique *Goriška Straza* de Gorizia. Le 19 novembre, le préfet de Gorizia, M. Anselmo Cassini, révoqua en effet la reconnaissance du rédacteur responsable de ce journal, M. Léopold Kemperle, auquel des mises en demeure préalables avaient été adressées le 1^{er} septembre 1927 et le 6 septembre 1928. Au préalable, le 16 septembre, la confiscation du n° 88 de ce journal avait été ordonnée à cause de « la publication d'articles manifestement tendancieux et propres à jeter le discrédit sur les institutions publiques et à exercer une influence pernicieuse sur la jeunesse, ainsi qu'à provoquer de légitimes ressentiments et à surexciter les esprits, risquant ainsi de troubler l'ordre public ».

De même que pour l'*Edinost*, cet arrêté préfectoral signifiait bien la suppression du journal¹ qui effectivement cessa

gènes — peuvent encore, sous le Régime fasciste, conserver des habitudes et des rôles qui, pour dire la vérité, avaient toujours été mal tolérés par les représentants de l'Etat national victorieux ».

1. « La *Goriška Straža* est supprimée — écrivit alors la *Vedetta dell'Isonzo*, organe officiel de la Fédération provinciale fasciste de Gorizia — ... L'excellence de la mesure doit apparaître à tous ceux qui ont suivi la prose dans laquelle la *Goriška Straža* diluait son animosité pleine de haine envers tout ce qui est italien, mesure de prophylaxie politique, exigée impérieusement par la nécessité de mettre fin à un état de choses intolérable.

« Les sentiments les plus jaloux des Italiens, en deça ou au delà de l'Iudrio ne pouvaient ni ne devaient plus longtemps être offensés; la dévotion spontanée à l'Italie de ses nouveaux citoyens, parlant une autre langue ne pouvait ni ne devait plus longtemps être troublée par la subtile et adroite perfidie de la *Goriška Straža*.

« Qui lisait la *Goriška Straža* avait l'impression très nette d'avoir entre les mains non un journal rédigé et imprimé en Italie, à Gorizia, toujours fièrement italienne, mais il devait croire lire un bulletin provenant du Royaume S. H. S. (initiales en langue croate des mots, Serbes, Croates, Slovènes : *Srba, Hrvata, Slovenaca*), et arrivé, par qui sait quel étrange hasard, à Gorizia ».

de paraître. Dans le cas de la *Goriska Straza* comme dans le cas de l'*Edinost*, les autorités italiennes tinrent clairement à spécifier que le journal n'avait pas été supprimé parce qu'il était écrit en langue slovène, mais parce qu'il exerçait une activité hostile à l'Italie et au régime fasciste.

En fait et comme pour fournir à l'opinion publique une nouvelle preuve de l'activité politique anti-italienne de la *Goriska Straza*, quelques jours après la révocation de la reconnaissance de M. Kemperle comme gérant responsable de ce journal, on arrêtait celui-ci alors qu'il se rendait en automobile à Idria. D'après les renseignements fournis à l'époque par les autorités italiennes, cette automobile transportait 12.000 cartouches pour pistolets à répétition Steyer. M. Kemperle devait d'ailleurs être remis en liberté peu de temps après sur l'ordre du Tribunal spécial pour la défense de l'Etat de Rome, auquel l'instruction de l'affaire avait été confiée.

Il est certain que, d'une manière générale, la situation de la presse d'une minorité allogène est très délicate. Elle ne peut certes pas aisément oublier qu'au delà des frontières de l'Etat auquel elle est incorporée vivent des gens de sa race, parlant sa langue. Il est bien difficile à un journal slovène de Trieste ou de Gorizia de ne pas considérer Loubiana comme le centre culturel vers lequel il doit regarder; on ne peut aisément prétendre qu'un tel journal se désintéresse des événements yougoslaves et ne tienne pas ses lecteurs au courant des grands événements politiques, économiques ou artistiques qui surviennent en Yougoslavie.

D'autre part, il est incontestable que les autorités du pays où se publie cette presse ne peuvent admettre un manque de loyauté de sa part.

La presse yougoslave d'Italie a-t-elle su garder en cette matière l'attitude qui convient? Il y a là une question bien délicate à résoudre. Il semble cependant qu'une assez grande partie des reproches faits par les autorités ou la presse ita-

liennes aux journaux yougoslaves peuvent difficilement être retenus. On ne peut considérer comme sérieux le reproche fait, par exemple, par le *Piccolo di Trieste* à la *Goriska Straza* de considérer le peuple slovène, comme un peuple digne d'être respecté par la nation italienne¹, pas plus que le reproche fait au même journal d'inciter les jeunes gens à considérer l'Académie slovène des sciences et belles-lettres de Loubiana, comme « le temple le plus grand auquel tout citoyen slovène peut aspirer² ».

La suppression des plus importants journaux yougoslaves ne donna d'ailleurs pas encore complète satisfaction à l'opinion italienne. Il restait en effet de « petits, peureux et méchants organes de la presse yougoslave³ qui ont survécu jusqu'à maintenant à l'*Edinost* et à la *Goriska Straza*. Petits journaux (*giornalucoli*) hebdomadaires, ignobles d'apparence et de contenu, qui tentent de continuer, dans la mesure du possible, l'œuvre de désagrégation de la masse allogène, qui s'approche toujours plus intimement du fascisme, qui avait été conduite jusqu'à il y a quelques semaines par les deux quotidiens de Trieste et de Gorizia⁴ ».

1. *Piccolo di Trieste*, 25 novembre 1928 : L'activité frauduleuse de la *Goriska Straza* et les raisons de sa suspension : « ... Elle cherchait à répandre parmi la jeunesse allogène de la défiance et de la haine contre les institutions du Régime et elle affirmait que les Slovènes ne constituaient pas simplement une race parlant une langue différente (de l'italien), mais elle renforçait, chez tous les allogènes le sentiment que le peuple slave était une nation, sinon supérieure, au moins digne d'être admise à égalité avec la civilisation italienne et qui, par suite, en tant que nation, devait être respectée en Italie ». Cette critique dénote chez le rédacteur de cet article une conception des droits de minorités bien différente de celle qui amena par exemple les négociateurs de la Convention germano-polonaise relative à la Haute-Silésie, signée à Genève le 15 mai 1922, à introduire dans cette convention l'article 133 conçu comme suit : « Les parties contractantes s'engagent à n'autoriser dans aucune école de leur partie du territoire plébiscité, l'emploi de livres ou d'objets d'enseignement par l'image, qui puissent blesser les sentiments nationaux ou religieux d'une minorité. De même, chacune des parties contractantes prendra les mesures nécessaires pour empêcher que dans les leçons données à l'école, les qualités nationales et culturelles de l'autre partie soient improprement rabaisées aux yeux des élèves ».

2. *Piccolo di Trieste*, 25 novembre 1928.

3. Le journal cité dit, par erreur, slovène.

4. *Popolo di Trieste*, 1^{er} décembre 1928.

Les divers journaux yougoslaves qui continuaient encore à paraître, malgré les suppressions temporaires, les confiscations, les poursuites aboutissant souvent à des condamnations pécuniaires ou à des peines de prison contre leurs rédacteurs, les difficultés de toute nature et dont les principaux étaient le *Pucki Prijatelj*, le *Mali List* et l'*Istarska Rijec* devaient d'ailleurs disparaître d'une manière définitive le 1^{er} janvier 1929. A cette date, en effet, à la suite semble-t-il d'une conférence des préfets de la Vénétie Julienne avec M. Mussolini, à Rome, ceux-ci exigèrent l'application du décret du 26 février 1928¹ qui dispose que, peuvent seules exercer la profession de journalistes les personnes inscrites à l'*Albo dei giornalisti*. Les rédacteurs des divers journaux paraissant en langues croate ou slovène présentèrent des demandes d'inscription; mais ces demandes furent repoussées, motif pris de l'article 5 du décret du 26 février 1928.

A la date du 1^{er} janvier 1929, il ne paraissait donc plus en Italie de journal ni de revue rédigés en langue croate ou

1. La loi du 31 décembre 1925, n° 2.307, avait institué en Italie un Ordre des Journalistes avec siège dans chaque ville possédant une Cour d'appel. Par suite de la nouvelle organisation corporative et en particulier par suite de la loi du 3 avril 1926, puis du décret du 1^{er} juillet 1926 qui confiait aux associations syndicales le contrôle de la discipline de leurs membres, les Ordres des Journalistes ne purent se constituer.

Le décret du 26 février 1928, n° 384, reproduit dans son article premier la disposition de l'art. 7 de la loi du 31 décembre 1925 suivant lequel nul ne peut exercer la profession de journaliste s'il n'est inscrit dans l'album professionnel (*Albo professionale dei giornalisti*). La tenue de cet album et la discipline des journalistes qui y sont inscrits sont confiées, conformément aux art. 2 et 3 à l'association syndicale légalement reconnue, c'est-à-dire, comme nous le verrons par la suite, au syndicat fasciste. Les 5 membres composant le Comité de discipline sont choisis par le ministre de la Justice d'accord avec celui de l'Intérieur, sur une liste de 10 personnes dressée par l'Association syndicale compétente.

L'art. 5 de ce décret dispose qu'« en aucun cas, ne pourront être inscrits et, au cas où ils seraient déjà inscrits, devront être rayés, ceux qui ont exercé une activité publique en contradiction avec les intérêts de la nation. La radiation a lieu à la suite d'une procédure disciplinaire conformément à l'art. 12 ou sur requête du Préfet de la province où réside l'intéressé ».

L'art. 13 prévoit, en outre des inscriptions ou radiations individuelles, une révision annuelle générale confiée aux soins du Comité de discipline.

slovène. Il ne faut d'ailleurs pas en déduire que le désir du Gouvernement italien était de supprimer ainsi d'une manière définitive toute la presse yougoslave. Il semble plutôt qu'il désirait avoir les mains libres afin de ne laisser se reconstituer qu'une presse yougoslave qui observât rigoureusement les directives qu'il lui tracerait. En effet, le 29 mars 1929, paraissait à Gorizia un nouveau journal slovène le *Novi List* (*Le Nouveau Journal*) dont le Directeur responsable était le Dr Engelbert Besednjak, ancien député de Gorizia.

En outre, le Gouvernement italien autorisa également la publication d'un journal en langue croate l'*Istarski List* (*Le Journal de l'Istrie*) dont la publication suivit de près celle du *Novi List*. Enfin, dans la première quinzaine d'avril parut le premier numéro de la revue mensuelle *Druzina* (*La Famille*).

Ces trois périodiques paraissent sous la responsabilité personnelle du Dr Besednjak. Dans les démarches qu'il avait faites à Rome et à Gorizia, celui-ci se rendant compte de l'impossibilité d'obtenir l'autorisation de fonder un nouveau quotidien, avait exprimé le désir que ces nouveaux journaux fussent autorisés à paraître deux fois par semaine. Celle-ci ne lui fut pas accordée. *Mali List* et *Istarski List* sont seulement hebdomadaires.

Tel est l'état actuel de la presse yougoslave d'Italie : au lieu des nombreux journaux et périodiques existant avant-guerre, il ne paraît plus dans tout le territoire de la Vénétie Julienne que deux journaux hebdomadaires et une revue mensuelle.

Il semble cependant permis d'espérer que, telle qu'elle est actuellement, quoique répondant imparfaitement aux besoins de la population, la presse slave de la Vénétie Julienne assurera aux Croâtes et Slovènes de cette région le minimum d'informations indispensables et les tiendra au courant de tous les événements susceptibles de les intéresser directement.

V. — L'emploi des langues croate et slovène en Vénétie Julienne.

Le libre emploi de la langue des minorités nationales et les traités de paix.
L'interdiction de l'emploi des langues slaves devant les tribunaux : le décret du 15 octobre 1925. Le croate et slovène dans les administrations publiques. Leur emploi dans les rapports privés et commerciaux.

Les traités de minorités ont clairement précisé les divers cas où les membres des minorités nationales doivent être autorisés à utiliser leur langue : la presse, les relations privées, les rapports commerciaux, les réunions publiques, les tribunaux et l'exercice du culte.

L'article 7 du Traité avec la Pologne ne spécifie pas si les membres des minorités peuvent également utiliser leur langue dans leurs rapports avec les autorités administratives. Tel semble bien être cependant l'esprit de ce traité, ainsi que d'ailleurs des autres traités de minorités. Ne pas reconnaître cette faculté équivaldrait, en effet, à créer aux membres des minorités une situation de fait inférieure à celle de leurs concitoyens, à leur refuser la jouissance des mêmes droits.

Tel n'est pas, d'ailleurs, l'avis de M. Luca dei Sabelli qui écrit qu'« une telle interprétation est évidemment erronée ». « En réalité — dit-il — il serait absurde de prétendre, spécialement dans les pays où les langues des minorités sont nombreuses, que chaque sujet puisse en toutes circonstances et partout être compris dans sa propre langue¹ ». Si cet auteur restreint ainsi la faculté des membres des minorités d'employer leur langue aux cas formellement visés par les traités les concernant, il n'en reconnaît pas moins que si, « une exception

1. Op. cit. vol. II, page 82.

spéciale a été faite pour les tribunaux, ceci est dû à l'importance particulière que présente pour la défense des droits d'un individu, la possibilité d'exprimer ses raisons dans la langue qui lui est la plus familière ».

Nous avons étudié, dans les pages qui précèdent, la situation de la presse yougoslave en Italie. Nous examinerons maintenant la question de l'emploi des langues croate et slovène en général, l'utilisation de ces langues à l'église faisant l'objet d'une étude séparée.

Cette question avait été résolue d'une manière particulièrement libérale par la monarchie austro-hongroise, qui, par suite du grand nombre de langues parlées sur son territoire, était obligée de permettre à ses sujets d'utiliser leur langue maternelle dans les rapports avec les diverses autorités administratives ou judiciaires. Il sembla tout d'abord que l'Italie désirât continuer cette tradition, en ce qui concerne tout au moins l'emploi des langues slaves devant les tribunaux. En octobre 1921, en effet, à une question du Dr Vilfran, député slovène de Trieste, le Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de la Justice répondit qu'aucune mesure ne serait prise pour empêcher les minorités, comprises dans les nouvelles frontières du royaume, d'user de leur langue nationale devant les tribunaux.

Cependant, sur ce point comme sur beaucoup d'autres, l'Italie, berceau du principe des nationalités, allait se montrer moins libérale que la vieille monarchie dualiste. Il est d'ailleurs juste de constater qu'à cet égard l'Italie, pays où les minorités ne constituent qu'un pourcentage extrêmement faible de la population, devait naturellement être amenée à adopter des solutions différentes de celles qu'avait choisies l'Autriche-Hongrie, véritable mosaïque de nationalités.

En fait, dès les premiers temps, il devint difficile aux Yougoslaves, ressortissants italiens, de faire usage de la faculté qui leur avait été reconnue d'employer le slovène

ou le croate devant les tribunaux. En effet, de nombreux juges, parmi ceux connaissant ces langues, furent révoqués ou envoyés dans les anciennes provinces du Royaume. Il devint donc souvent nécessaire de traduire les pièces rédigées en croate ou slovène, présentées devant les Tribunaux. De même, à l'audience, on dut, très souvent, faire appel à des interprètes. Tout cela était une source de frais supplémentaires et devait naturellement inciter les justiciables à employer de préférence la langue italienne.

Malgré tout, il demeurait toujours exact en principe que les membres des minorités nationales en Italie avaient la faculté d'employer leur langue devant les tribunaux. La situation fut complètement modifiée par le Décret royal du 15 octobre 1925¹. Ce décret interdisait, en effet, l'emploi, devant

1. Décret Royal n° 1796 du 15 octobre 1925 (*Gazzetta Ufficiale* du 27 octobre 1925 n° 250).

Art. premier. — Dans toutes les causes civiles et pénales qui relèvent des autorités judiciaires du royaume, seule la langue italienne doit être employée. La présentation d'instances, d'actes, de recours et, en général, de toutes pièces rédigées dans une langue autre que la langue italienne est considérée comme nulle et non avenue et n'interrompt pas non plus les délais légaux. Les procès-verbaux, expertises, enquêtes et décisions, ainsi qu'en général tous les actes et toutes les mesures qui, d'une manière quelconque, ressortissent à la justice civile ou pénale, sont nuls lorsqu'ils sont rédigés dans une langue autre que la langue italienne. Quiconque est incapable de comprendre l'italien n'est pas inscrit sur la liste des jurés.

Art. 2. — Toute contravention aux prescriptions de l'article précédent entraîne une amende de 200 à 1.000 liras; cette amende peut s'élever jusqu'à 5.000 liras en cas de récidive. L'amende est infligée par un arrêté du président de la Cour d'Appel, pris sur requête du Ministère public et après audition de la défense du contrevenant. Contre l'arrêté du Président, est admis le recours à la Cour qui délibère en Chambre du Conseil. En cas de non-paiement, la peine peut être remplacée, selon les dispositions de l'article 24 du Code Pénal. Le recours doit être fait dans un délai de 15 jours, comptés à partir du jour de la notification de l'arrêté. Au cas où le coupable serait juge, fonctionnaire ou officier judiciaire, la peine consistera en la suspension de ses fonctions et en la privation de son traitement pour une période qui ne sera pas inférieure à 3 mois ni supérieure à une année ou en la révocation s'il y a récidive. A la peine de la suspension du fonctionnaire s'ajoute celle de son transfert dans une autre localité. La peine est prononcée à la suite d'une procédure disciplinaire.

Art. 3. — Pour les autorités judiciaires de la ville de Fiume, les exceptions stipulées par les traités internationaux restent en vigueur.

Art. 4. — Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et du Culte, est autorisé à prendre les mesures nécessaires pour l'exécution du présent décret. Ce décret sera soumis au Parlement pour être converti en loi.

les tribunaux, d'une langue autre que l'italien, non seulement dans la procédure écrite, mais également dans les débats oraux. En outre, toute personne ne connaissant pas l'italien ne pouvait être admise comme juré, même dans un procès où la langue parlée par l'accusé n'était pas l'italien. L'application de ce décret équivalait donc à une véritable *deminutio capitis* des ressortissants italiens de langue slave.

La seule exception admise à l'introduction intégrale de l'italien devant les tribunaux concerne la ville de Fiume où, comme nous l'avons indiqué plus haut, l'accord concernant Fiume du 27 janvier 1924, puis les Conventions de Nettuno reconnaissent aux minorités yougoslaves, par analogie à la situation faite aux optants italiens de Dalmatie, le droit d'utiliser leur langue devant les tribunaux¹.

Le croate et le slovène furent de même éliminés des diverses administrations publiques. La plupart des fonctionnaires d'origine yougoslave qui ne furent pas révoqués, furent envoyés dans les anciennes provinces de l'Italie et remplacés en Vénétie Julienne par des fonctionnaires italiens de l'intérieur. Les nouveaux venus, par suite de leur ignorance des langues slaves, devaient naturellement s'efforcer d'exclure celles-ci d'une manière complète de leurs services : chemins de fer, services postaux et télégraphiques... De même ces langues disparurent des diverses organisations constituant des établissements publics ou d'utilité publique : Caisses d'épargne, Chambres de commerce, bureaux de bienfaisance... Les lois, décrets ou arrêtés sont publiés exclusivement en langue italienne; toutes les mesures des autorités, même des autorités locales, doivent être notifiées aux intéressés en cette langue.

Une réforme importante de l'administration communale, dont nous aurons à parler plus loin² en examinant les liber-

1. Voir *supra*, p. 55.

2. Voir *infra* p. 146.

tés politiques des Yougoslaves d'Italie, rendit d'ailleurs, en fait, complète l'exclusion du croate et du slovène de cette administration. Les maires élus ont, en effet, été supprimés et remplacés par des Podestats, nommés par le Gouvernement et choisis, par conséquent, parmi les personnes présentant toutes garanties au point de vue politique et, *a fortiori*, au point de vue national.

Sur l'emploi des langues slaves dans les rapports privés, il est évident que l'action gouvernementale ne peut guère s'exercer. Actuellement, comme il y a dix ans, les Yougoslaves de la Vénétie Julienne continuent d'employer ces langues dans les rapports qu'ils ont entre eux. Cependant, il n'en est pas de même dans les rapports commerciaux. Pratiquement, toute la correspondance commerciale se fait en italien : ceci est parfaitement compréhensible puisque la très grande majorité des maisons de commerce ou des industries sont entre les mains de personnes de langue italienne¹. La presse italienne est d'ailleurs à l'affût de scandales tels que celui que signalait un jour le *Piccolo di Trieste* sous le titre : « Un pour qui la guerre n'a pas existé » ; il s'agissait d'un avocat de Trieste, possédant du papier à lettre portant l'en-tête « Avocat » écrit en langue slovène : *Odvetnik* et qui était coupable d'utiliser cette langue dans ses rapports avec certains de ses clients.

D'autre part, en étudiant le sort qui fut fait aux associations yougoslaves de la Vénétie Julienne, nous verrons que, si les Yougoslaves y possèdent toujours théoriquement le droit d'association et le droit de réunion, ces droits sont, en fait, limités par le contrôle rigoureux exercé par les autorités administratives et par la police. C'est ainsi que furent interdites, par exemple, des représentations théâtrales d'ama-

1. A Trieste, cependant, l'élément germanique de cette ville continue d'occuper des situations relativement importantes dans le commerce, l'industrie et les milieux bancaires.

teurs en langue slovène et que, très souvent, des Yougoslaves rencontrèrent des difficultés pour s'être exprimés en public dans leur langue maternelle.

VI. — La Religion et l'Eglise

L'arrêté du 29 novembre 1918 du général Petitti di Roreto. Les élections de 1921 et les violences contre le clergé yougoslave. Le clergé slovène du diocèse de Gorizia. L'instruction religieuse et la circulaire du D^r Mondino de septembre 1928. La liturgie et l'emploi de la langue slave glagolitique. Les cantiques italiens. Les chants grégoriens et l'activité du *Dopolavoro* et de la *Lega Nazionale*. *L'Associazione Santa Cecilia*. Le Concordat du 11 février 1919 entre le Saint-Siège et l'Italie.

Les populations slaves de la Vénétie Julienne, qui appartiennent presque exclusivement à la religion catholique, sont, en général, très attachées à leur foi. Le curé, dans les villages slaves est aussi le conseiller et l'ami des familles. Aussi est-il aisé de comprendre que, dans la période délicate qu'elles traversèrent depuis la fin de la guerre, ces populations recoururent souvent à leurs prêtres, leur demandant des conseils sur la ligne de conduite à tenir; tout au moins tant que les prêtres furent, eux-mêmes, de race slave. L'influence du prêtre slave fut d'autant plus grande que, peu à peu, les maires élus par la population et les instituteurs croates ou slovènes disparaissaient des villages.

C'est cette importance du rôle joué par le prêtre dans les villages slaves de la Vénétie Julienne, l'autorité que lui reconnaissaient les fidèles sur toutes les questions de la vie courante qui expliquent la lutte entreprise dès le début par les autorités italiennes contre le clergé slave.

Dès les premiers temps de l'occupation italienne, la plupart des prêtres yougoslaves, qui n'étaient pas originaires des provinces occupées, furent expulsés. D'autre part, il

semble bien que l'arrêté du 29 novembre 1918 du gouverneur, général Petitti di Roreto, d'après lequel toute atteinte aux intérêts représentés par les autorités de l'armée d'occupation pouvait entraîner, en sus d'amendes pouvant s'élever jusqu'à 5.000 livres, des peines d'emprisonnement jusqu'à un maximum de 5 ans, ou, dans des cas graves de 8 ans¹, ait été appliqué sans ménagement au clergé yougoslave. En effet, outre l'évêque de Krk, Mgr Anton Mahnić, 20 prêtres slaves furent déportés soit en Sardaigne, soit dans différentes forteresses de l'Italie et un certain nombre d'autres furent emprisonnés.

De même, les congrégations yougoslaves eurent à souffrir de l'occupation italienne : les Franciscains de Gorizia, Pisino et Abbazia furent expulsés ainsi que les Capucins de Santa Croce près de Trieste, et furent remplacés par des moines italiens.

Durant les élections de 1921, de graves scènes de violence eurent lieu contre le clergé yougoslave. Un certain nombre d'églises et de presbytères furent pillés; des livres sacrés, imprimés en caractères slaves, glagolitiques, furent déchirés ou brûlés, parfois souillés; des prêtres furent molestés et certains même chassés de leur village.

Ces excès, qu'il nous est pénible de rappeler — et dont beaucoup doivent être imputés à des éléments plus ou moins troubles qui figuraient parmi les troupes fascistes des premiers temps, et dont le fascisme s'est fort heureusement débarrassé depuis — furent solennellement condamnés par S. S. le Pape Benoit XV dans une lettre apostolique adressée à Mgr Bartolomasi qui, en tant qu'Évêque de Trieste, les avait déjà énergiquement condamnés. Dans sa lettre, S. S. Benoit XV exprimait le regret que ces actes de violence commis contre des prêtres auxquels on ne pouvait rien repro-

1. Voir *supra* note p. 62.

cher d'autre que d'être fidèles à leur nationalité et à leur langue ne recevaient aucun châtement, ce qui, disait-il, laisse supposer que les autorités les approuvent.

Par la suite, d'ailleurs, les attaques à main armée contre des Eglises ou des presbytères devinrent plus rares; cependant, il ne faudrait pas croire que tous les éléments italiens acceptent toujours, avec résignation, la situation, cependant bien précaire, bien misérable du clergé yougoslave. La forme s'est certainement modifiée, mais l'hostilité profonde contre les prêtres slaves subsiste¹.

La campagne des milieux nationalistes et fascistes de la Vénétie Julienne et de la presse de cette région est dirigée principalement contre le clergé slovène du diocèse de Gorizia — le seul qui ait conservé à sa tête un prélat slovène, Mgr Sedej — et, en premier lieu, contre le séminaire de Gorizia. Ce dernier est constamment dénoncé comme un foyer d'activité anti-nationale, comme un lieu de formation de prêtres anti-italiens. Dans un article intitulé « Résidus et foyers de propagande anti-italienne dans les campagnes et dans les villes

1. A titre d'exemple de l'esprit qui règne, à cet égard, dans certains milieux fascistes de Trieste, nous avons cru intéressant de reproduire intégralement un petit entrefilet du *Popolo di Trieste* du 27 février 1928 relatif à un incident survenu dans une église de Trieste :

« Dans l'église de N.-D. du Bon Secours (San Antonio Vecchio), un citoyen italien, de Trieste italienne, est intervenu hier après-midi, dans une forme digne à cause du respect dû au lieu, mais avec fermeté, contre un prêtre qui prêchait en langue slave aux nombreux fidèles réunis dans le temple.

Le prêtre avait prononcé peu de paroles dans cet idiome qui nous est inconnu lorsque, sous la chaire où il prêchait, apparut un jeune homme qui, au milieu du plus vif étonnement des fidèles, adressa au prêtre une invitation formelle à cesser le sermon ou à le continuer en italien, langue qui eut été aussi bien comprise par tous ceux qui remplissaient l'église.

« Dix ans après le jour — ajouta l'inconnu — où Trieste a été libérée par le sang de l'armée italienne, il n'est pas admissible que dans notre ville, au cœur même de Trieste, on prêche en langue slave. Il faut en finir avec cette survivance autrichienne. »

Le prêtre, ayant compris l'italien, s'écria avec fougue oratoire à son interrupteur. « Mais je prêche comme on me l'a ordonné ! »

— Qui ? insista énergiquement l'inconnu.

— S. E. l'Evêque !

— Allons alors chez l'Evêque. parce que vous ne devez plus prêcher en slave ! »

de la frontière », le *Popolo di Trieste*¹ s'attaque d'une manière particulièrement violente à ce séminaire, d'où sortent une grande partie des prêtres des régions frontalières. « C'est dans ce séminaire — lit-on dans ce journal — *cénacle d'études littéraires et d'œuvres humanitaires* que l'on crée les plus insidieux propagandistes contre le régime italien qu'ils qualifient de provisoire... les soutiens des incendiaires et des voleurs, c'est dans ce séminaire que s'entraînent les propagandistes de la parole slovène, qui encouragent les femmes à tenir leurs enfants éloignés des organisations fascistes pour la jeunesse, qui incitent les jeunes gens à suivre l'exemple criminel de l'*Orjuna*², insinuant dans les âmes la compassion pour les victimes du régime fasciste, victimes que le Fascisme a le seul tort d'avoir généreusement ménagées ».

De même, le Prince Archevêque de Gorizia, Mgr. Sedej, « Slovène dans l'âme et en actions », dit le *Popolo di Trieste*, est également violemment pris à partie par la presse italienne qui lui reproche de s'opposer à la pénétration de la langue, de la culture et de la civilisation italiennes parmi les populations slovènes.

En fait, il faut reconnaître qu'à l'heure actuelle, le clergé slave, quoique amoindri considérablement, représente encore un élément important pour la défense de la langue et de la culture slaves.

Le terrain sur lequel une lutte particulièrement vive s'est engagée avec les autorités italiennes est celui de l'enseignement du catéchisme. Jusqu'à la fin de l'année scolaire 1927-1928, l'enseignement du catéchisme avait été donné dans les écoles par les prêtres qui, d'une manière générale, utilisaient pour cet enseignement la langue maternelle des enfants :

1. *Popolo di Trieste*, 1^{er} décembre 1928.

2. Association patriotique yougoslave à laquelle les Italiens de Vénétie Julienne attribuent la plupart des actes de violence accomplis contre les éléments italiens de cette région. Cette association fut dissoute, en même temps que les autres associations politiques yougoslaves, peu après le coup d'état du 6 janvier 1929 du roi Alexandre.

dans les villes ou villages italiens, cet enseignement était donné en italien; par contre, dans tous les villages où il existait un prêtre slave, le cathéchisme était enseigné en croate ou en slovène. Sans doute, comme nous venons de l'exposer, il existait des paroisses purement croates dont le curé était italien et qui, parfois, était venu des anciennes provinces et ignorait la langue du pays.

Mais, cependant, en particulier dans les paroisses slovènes dépendant de l'archevêché de Gorizia ou, à plus forte raison de celui de Loubiana¹, il y avait encore de très nombreux prêtres slovènes qui enseignaient le cathéchisme en cette langue.

Il y avait évidemment là une lacune dans la politique d'italianisation des jeunes enfants. Le prêtre pouvait, en effet, à défaut de l'instituteur, maintenir l'emploi du croate ou du slovène. Il pouvait même, tout en enseignant le catéchisme, veiller à ce que les enfants ne lui répondent pas en une langue incorrecte. L'instruction religieuse en langue slave ne pouvait, sans doute, se transformer en leçons de grammaire, mais elle n'en constituait pas moins un obstacle relativement important à l'accomplissement des désirs des autorités italiennes, à la réalisation de leur politique d'italianisation intégrale de la Vénétie Julienne. Tant que des prêtres slaves pourront enseigner le catéchisme aux enfants dans une langue slave, quelles que soient d'ailleurs les entraves qu'y puissent mettre les autorités administratives ou gouvernementales, les langues slaves ne disparaîtront pas de la Vénétie Julienne. Ces populations, profondément croyantes, n'oublieront pas la langue dans laquelle elles ont commencé à prier, la langue dans laquelle on leur a expliqué ce qu'était leur religion.

On s'efforça de combler cette lacune dans la politique

1. L'archevêché de Loubiana exerce encore son autorité sur certaines communes rattachées à l'Italie, de même que celui de Gorizia comprend quelques paroisses situées en Yougoslavie,

d'italianisation. En septembre 1928, le *Provdilcre agli studi* pour la Vénétie Julienne, le Dr Mondino, donna en effet, dans une circulaire adressée aux directeurs d'écoles primaires, des instructions afin que ceux-ci refusent désormais l'accès des écoles aux prêtres qui feraient le catéchisme en croate ou en slovène. Par suite, l'instruction religieuse devait donc être donnée en italien soit par le prêtre, soit, à son défaut, par l'instituteur, après entente avec les autorités ecclésiastiques.

Contre les instructions données dans cette circulaire de septembre 1928, l'archevêché de Gorizia, en particulier, s'éleva très énergiquement¹. Un compromis fut cherché et trouvé sur la base suivante : les dogmes seraient enseignés en italien et les explications données en langue slave. Mais ce compromis sur lequel s'était fait l'accord des autorités ecclésiastiques et scolaires locales ne reçut pas l'approbation du gouvernement Italien qui n'acceptait l'enseignement

1. Dans une lettre pastorale du 18 janvier 1929, Mgr Sedej écrit entre autres :

« Depuis le début de l'année scolaire courante, notre clergé et nos fidèles, quelle que soit leur nationalité, ont été particulièrement émus par la question de l'enseignement religieux dans les écoles primaires. Comme on le sait, l'autorité supérieure scolaire a étendu, d'une manière inattendue, aux nouvelles provinces, les règlements scolaires concernant l'enseignement religieux ; conformément à ces dispositions, l'enseignement du catéchisme doit être fait dorénavant, dans toutes les écoles primaires, en langue italienne. Cet enseignement sera donné par des personnes laïques ou autres, reconnues compétentes à cet effet, après entente entre les autorités scolaires et ecclésiastiques. Par suite de cette mesure, les personnes allogènes qui vivent dans les provinces ci-dessus mentionnées ont perdu le droit dont elles avaient joui jusqu'à maintenant d'enseigner, dans les écoles, le catéchisme dans la langue du pays.

Au moment où nous écrivons, la question n'est pas encore résolue d'une manière définitive : on dit que l'enseignement religieux en langue slovène ne sera autorisé que pour la première année. Cependant, ceci est insuffisant, car l'enseignement de cette matière difficile et importante devrait avoir lieu dans la langue maternelle dans toutes les classes, si l'on désire obtenir un réel résultat...

Si le Saint-Siège a autorisé, pour des raisons importantes, que l'enseignement du catéchisme soit commencé dans les écoles italiennes par les instituteurs, il a montré par là que les pasteurs spirituels doivent le compléter par l'enseignement dans les églises... »

François-Borgia.
Prince-Archevêque de Gorizia.

religieux en langue slave que pour la première année, année pendant laquelle il est évidemment absolument indispensable que cet enseignement soit donné dans la seule langue que comprennent des enfants, la langue qu'ils parlent dans leur famille.

En présence de cette nouvelle difficulté, dans la plus grande partie des régions habitées par des fidèles de langue croate ou slovène, les prêtres slaves enseignèrent le catéchisme dans les églises, en utilisant la langue du pays.

Ainsi, c'est surtout sur l'enseignement religieux que porta l'effort des autorités italiennes; car, en cette matière comme pour la plupart des autres, elles s'attachent beaucoup plus à la formation des enfants, qu'elles s'efforcent de détacher des influences traditionnelles de la famille, de l'école et de l'église slaves, plutôt qu'à la transformation des sentiments nationaux des personnes adultes. En fait, quoique avec certaines difficultés et malgré des incidents analogues à celui relaté plus haut¹, on prêche encore en slave dans un très grand nombre d'églises de la Vénétie Julienne. Aux portes de Trieste, à Barcola, Roiano, San Giovanni, San Giacomo, Servola, par exemple, on prêche très souvent en slovène.

Nous venons de voir quels aspects principaux revêt la politique d'italianisation en ce qui concerne l'Eglise. Il nous semble intéressant d'étudier en outre sommairement la question de la liturgie et des formes extérieures du culte et de montrer l'action entreprise par certains milieux italiens pour retirer à l'Eglise son caractère extérieur slave.

Dans certains pays slaves où l'élément orthodoxe voisinait avec l'élément catholique, l'Eglise romaine fut amenée à admettre, au lieu du latin, l'emploi de la langue slave locale comme langue liturgique. Dans les pays de langue croate

1. V. *supra* p. 118.

ou slovène, la langue slave employée à l'église est d'ailleurs différente de la langue parlée par les habitants, n'ayant pas suivi la même évolution. En outre, elle est écrite en caractères glagolitiques qui diffèrent des caractères latins aussi bien que des caractères cyrilliques.

Plutôt que de voir dans l'emploi de cette langue paléo-slave à l'Eglise, une preuve du manque de culture des Yougoslaves qui adoptèrent le catholicisme et de l'impossibilité de trouver dans leur pays, à l'époque de leur conversion au christianisme, des personnes instruites pour les consacrer au sacerdoce, comme on l'a soutenu en Italie, il semble plus exact de voir là une manifestation de l'habileté pontificale qui sut, tenant compte de la situation locale, apporter les modifications nécessaires aux formes extérieures du culte afin d'éviter que la masse du peuple allât à l'Eglise orthodoxe où elle pouvait comprendre la langue liturgique. Le fait qu'après avoir rencontré des défenseurs et des propagandistes ardents tels que l'Evêque Grégoire de Nin¹, chancelier du roi croate Tomislav au x^e siècle, qui en répandit l'emploi en Dalmatie, l'usage du paléo-slave se soit maintenu jusqu'à nos jours prouverait plutôt la vitalité et la force d'expansion de la civilisation yougoslave.

Nombreuses étaient les églises de la Vénétie Julienne, non seulement dans les campagnes, mais également dans les grandes villes où la langue liturgique était le paléo-slave. A Trieste, par exemple, elle était en usage, à San Antonio nuovo, à San Antonio vecchio, à San Giacomo.

Lorsque la Vénétie Julienne fut réunie à l'Italie, certaines protestations s'élevèrent contre cet état de choses, de la part de membres de la population italienne. Dans d'assez nombreux cas, des associations diverses, des groupes de paroissiens protestèrent auprès des autorités religieuses, en parti-

1. *Nin* (*Nona* en italien) est une petite ville située en Dalmatie, au nord de Zara.

culier sur le Carso et à Trieste. Ces protestations, parfois effectuées en termes très vifs, obtinrent assez souvent comme résultat le remplacement du paléo-slave par le latin; cependant, il existe encore actuellement de nombreuses églises en Vénétie Julienne où la langue slave est demeurée la langue liturgique.

Une action, dont le succès est peut-être plus difficile encore a été entreprise récemment contre les chants et cantiques slaves dans les églises. Plus que la langue liturgique, les hymnes et cantiques croates et slovènes contribuent, à donner à l'Eglise en Vénétie Julienne ce caractère slave que tant d'Italiens déclarent considérer comme un anachronisme dans une Italie unifiée, comme une « survivance autrichienne ». Ne pouvant prétendre obliger la population slave à chanter en italien, des associations patriotiques italiennes s'efforcent de répandre partout l'usage d'un recueil de chants liturgiques grégoriens, le *Canzoniere Nazionale*, publié par la Direction générale de l'Instruction primaire. C'est en particulier au *Dopolavoro* et à la *Lega Nazionale* qu'est confié le soin de propager l'emploi des chants grégoriens qu'ils font enseigner par des professeurs de chant choisis par eux.

D'autre part, la nouvelle section diocésaine instituée à Udine par l'*Associazione Santa Cecilia* (Association Sainte Cécile) fait actuellement un grand effort pour introduire partout, conformément au désir exprimé dans le *Motu Proprio* du pape Pie X, le chant liturgique. Le but de cette association est, sans doute, bien éloigné de la politique d'italianisation du gouvernement. Cette association se meut sur un plan différent, elle a un domaine d'action bien distinct. Cela n'empêche cependant pas de l'utiliser pour s'efforcer de diminuer à travers l'Eglise, le sentiment national slave des fidèles.

Doit-on conclure de cette situation faite à l'Eglise catho-

lique que — comme le dit un rapport de l'Association yougoslave pour la Société des Nations¹ — celle-ci devient « un moyen dans la lutte politique contre les fidèles de nationalité yougoslave ». Nous ne le croyons pas, d'une manière absolue. Tel serait peut-être le désir de certaines autorités italiennes, mais, parmi les hauts dignitaires ecclésiastiques de la Vénétie Julienne — Italiens ou Yougoslaves — il en est qui semblent bien ne pas vouloir rentrer dans ces vues et préfèrent s'inspirer uniquement des intérêts supérieurs de la religion, cherchant exclusivement à satisfaire aux besoins spirituels des fidèles qui leur ont été confiés.

La situation religieuse actuelle des Yougoslave devenus ressortissants italiens est d'ailleurs susceptible d'être modifiée prochainement. Comme on le sait, la réconciliation de l'Eglise catholique et de l'Etat italien entraîna la signature d'un Concordat entre le Saint-Siège et le Royaume d'Italie, le 11 février 1929. Quel sera l'effet de ce concordat sur la situation religieuse des Croates et des Slovènes de Vénétie Julienne ? Comment, en particulier, sera appliqué l'art. 22 qui dispose que les curés devront connaître la langue italienne, et que, s'il est nécessaire, il leur sera adjoint des vicaires qui, outre l'italien, connaîtront la langue du pays, afin de pouvoir exercer leur ministère religieux dans la langue des fidèles² ? Le Concordat est de date trop récente pour que ces questions puissent être dès maintenant résolues.

1. *La minorité yougoslave en Italie*, Genève 1927.

2. Art. 22 : Seuls les ecclésiastiques qui sont citoyens italiens pourront recevoir des bénéfices situés en Italie. Les titulaires des diocèses et des paroisses devront en outre parler la langue italienne. S'il est nécessaire, des coadjuteurs leur seront adjoints, qui, outre l'italien, devront comprendre et parler également la langue en usage dans la région, dans le but de pouvoir exercer le ministère religieux dans la langue des fidèles (*allo scopo di prestare l'assistenza religiosa nella lingua dei fedeli*) selon les règles de l'Eglise.

VII. — Les Associations culturelles yougoslaves en Vénétie Julienne.

Les diverses fédérations d'associations yougoslaves en Vénétie Julienne. Les actes de violence contre ces associations. La loi Federzoni. *L'action du Préfet de Gorizia*. La dissolution volontaire des associations slovènes. La dissolution des autres sociétés. Le *Dopolavoro*. Les buts qu'il poursuit. Son action dans les pays slovènes.

En dehors des associations économiques, dont nous aurons à parler plus loin¹, il existait, en novembre 1918, au moment de l'armistice, dans les provinces autrichiennes nouvellement occupées par l'Italie, de nombreuses associations yougoslaves ayant un but religieux, charitable, sportif ou présentant un caractère de culture intellectuelle. Comme nous l'avons indiqué plus haut², les associations d'une ville ou d'une région déterminée avaient très souvent leur siège dans un même immeuble, qui portait le nom de *Narodni Dom*, ou Foyer National.

Pendant la guerre, ces associations avaient eu un fonctionnement ralenti et plus difficile, non seulement à cause de la mobilisation qui leur avait enlevé de nombreux membres, mais aussi parce que la Vénétie Julienne se trouvait dans la zone des opérations de guerre. Cependant, à partir de l'année 1920, malgré les difficultés de toute nature résultant de l'occupation italienne, malgré le départ du pays d'une forte proportion d'intellectuels, les diverses associations yougoslaves de la Vénétie Julienne se reconstituèrent avec un réel succès. Ces associations, qui s'étaient surtout reformées dans les régions de langue slovène, se groupèrent d'abord en un seul groupe de fédérations; puis, à la suite

1. Voir *infra*, p. 135.

2. Voir *supra*, p. 63.

de la session intervenue en 1921, après le congrès de Villa Opicina, près de Trieste, entre le parti libéral slovène et le parti catholique, elles se partagèrent en deux groupes : les fédérations à tendance libérale et celles à tendance chrétienne sociale.

C'est ainsi qu'il existait en 1922, environ 350 associations, présentant un caractère de culture intellectuelle, se rattachant à l'une des fédérations suivantes :

La *Prosveta* (La Culture) qui avait son siège à Trieste et groupait les associations de Trieste, du Carso et de l'Istrie. Cette fédération était de tendance libérale-nationale.

La *Prosvetna Zveza* (Union culturelle) et la *Zveza prosvetnih društev* (Union des Sociétés culturelles) qui avaient leur siège à Gorizia et groupaient les associations de culture intellectuelle slovènes. La première groupait celles de tendance chrétienne-sociale; la seconde celles d'esprit libéral.

Outre ces trois fédérations, existaient :

la *Zveza teloradnih društev* qui comprenait les anciennes sociétés de gymnastique connues sous le nom de *Sokols*;

la *Sportno Udruzenje* (Union sportive) qui groupait des associations sportives de jeunes gens dont le plus grand nombre se trouvait dans la région de Trieste;

la *Zveza mladinskih društev* (Association de sociétés de jeunes gens), qui était particulièrement surveillée par la police à cause de l'esprit nationaliste yougoslave de ses membres. Elle comprenait en particulier des sociétés de musique et des sociétés chorales telles que la *Glasbena Malica* et l'*Ilija* qui allaient dans les divers villages où elles organisaient des tournées.

Ces diverses sociétés étaient remarquablement organisées : répandues sur toute l'étendue du territoire peuplé par des Yougoslaves, dans les grandes villes comme dans les plus petits villages, elles étaient généralement, au point de vue économique, assez florissantes. Dans les régions de Gorizia

et de Trieste, en particulier, ces associations avaient atteint un très grand degré de développement. En Istrie existaient également de nombreuses sociétés chorales, salles de lectures, associations sportives (*Sokols*).

Nous avons déjà vu qu'il arrivait que ces associations fussent l'objet de violences de la part de la population italienne, conduite souvent par des miliciens fascistes¹; mais ces violences tendirent de plus en plus à disparaître, au fur et à mesure que le Gouvernement fasciste affermissait son autorité et pouvait imposer avec plus de fermeté une stricte discipline à ses troupes, ou si l'on aime mieux, à mesure que, s'éloignant des voies illégales et des actions de violence, le Parti National Fasciste poursuivait la réalisation des mêmes buts en se maintenant plus étroitement dans le cadre de la légalité, légalité qui portait d'ailleurs de plus en plus l'empreinte des doctrines fascistes.

Cependant, malgré la diminution de ces actes de violence, la situation des associations yougoslaves fut loin de s'améliorer. On leur reprochait toujours aussi ardemment de travailler à des fins politiques, sous un masque sportif, intellectuel ou religieux.

La législation italienne était, avant l'introduction du régime fasciste, particulièrement tolérante et libérale à l'égard du droit d'association. La première mesure législative qui vint y apporter des restrictions fut la loi connue sous le nom de loi Federzoni qui exige, pour la fondation de toute association, l'autorisation gouvernementale; le Gouvernement devant également approuver les statuts. En outre, cette loi donne le droit aux autorités de police de se faire présenter les livres de l'association et d'avoir communication de la liste de ses membres.

En ce qui concerne les associations yougoslaves, cette loi

1. Voir *supra*, l'incendie de l'Hôtel Balkan à Trieste, p. 62.

rendait impossible la fondation de nouvelles sociétés, car l'autorisation gouvernementale nécessaire à cet effet n'aurait certainement pas été obtenue. De plus, un certain nombre de sociétés existantes furent dissoutes par les autorités italiennes. Cependant, au début du second semestre de 1927, il existait encore en Italie environ 300 Associations yougoslaves sportives, musicales, ou présentant un caractère de culture intellectuelle.

A cette date, la presse italienne, appuyée par les diverses organisations fascistes, commença contre elles une violente campagne. En particulier, lors du congrès tenu à Trieste le 12 juin 1927 entre les Secrétaires fédéraux fascistes de Gorizia, Trieste, Pola, Fiume et Zara, ceux-ci établirent une « ligne unique » de conduite et soumirent au Président du Conseil, M. Mussolini, un mémorandum où ils proposaient diverses mesures radicales. Ces mesures sont résumées ainsi par le *Popolo di Trieste* : « Les instituteurs slaves, les prêtres slaves et les sociétés culturelles slaves sont de tels anachronismes et de tels non-sens dans la Vénétie Julienne, qu'il faut en finir avec la tolérance italienne ».

Cette campagne réussit parfaitement et ses désirs furent réalisés par l'action énergique du préfet, mis, en 1927, à la tête de la province de Gorizia, M. Cassini. Le but poursuivi et pratiquement réalisé par M. Cassini fut la dissolution de toutes les organisations slaves de la province. Il préféra d'ailleurs, plutôt que d'employer des mesures brutales d'autorité, avoir recours aux divers moyens de persuasion ou de pression auxquels sa position lui permettait de recourir. Il put ainsi procéder d'une manière systématique à ce que l'on appela la dissolution volontaire des sociétés slovènes¹.

1. Sur la question de la spontanéité des demandes de dissolution volontaire, nous ne nous étendrons pas, nous contentant de reproduire un extrait suffisamment précis du *Piccolo di Trieste*, du 25 janvier 1928 : « Créées au temps de l'Autriche contre l'élément italien, ces Sociétés étaient restées tranquilles presque sans être inquiétées et continuaient ainsi leur sournoise action anti-

La procédure généralement adoptée fut la suivante : les sociétés présentaient au Préfet une demande de dissolution signée par leurs dirigeants. Dans cette demande, ils expliquaient que leurs sociétés ne correspondaient plus aux nouveaux sentiments de la population et aux directives du parti national fasciste. Ils se réservaient généralement en outre la faculté de se reconstituer, en temps voulu, avec l'autorisation de l'autorité compétente, en sections de l'*Opera Nazionale Dopolavoro* (Après le travail).

C'est ainsi que disparurent, fin 1927, les associations culturelles slovènes auxquelles la presse italienne reprochait vivement de s'efforcer de neutraliser la politique d'italianisation entreprise par le Gouvernement italien¹. En fait, il semble bien que ces associations s'efforcèrent jusqu'à leur disparition de rester fidèles à leur but. Elles voulurent empêcher de disparaître complètement de la Vénétie Julienne le patrimoine intellectuel qu'elles avaient accepté pour mission de défendre et d'enrichir et qu'elles voyaient menacé de tous côtés. Pour cela, elles répandirent jusqu'au bout les différentes publications ou les livres slaves parmi les adultes, cherchant en même temps à permettre aux parents qui le désiraient, d'enseigner le slovène à leurs enfants, en mettant à leur disposition des A., B., C., et des livres d'études primaires.

En même temps que le Préfet de Gorizia procédait à la dissolution des sociétés slovènes, ceux de Trieste, Fiume et

italienne avec la mentalité de jadis. On les soupçonnait de plus d'être subventionnées par diverses organisations économiques internes et de recevoir aussi de fréquentes subventions de l'étranger.

Il fallait donc trancher dans le vif, et le préfet Cassini n'a pas hésité, il les a dissoutes d'un seul coup, conformément aux termes de la loi. Ainsi, ont disparu, 200 associations de ce genre : une espèce de secte secrète de l'Anti-Italie.

1. Signalons également qu'à Gorizia, l'immeuble du *Trgovski Dom* (Foyer des commerçants) qui était le siège de nombreuses sociétés populaires et du théâtre slovène local a été réquisitionné par le préfet « pour trois années » afin qu'y soient installés les bureaux de la préfecture.

Pola ordonnaient de leur côté la suppression de nombreuses associations croates. Ainsi, la *Dijaska Matice*, œuvre de secours aux jeunes étudiants, fut dissoute par le préfet de Trieste et son patrimoine confisqué, quoique ses statuts mentionnassent expressément que les bourses d'études ne pourraient être accordées qu'à des élèves faisant leurs études en Italie.

De même disparut, par exemple, le club *Sirena* de Trieste, dissous pour activité antinationale. Dans le bâtiment qu'il occupait s'est installé un nouveau club, *Diadora*, dont les membres sont des irrédentistes italiens dalmates. La *Sportno Udruzenje* de Trieste qui groupait onze associations sportives et la *Société Alpine* ont été également dissoutes¹.

Il est certain que, peut-être plus encore que la presse, les associations minoritaires présentant un caractère de culture intellectuelle se trouvent dans une position très délicate vis-à-vis des autorités gouvernementales. Leur rôle essentiel est de maintenir intact le patrimoine intellectuel de leur nationalité, de répandre parmi le peuple l'amour de sa langue et de sa culture. A cette action tendent nécessairement à s'ajouter des efforts visant au maintien jaloux de la conscience nationale. Ceci ne signifie nullement la création d'un irrédentisme politique; mais il y a certes là un écueil à éviter. Il ne faut pas, sous peine de risquer de troubler gravement la paix mondiale, que la protection, pleinement justifiée d'ailleurs, qui fut accordée d'une manière générale à ces associations par les traités des minorités risque de provoquer la création de mouvements politiques séparatistes. Il semble bien d'ailleurs, en ce qui concerne les associations yougoslaves de la Vénétie Julienne, que les autorités italiennes ne procédèrent pas à leur dissolution à cause de tel ou tel acte

1. Zara était le siège de diverses associations, en particulier celui d'une Société littéraire, la *Matice Dalmatinska*, dont l'activité s'étendait à toute la Dalmatie. La réunion de Zara à l'Italie amena la disparition de ces associations.

d'hostilité contre l'Italie, mais simplement, à cause de leur caractère slave.

On a pu voir par le court exposé que nous venons de faire que les Yougoslaves d'Italie sont actuellement presque entièrement dépourvus de toute organisation propre à assurer parmi eux le développement de la culture littéraire, philosophique ou artistique sous toutes ses formes. Il ne faut pas en déduire que l'Italie désire maintenir dans un état de culture inférieure les populations slaves qu'elle a annexées. Elle désire simplement supprimer leurs organisations antérieures, afin que les Yougoslaves soient plus naturellement amenés à adhérer aux diverses organisations créées par le régime fasciste. Parmi celles-ci, de beaucoup la plus importante parce qu'elle s'adresse à la masse des travailleurs est le *Dopolavoro* (*Opera Nazionale Dopolavoro*), (Œuvre nationale « Après le Travail »). Cette œuvre, que nous avons déjà mentionnée¹, après s'être d'abord développée grâce à l'initiative privée, se rattacha par la suite à la Confédération des Corporations syndicales fascistes et constitue actuellement un organisme placé directement sous le contrôle des autorités fascistes.

En ce qui concerne en particulier la province de Trieste, le but poursuivi par le *Dopolavoro* a été fort clairement exposé par le secrétaire fédéral de Trieste du Parti National Fasciste, M. Cobolli-Gigli dans l'assemblée des dirigeants des diverses institutions sportives et de culture intellectuelle qui s'est tenue à Trieste le 17 janvier 1929, dont il a déjà été question.

D'après M. Cobolli-Gigli, le but que poursuivra le nouveau président du Comité provincial de Direction, M. Domeneghini, sera d'incorporer au *Dopolavoro* toutes les forces du travail afin de les encadrer dans un « sens politico-national ». Le but poursuivi par le *Dopolavoro* est en effet d'exercer une action profonde parmi le peuple, en y répandant la culture italienne

1. Voir *supra* p. 69.

et les idées directrices du parti fasciste.

Actuellement, c'est le Secrétaire Général du Parti Fasciste, le député Augusto Turati qui, suivant les directives de M. Mussolini, coordonne l'action des diverses sections du *Dopolavoro* et qui nomme les présidents locaux. Comme pour les autres organisations fascistes, alors qu'à l'intérieur du royaume l'action du *Dopolavoro* vise surtout, en même temps que le développement de la culture intellectuelle et des divers sports, à affermir et préciser dans le sens des idées fascistes d'ordre et d'autorité, la conscience politique des masses travailleuses italiennes, auxquelles il semble bien que le Gouvernement s'intéresse d'une manière toute particulière, dans les provinces de la frontière orientale son but est en premier lieu d'exercer une action d'italianisation sur les éléments allogènes.

Cette action fut particulièrement intense dans les régions slovènes. En décembre 1927, le Secrétaire fédéral du Parti fasciste pour la province de Gorizia, de retour de Rome, exposait à un représentant du *Popolo di Trieste*¹ ses intentions concernant le développement ultérieur du *Dopolavoro* dans cette province : « Mon but — dit-il — est de créer un *Dopolavoro* complet dans chaque commune et particulièrement dans les pays de la zone allogène, où, par suite de la fermeture de tous ces pseudo-cercles de culture slovène, vrais foyers d'activité politique anti-italienne, on sentait vivement le besoin de créer, sous l'égide du Parti, des centres d'activité culturelle et d'assistance qui servent à compléter l'action spirituelle que les Faisceaux exécutent si magnifiquement ».

Depuis cette date, de nombreux progrès ont été réalisés, en effet, dans les diverses régions de langue slave et en particulier sur le Carso où les institutions du *Dopolavoro* ont atteint un grand développement. L'adhésion des ouvriers

1. *Popolo di Trieste*, 16 décembre 1927.

est évidemment libre en principe, mais, bien souvent, il semble à craindre que le fait pour un ouvrier de refuser d'y adhérer soit considéré comme une manifestation anti-italienne qui puisse exposer celui qui la commet à de réelles difficultés.

Il y a donc bien loin de la situation faite à la minorité yougoslave d'Italie, au point de vue de ses associations, à ce que devrait être à cet égard la situation d'une minorité, conformément aux principes du droit international public, résumés avec particulièrement de précision et de clarté par M. Mandelstam lorsqu'il expose comme suit les raisons qui l'amènent à réclamer le droit des minorités à une autonomie personnelle : « A la base de tout le droit conventionnel sur les minorités se trouve la reconnaissance du droit au maintien et au développement des particularités nationales, religieuses ou linguistiques. Or, pour atteindre ce but, les minorités doivent déployer une activité culturelle et sociale qui ne saurait se passer d'une organisation. Le droit de créer et de diriger des institutions, accordé par les traités aux individus appartenant à des minorités, ne saurait suffire au but général. L'activité culturelle, religieuse ou sociale de tous les membres d'une minorité et de leurs institutions doit être coordonnée par une volonté unique tendant à réaliser l'idéal commun. Pour pouvoir user de la plénitude des droits que leur ont octroyés les traités, les membres des minorités ont un droit naturel de s'organiser au sein de l'Etat, en personnes morales de droit public¹ »

1. La protection des minorités, Académie de droit international, *Recueil des cours*, tome I, page 444, Paris, Hachette 1925.

VIII. Les organisations économiques yougoslaves en Vénétie Julienne

L'organisation coopérative en Vénétie Julienne. *La Zadružna Zveza*. L'institution d'une commission d'enquête. Les reproches faits à la gestion financière de cette fédération. La dissolution du Conseil d'Administration et du Comité de surveillance. La dissolution de la Fédération et la nomination d'un commissaire liquidateur. L'organisation corporative fasciste : la loi du 3 avril 1926 et les syndicats. L'adhésion des Yougoslaves aux organisations fascistes.

Les Yougoslaves d'Istrie et de la région de Gorizia possédaient, à la signature du Traité de Rapallo, une très remarquable organisation économique coopérative qui pouvait être considérée comme l'armature de l'économie rurale du pays. Dans la politique d'assimilation poursuivie par l'Italie, la suppression des organisations coopératives slaves était un point particulièrement important. Les autorités italiennes craignaient, en effet, que ces coopératives qui, en fait, étaient maîtresses de la vie économique des populations rurales ne s'efforçassent de les maintenir dans un état d'esprit, sinon hostile à l'Italie, tout au moins complètement étranger. Elles voulaient également éviter que les ressources importantes mises à la disposition de ces organismes ne fussent employées à financer des entreprises ou des associations à caractère politique.

La première *Zadruga* (coopérative) de la Vénétie Julienne fut fondée en 1880 à Servola, faubourg industriel de Trieste, c'était une association de crédit mutuel, la *Gospodarsko Drustvo*. Très rapidement, se fondèrent de nombreuses autres *Zadruga*, de sorte qu'en 1900, dans le territoire qui est devenu actuellement celui de la Vénétie Julienne, il en existait 155. En 1914, leur nombre avait considérablement augmenté et atteignait 617.

Pendant toute la durée de leur fonctionnement, ces diverses *Zadruga* et, particulièrement, celles qui s'occupaient du crédit rural donnèrent entière satisfaction. D'elles dépendait tout un vaste réseau de caisses de crédit et de caisses d'épargne qui s'étendait jusqu'aux plus petits villages de la montagne. Grâce à elles, les paysans purent résister aux tentatives d'absorption de la part des grands propriétaires terriens. Un chiffre indiquera d'ailleurs toute l'importance de la place qu'elles occupaient dans l'économie du pays : le nombre des membres des diverses *Zadruga* existant sur le territoire actuel de la Vénétie Julienne atteignait, en 1914, 94.000.

Nous n'examinerons pas, dans le détail, la situation de chaque groupe de *Zadruga* depuis le Traité de Rapallo. Nous nous bornerons à étudier à titre d'exemple la plus importante, la *Zadružna Zveza* ou Fédération de Coopératives. La *Zadružna Zveza* réunissait 170 coopératives ou associations : de ce nombre 70 étaient des caisses d'épargne ou de crédit, les autres étaient des coopératives de production, principalement laitières et vinicoles. Quoique fondée seulement en 1903, cette fédération était parvenue à grouper 47.000 membres soit, à elle seule, le même nombre que toutes les autres fédérations de la Vénétie Julienne.

Peu après sa fondation, elle avait acquis, de grands propriétaires fonciers, d'importantes étendues de terrains qu'elle avait ensuite réparties entre des colons. Dans la région de Gorizia, elle possédait en fait le monopole de l'industrie laitière. Le chiffre d'affaires effectué en 1927 par la *Zadružna Zveza* fut de 97 millions de liras.

Le 3 août 1926, une commission fut nommée par les autorités administratives italiennes pour étudier son fonctionnement économique et s'assurer si le maintien de l'organisation qu'elle possédait à cette époque ne présentait aucun danger pour ses adhérents. Etant donnée l'extrême importance de

la *Zadrusz a Zveza*, il était certainement normal que les autorités italiennes se préoccupassent des répercussions éventuelles que pouvaient avoir, non seulement pour la petite économie rurale, mais également pour l'économie de toute la région, des difficultés financières éventuelles de cette Fédération. Mais il semble bien que les raisons politiques ne furent pas étrangères à cette détermination et que ce que l'on reprochait à la *Zadrusz a Zveza*, plus encore peut-être qu'une politique imprudente d'immobilisations jugées excessives, c'était de ne pas se plier avec suffisamment de souplesse aux directives politiques du Gouvernement et d'effectuer en réalité, sous le couvert d'une action économique une action politique anti-italienne. On ne lui reprochait pas tant par exemple les crédits accordés à la *Mohorjeva Druzba* (Société de Saint Hermagore), association de culture intellectuelle slovène, ou à la typographie-librairie catholique slovène de Gorizia, comme de mauvais placements financiers; mais surtout comme des manifestations de sentiments anti-italiens.

Les résultats de l'enquête effectuée par la commission ci-dessus indiquée furent résumés par elle comme suit : « La *Zadruszna Zveza* est entièrement incapable de donner à ses adhérents une aide efficace et cet état de choses pourrait entraîner des conséquences graves pour les membres de la Fédération ainsi que pour l'économie de toute la région : en outre la direction de la Fédération ne nous semble pas digne de confiance. »

Comme suite à l'enquête qui venait d'être faite, le Préfet de Gorizia, par son arrêté n° 100 du 18 janvier 1928, prononça la dissolution du Conseil d'Administration et du Comité de Surveillance de cette Fédération. M. Licurgo Petrella fut nommé par le même arrêté Commissaire préfectoral pour l'administration extraordinaire de la Fédération, avec tous les pouvoirs et facultés conférés par les Statuts aux deux organes administratifs qui venaient d'être dissous. M. Petrella

était autorisé à adopter toutes les mesures jugées utiles dans le but d'assurer à la Fédération et à ses membres le développement nécessaire dans l'intérêt économique de la région où elle exerçait son activité.

Il est aisé de comprendre que, dans ces conditions, à l'Assemblée Générale du 16 juin 1928, les autorités locales obtinrent aisément la nomination d'un nouveau Conseil d'Administration composé de personnes donnant, au point de vue politique, toute garantie. Dans cette même assemblée, fut décidé le changement de nom de la Fédération qui devint la *Federazione fra le Società Cooperative Economiche e di Credito*, ainsi que diverses modifications aux statuts. Le siège social fut transféré à Trieste et la Fédération constituée en Consortium à responsabilité limitée.

Ce n'était d'ailleurs là qu'une deuxième étape; au début de février 1929, le préfet de Trieste, M. Forniacari, prononça par arrêté, la dissolution de la Fédération. Cet arrêté fut provoqué par une lettre collective de la majorité des membres du Conseil d'Administration et du Comité de Surveillance de cette Fédération, dans laquelle ils présentaient leur démission. La raison donnée par ceux-ci d'une telle décision fut l'impossibilité d'assainir la situation financière, une fois corrigés les postes du bilan où figuraient — dirent-ils — de nombreux crédits pratiquement irrécouvrables.

Il est d'ailleurs exact qu'un certain nombre d'opérations financières de la *Zadružna Zveza* avaient été malheureuses et qu'en particulier la faillite de la *Slovenska Banka* (Banque de Slovénie) de Loubiana, où la Fédération avait déposé presque tous les dépôts en dinars de ses sociétés membres avait entraîné pour celle-ci une forte perte. Mais on peut cependant discuter l'opinion exprimée par le préfet Forniacari qui dans son arrêté déclarait que les circonstances dans lesquelles la Fédération exerçait son activité excluaient toute possibilité d'un développement ultérieur qui put compen-

ser les pertes passées et qui en conséquence prononçait la mise en liquidation de celle-ci, nommant M. Remigio Tamaro, Commissaire liquidateur.

En même temps, la Caisse d'Épargne de Trieste prenait l'initiative de la constitution d'une Caisse Centrale destinée à grouper les diverses Caisses rurales qui étaient rattachées auparavant à la *Zadrugna Zveza*. De son côté, la *Banca Nazionale del Lavoro e della Cooperazione*, commença l'examen de la situation des Coopératives économiques ou de production afin de coordonner leur action.

On peut donc dire que l'organisation coopérative slovène, si florissante en 1914, est actuellement entièrement passée sous le contrôle du Gouvernement italien et a complètement perdu son individualité.

Une situation analogue a été faite aux différentes autres coopératives de la Vénétie Julienne; par exemple à la Fédération de Coopératives de Trieste, qui groupait 130 associations : caisses de crédit et coopératives de production ou de consommation.

La disparition des diverses organisations coopératives slaves de la Vénétie Julienne devait permettre au Gouvernement italien d'introduire plus aisément dans cette région son organisation économique corporative. Cette organisation, qui modifie grandement les rapports entre le capital et le travail, présente à notre avis un intérêt considérable, puisqu'il y a là une tentative au plus haut point intéressante, d'incorporer, selon le mot d'Auguste Comte, le prolétariat dans la société, de réaliser l'entente et la collaboration de tous les éléments de la production sous le contrôle de l'Etat qui est seul placé au-dessus des intérêts divergents du capital et du travail.

Au point de vue qui nous intéresse, nous nous bornerons à constater que les corporations fascistes sont assujetties à un contrôle étroit des dirigeants du parti fasciste et que

leur action rentre toujours dans le cadre qui leur a été tracé par ce parti. Dans les territoires allogènes, cette organisation constitue donc une nouvelle arme dans les mains des autorités italiennes, leur permettant d'engager, sur un nouveau terrain la lutte pour l'italianisation intégrale de ces territoires.

Ne pouvant étudier en détail le régime corporatif tel qu'il fonctionne actuellement en Italie, nous en dirons cependant quelques mots, nous efforçant d'en faire ressortir les conséquences pour l'ouvrier ou le commerçant slave d'Italie.

Le Fascisme après avoir reconstitué l'autorité de l'Etat, interdit d'une manière absolue la violence dans les rapports entre patrons et ouvriers. Il fit des délits de la grève aussi bien que du lock-out. En même temps, il reconnut de la manière la plus large la capacité juridique des syndicats, auxquels était accordé le bénéfice de la reconnaissance juridique. Il fit plus : ces syndicats furent reconnus établissements d'utilité publique et dotés de nombreuses prérogatives¹.

Il est intéressant de noter que la liberté syndicale est en théorie parfaitement assurée, puisque, pour chaque catégorie de profession, peuvent se constituer des syndicats en aussi grand nombre qu'on peut le désirer. En fait, par contre, la situation est bien différente, puisque, par une fiction légale, on admet que seul un syndicat peut représenter l'ensemble des ouvriers exerçant une profession, qu'ils aient adhéré à ce syndicat ou à tout autre syndicat éventuel, qu'ils soient même syndiqués ou non. Par suite de cette fiction, les décisions prises par ce syndicat sont obligatoires

1. Sur l'organisation corporative fasciste, consulter en particulier l'étude très intéressante qu'y consacre M. Louis Villat, Professeur à la Faculté des Lettres de Besançon dans son article de *L'Année Politique française et étrangère* (numéro de juillet 1929, pp. 200-205), *L'Italie de 1926 à 1928; étude de sa politique intérieure*; consulter également dans la même revue (numéro de novembre 1928, pp. 420-448), l'étude de M. Gaetano Salvemini : *L'Etat corporatif dans l'Italie fasciste*.

pour tous les ouvriers. En particulier, les contrats collectifs de travail auxquels il est partie sont censés avoir été faits au nom de tous les ouvriers exerçant une même profession ou un groupe de professions connexes, dans une région déterminée et sont par conséquent obligatoires.

Selon l'expression de M. Villat¹, c'est donc bien une réelle souveraineté sur la catégorie professionnelle qu'elles représentent qui est attribuée aux associations reconnues.

On peut aisément imaginer l'usage qui a été fait par les syndicats fascistes, de ces prérogatives qui leur étaient accordées. Dans les contrats collectifs de travail qu'ils signent, des faveurs sont toujours prévues pour leurs membres. Il y est dit par exemple, que les patrons devront donner, lorsqu'ils engagent des ouvriers, la préférence à ceux qui appartiennent au Parti fasciste et aux Syndicats. En fait, d'ailleurs, seuls, les syndicats fascistes existent et l'immense majorité des ouvriers, quelles que soient leurs opinions — et en ce qui concerne la Vénétie Julienne ou le Trentin, quelle que soit leur nationalité — y adhèrent en masse.

Les commerçants ou industriels slaves sont, de même, contraints, en fait, d'entrer dans les associations professionnelles fascistes et de participer à toutes les manifestations patriotiques qu'elles organisent, car il est hors de doute que leurs affaires ne pourraient prospérer si à leur nom était accolé l'épithète de mauvais Italien, si la presse les faisait figurer dans la rubrique de ceux « pour qui la victoire n'a pas existé ».

Il n'entre nullement dans nos intentions de laisser croire que l'adhésion des Slovènes ou des Croates d'Italie aux diverses organisations syndicales ou corporatives fascistes, de même qu'aux autres organisations de jeunesse, par exemple, soit toujours obtenue par la pression ou qu'elle soit commandée aux intéressés par le besoin impérieux d'assurer leur existence matérielle. Nous n'ignorons nullement

1. *Op. cit.*, p. 204.

qu'il en est qui acceptent, avec indifférence, voire avec enthousiasme, leur réunion à l'Italie. S'il n'est pas possible de déterminer l'importance respective des différents facteurs qui agissent sur les Yougoslaves de la Vénétie Julienne et qui les amènent à adhérer aux diverses organisations du Gouvernement ou du Parti fasciste, il nous a paru cependant intéressant de noter les moyens de pression dont disposent à leur égard les autorités italiennes pour les amener à se ranger à leur point de vue.

IX. — Les libertés politiques des Yougoslaves d'Italie.

L'action politique slave en Vénétie Julienne sous la monarchie austro-hongroise : la Société politique *Edinost*. Les élections de 1921. Les élections de 1924. Le nouveau règlement électoral de 1925. Le plébiscite de mars 1929. La dissolution, le 19 septembre 1928, de la société politique *Edinost*. L'administration communale. Les podestats.

Sous la monarchie austro-hongroise, les Yougoslaves de la Vénétie Julienne constituaient un élément électoral très important ; ainsi, dans la province d'Istrie, en 1907, aux élections pour le Reichsrat, sur un total de 57.836 voix, 52.380 allèrent aux candidats croates, 14.270 aux candidats italiens, et le reste fut partagé entre des candidats chrétiens sociaux et socialistes qui se présentaient sans se rattacher à une nationalité déterminée. De même, à Trieste, par exemple, aux élections générales de 1911, environ 14.500 votes allèrent aux candidats italiens et environ 10.700 aux candidats yougoslaves.

A l'action politique slave en Vénétie Julienne, se rattache étroitement l'œuvre de la société politique *Edinost* (Unité) dont le rayon d'action comprenait l'Istrie et les régions de Trieste et de Gorizia. Cette société, fondée pour l'action politique nationale yougoslave en 1874, prit comme programme

le réveil de la conscience nationale, le développement de l'instruction et de la culture intellectuelle, la défense des droits nationaux et le développement moral et matériel du pays. Depuis cette date, son histoire est intimement liée à celle de la vie des Slaves de la Vénétie Julienne.

Après la guerre, lorsque la Vénétie Julienne fut occupée par les Italiens, sous l'impulsion énergique de son Président, le Dr Joseph Vilfan, la société *Edinost* redevint, encore plus peut-être qu'auparavant, un foyer de vie nationale. En particulier, elle prit une part active à la préparation des élections de 1921 qui eurent lieu d'après l'ancien système électoral autrichien et dans l'ensemble, sauf en Istrie, donnèrent des résultats satisfaisants pour les Yougoslaves. Dans la province de Gorizia, sur 5 députés, 4 députés appartenant à la liste nationale slovène : M. Engelbert Besednjak, M. Podgornik, M. Šček dans le district électoral de Gorizia et M. Lavrenčič dans le district de Postumia et un député de la liste communiste slovène M. Srebrnič furent élus.

Dans la circonscription de Trieste, où le parti fasciste était beaucoup mieux organisé que dans la région de Gorizia, de nombreux incidents se produisirent, dont certains atteignirent un réel caractère de gravité. Il en fut de même en Istrie. Les résultats des élections furent d'ailleurs bien différents de ceux de 1907, puisque, outre le Dr Joseph Vilfan élu à Trieste, seulement, deux autres députés yougoslaves furent élus.

Les secondes élections au Parlement italien eurent lieu le 5 avril 1924, c'est-à-dire après la marche sur Rome et la prise du pouvoir par le parti fasciste. Ces élections se firent conformément au nouveau système électoral italien. Les résultats furent, cette fois, nettement défavorables aux Yougoslaves, qui ne réussirent à faire passer que deux députés, le Dr Vilfan à Trieste et le Dr Besednjak à Gorizia. Les Yougoslaves attribuèrent cet échec aux nombreux excès

qu'auraient commis, à leur égard, les éléments italiens de la Vénétie Julienne et, en particulier, les militants du parti fasciste pendant la période électorale et le jour même de l'élection. Le mémoire de l'Association yougoslave pour la S. D. N., que nous avons déjà mentionné (*La minorité yougoslave en Italie*) dit que « la terreur avait été portée au maximum ». Il semble, en effet, difficile d'expliquer une telle régression du nombre des représentants yougoslaves au Parlement de Rome, car elle ne peut correspondre à une régression analogue de l'importance numérique de la population slave. Il faut aussi se rappeler qu'à cette époque l'habitude des actes de violence n'avait pas complètement disparu des mœurs politiques italiennes et, qu'après en avoir fait un usage, très souvent justifié, d'ailleurs, contre les éléments communistes qui visaient à déchaîner la révolution en Italie, les troupes fascistes en faisaient volontiers usage contre les personnes et les organisations slaves de la Vénétie Julienne.

Les élections suivantes devaient avoir lieu selon un nouveau règlement électoral promulgué en 1925; mais dans l'intervalle la loi électorale fut entièrement modifiée et les élections de mars 1929 eurent lieu sur la base plébiscitaire. Dans la liste nationale de 400 députés, que l'on soumettait au vote populaire, il semble presque inutile de dire que ne figurait aucun candidat yougoslave. Il y avait là un moyen encore plus sûr de faire disparaître toute possibilité d'élection de députés croates ou slovènes que celui adopté par le règlement électoral de 1925 qui se bornait à opérer de savants découpages pour mettre plus aisément les Yougoslaves en minorité numérique¹.

1. On a divisé le territoire yougoslave (réuni à l'Italie) de façon arbitraire et artificielle pour empêcher les Yougoslaves de faire élire le nombre de députés correspondant à leur force numérique. Un exemple unique suffira à illustrer cette démonstration. La petite ville frontière de Postumia qui se trouve à 50 km. de Monfalcone a été rattachée à cette ville pour les élections futures (*La situation de la minorité yougoslave en Italie*, p. 25).

Les Yougoslaves d'Italie, de même que les ressortissants italiens de langue allemande du Trentin, n'ont donc plus de représentants au parlement romain.

Nous venons de voir l'importance toute particulière du rôle que jouait dans la vie politique des Yougoslaves en Vénétie Julienne la société politique *Edinost*. A la suite de la scission intervenue entre le parti national-libéral slovène et le parti chrétien-social, cette société se subdivisa, en 1922, en trois organisations qui se partagèrent territorialement, l'activité en Vénétie Julienne : à Trieste, dans la province de Gorizia et en Italie. En 1923, la section de Trieste réunit à nouveau sous sa direction, l'ensemble du territoire sur lequel s'exerçait auparavant l'activité de l'*Edinost*. Cependant, dans la région de Gorizia, se formait sous le même nom d'*Edinost* et sous la direction du Dr Besednjak, député de Gorizia, une autre organisation qui adhéra au programme chrétien-social.

Malgré la séparation de l'*Edinost* en deux fractions, malgré peut-être aussi le manque de sympathie entre certains adhérents de l'une et de l'autre, en dépit de la divergence de leurs programmes politiques, des liens puissants unissaient ces deux organisations : le dévouement à l'idée nationale yougoslave, l'amour des langues et de la culture yougoslaves. Jusqu'à la fin, ces sociétés se montrèrent fidèles aux principes des fondateurs de l'*Edinost* et aux buts qu'ils s'étaient proposés.

L'*Edinost* représentait donc une anomalie dans l'ordre fasciste introduit en Vénétie Julienne. Le 19 septembre 1928, le préfet de Trieste, M. Fornaciari, prononça sa dissolution, en déclarant que cette association constituait un danger pour la paix et l'ordre public. Il n'est donc pas exagéré de dire qu'au point de vue politique les Croates et les Slovènes sont actuellement privés de toute liberté.

La situation est analogue en ce qui concerne l'autonomie provinciale et communale. Au temps de l'Autriche, les You-

goslaves pouvaient, en collaboration avec leurs concitoyens italiens, participer dans les diètes provinciales d'Istrie et de Gorizia, aussi bien qu'au sein des Conseils municipaux de Trieste et de Fiume, à l'administration des provinces ou des villes qu'ils habitaient. Actuellement les diètes provinciales ont été supprimées et l'organisation administrative profondément modifiée. La Vénétie Julienne fut d'abord divisée en, quatre provinces: celle du Frioul, dont le chef-lieu était Udine celle de Trieste, l'Istrie et le Quarnero avec Fiume comme chef-lieu. Par la suite, en 1926, la province du Frioul fut scindée en deux: la province d'Udine, de laquelle font partie approximativement les territoires qui appartenaient avant-guerre à l'Italie, et celle de Gorizia.

D'autre part, après une période d'adaptation, l'organisation municipale et administrative italienne a été introduite en Vénétie Julienne le 1^{er} janvier 1923. Actuellement, donc, comme dans le reste de l'Italie, il n'existe pas, dans ces territoires, d'autonomie provinciale. L'autorité y est exercée par des préfets qui sont sous la dépendance directe du pouvoir central.

En ce qui regarde l'administration communale, de nouveaux changements très importants sont survenus avec l'institution des podestats¹. Ces fonctionnaires, qui ont

1. « S'il est bon de garantir au pouvoir central cette autonomie dont parlait M. Giuliano Balbino (rapporteur à la Chambre du projet de loi créant en faveur du Président du Conseil le titre de Premier Ministre et lui conférant des pouvoirs très étendus), il convient de l'enlever aux organismes locaux en plaçant à la tête des diverses circonscriptions administratives, des fonctionnaires d'Etat soustraits, dans l'exercice de leurs fonctions, à toute espèce de contrôle de la part des administrés. Tel est l'objet hautement avoué de la loi que la Chambre avait adoptée le 27 novembre et que le Sénat vota le 29 janvier 1926. Elle supprimait l'administration municipale des communes de moins de 5.000 habitants: un podestat nommé pour cinq ans par décret et assisté d'un conseil (*Consulta*), également nommé par décret, pourvoira aux besognes qu'assumaient les Conseils municipaux. Il s'agit de lutter contre les petites communes qui avaient été, de 1919 à 1922, le rempart du socialisme, et le ministre de l'Intérieur, M. Federzoni, n'a pas caché son dessein d'étendre progressivement cette institution à toutes les communes italiennes. Il est stipulé, en attendant que les communes de plus de 5.000 habitants pourront également être administrées par un podestat si leur administration communale a été dissoute deux fois en deux ans. (L. Villat, *op. cit.*, p. 194-195.)

remplacé les maires élus, sont nommés par décret royal sur proposition du Préfet pour une période renouvelable de cinq ans. Ils peuvent être déplacés par le Préfet.

En outre, comme, malgré tout, les petites communes, dans des régions presque exclusivement agricoles, facilitent le maintien des individualismes locaux, les Préfets favorisent la création de grandes communes. C'est une mesure qui fut adoptée d'une manière particulièrement intense par le préfet de Gorizia, M. Cassini. Celui-ci, prétextant la nécessité de substituer aux petites municipalités du Carso des municipalités plus adaptés à leur fonction, a constitué de grandes communes à la tête desquelles il mit un podestat. Ainsi, l'autonomie communale a également disparu de ces régions.

Nous savons fort bien quels avantages peut présenter pour l'administration communale le remplacement des maires élus par des fonctionnaires. Il est certain que, lorsque le podestat a été bien choisi, il peut beaucoup plus aisément réaliser un programme de travaux municipaux que ne le ferait un conseil municipal, quoique le pouvoir central et ses fonctionnaires ne soient pas toujours les meilleurs juges des besoins réels de chaque commune. En fait, en cette matière, comme en de nombreuses autres, le fascisme, en introduisant ses méthodes, a permis une véritable régénération des pays les plus pauvres de l'Italie, surtout de l'Italie méridionale.

Il est d'ailleurs possible que les communes de la Vénétie Julienne retirent également des avantages matériels de cette nouvelle organisation. Il n'en est pas moins vrai que, quoique ne visant pas, en principe, la dénationalisation des populations allogènes, cette réforme donna au gouvernement italien une nouvelle arme lui permettant d'intensifier encore sa politique d'italianisation, puisqu'elle lui permit de retirer aux Croates et Slovènes la liberté qui semble bien la plus naturelle, celle dont le libre exercice n'est à peu

près discuté par personne : le droit, pour les habitants d'une commune, de gérer ses affaires, comme ils l'entendent, sous le contrôle de l'administration supérieure.

X. — L'avenir de la minorité yougoslave en Italie.

La réaction des Yougoslaves de la Vénétie Julienne devant la politique d'italianisation. Les travaux publics effectués dans ces régions. L'effet sur le peuple des mesures visant à sa dénationalisation. Les résultats de l'éducation patriotique des enfants. L'intérêt du gouvernement et de l'opinion publique yougoslaves à la question de la minorité yougoslave d'Italie. L'opinion publique internationale.

Nous venons d'exposer, dans ses grandes lignes, la politique d'italianisation que poursuit, vis-à-vis de la minorité yougoslave d'Italie, le gouvernement italien. Quel en sera le résultat ? Adviendra-t-il des Yougoslaves de la Vénétie Julienne, réunis à l'Italie par le traité de Rapallo, ce qu'il est advenu des quelques dizaines de milliers de Slovènes qui sont devenus ressortissants italiens après la guerre austro-italienne de 1866 et dont les brochures de propagande patriotique yougoslaves ne parlent plus guère que pour mémoire ? Verra-t-on au contraire se constituer à la frontière italo-yougoslave une sorte d'Alsace-Lorraine ?

Il est évidemment très difficile de répondre à de telles questions, de prévoir quelle sera la réaction des différents éléments de la minorité yougoslave devant la politique entreprise à leur égard.

Cependant, il semble bien que cette politique doive aboutir à un double résultat. D'une part, chez certains et, en particulier, dans les milieux intellectuels, le sentiment national doit se sentir renforcé par les difficultés mêmes qu'il rencontre à s'affirmer. Les tentatives de dénationalisation doivent irriter les esprits contre l'Italie, dont beaucoup cependant

connaissaient déjà et aimaient la langue et la culture, mais à laquelle ils ne peuvent pardonner la lutte entreprise contre leur patrimoine intellectuel. Cette tentative d'étouffement de la conscience nationale doit donc aboutir chez ceux-ci à un véritable renouveau du patriotisme.

D'autre part, la masse doit subir l'action d'une manière différente. Habitué du temps de l'empire austro-hongrois à être commandés par des gens d'une nationalité différente, les Slaves d'Istrie ou de la province de Gorizia éprouvèrent tout d'abord simplement l'impression qu'ils avaient changé de maîtres. Sans doute, beaucoup comparèrent avec amertume la situation qui leur était faite et les beaux rêves d'indépendance qu'ils firent lorsque survint la chute de l'Empire austro-hongrois; mais d'autres, pleins de résignation, s'accoutumèrent rapidement à leur nouvelle situation.

En outre, si en ces matières la sollicitude envers les intérêts matériels présentait une réelle importance, les Slaves de la Vénétie Julienne ne devraient pas tous rester indifférents aux soins particuliers dont semble vouloir les entourer l'Italie. Les paysans de ces régions qui, si l'on en excepte la côte occidentale d'Istrie et la plaine de Gorizia, offrent si peu de ressources agricoles¹, devraient éprouver un certain sentiment de reconnaissance envers leur nouvelle Patrie.

En même temps qu'à ce que l'on a appelé l'« assainissement » moral des populations de la Vénétie Julienne, les autorités italiennes procèdent à l'assèchement des marécages et à l'assainissement des régions insalubres (lac d'Arsa ou Čepić), à la construction de canalisations d'eau potable (acqueduc d'Istrie...) permettant de lutter contre l'un des maux les plus graves de ces provinces : le manque d'eau potable, à l'amélioration du réseau routier qui, non seulement

1. Sur le Carso, par exemple, les seules étendues cultivables sont souvent constituées par les *dolines*, petites cuvettes elliptiques que l'on rencontre dans le terrain calcaire et où se rassemble la terre végétale.

avait été tracé d'une manière rudimentaire, mais était en outre fort mal entretenu.

Quel sera, sur le peuple, l'effet de toutes les mesures tendant à sa dénationalisation ? Les Slovènes, en particulier, chez qui, sous la monarchie austro-hongroise, la conscience nationale n'était peut-être pas aussi fortement affirmée que chez les Croates, les subiront-ils tous d'une manière passive ? Il semble que non et qu'au contraire, la politique violente d'italianisation ait obtenu des résultats différents de ceux que l'on recherchait. Chez une assez grande partie du peuple, le sentiment national semble aussi s'être réveillé. Il est cependant certain que, dans le peuple, le pourcentage d'italianisés doit être plus important que dans les milieux intellectuels.

Il faut, en outre, tenir compte du fait que, dans ces pays frontières où deux races vivent, depuis des siècles, dans un contact étroit, la question d'origine ethnique ou de langue maternelle ne joue pas un rôle exclusif. Nombreux sont, par exemple, en Vénétie Julienne ou à Zara, les chefs du parti italien dont l'origine slave est hors de doute ; de même, en Dalmatie, parmi les adversaires les plus farouches de l'Italie, il en est dont l'ascendance italienne est incontestable. L'italianisation de certains Slaves, qui s'est déjà produite dans le passé, est-elle le résultat d'un simple opportunisme ou du snobisme qui faisait utiliser souvent l'italien de préférence aux langues slaves pour se distinguer de la masse ? Proviend-elle de toute autre cause ? Peu importe au point de vue qui nous intéresse. En tout cas, il semble bien que, dans une certaine mesure, un mouvement analogue doive se poursuivre à l'avenir.

En outre la répartition des éléments italien et slave doit subir un déplacement lent mais continu au profit de l'élément italien par suite de l'émigration de la Vénétie Julienne de nombreux Croates ou Slovènes dont la place dans les chan-

tiers, ateliers ou bureaux est prise bien souvent par des Napolitains, des Piémontais, des Lombards ou autres personnes originaires des vieilles provinces italiennes. Des colonies agricoles sont également fondées et attirent de nouveaux Italiens de l'intérieur.

Nous avons vu plus haut que l'action d'italianisation s'exerce d'une manière toute particulière sur les enfants auxquels on s'efforce de faire oublier tout ce qui est yougoslave et auxquels on inculque à l'école et dans les œuvres telles que les *Balilla*, *Avanguardisti*, *Piccole Italiane* ou *Giovani Italiane*, puis plus tard au *Dopolavoro*, l'amour de l'Italie, de sa langue, de son génie national. Chez ceux-ci, il est vraisemblable que le pourcentage d'italianisés sera nettement plus important que chez les adultes.

Les nouvelles générations, celles que la presse italienne appelle « italianissimes » devront en effet choisir entre deux états d'esprit : ou bien se considérer comme des personnes d'une race inférieure qui ont eu le bonheur de pouvoir devenir citoyens d'un grand Pays; ou, au contraire, conserver le sentiment d'être des Yougoslaves, continuer à se servir de leur langue, rester fiers de leur culture et de leurs traditions. Mais, dans ce dernier cas, ils devront accepter d'être considérés, non seulement comme des étrangers dans leur propre pays, mais encore comme des renégats, comme des ingrats qui, après avoir été choyés par leur mère-patrie, après avoir été mis à même d'accéder à une civilisation supérieure, refusent d'en goûter les bienfaits.

Qui ne sent quelle forte pression morale s'exercera sur ces nouvelles générations ? Il serait bien invraisemblable, dans de telles conditions, que la politique d'italianisation entreprise à l'égard des jeunes enfants yougoslaves n'obtint pas un certain succès.

Il semble donc que l'éventualité, que nous envisageons, de la constitution à la frontière italo-yougoslave d'une sorte

d'Alsace-Lorraine ne doive pas être retenue. Pour que la minorité yougoslave d'Italie prenne conscience de sa force et de sa cohésion, pour que dans sa grande majorité elle se dresse résolument hostile à la politique de dénationalisation dont elle est l'objet, il faudrait qu'elle se sente soutenue par ses frères de même race, de l'autre côté de la frontière ou qu'elle se rende compte de l'intérêt que prend à son sort l'opinion publique internationale.

Nous ne croyons pas qu'elle reçoive de tels concours. Sans doute, en Yougoslavie, il est des associations patriotiques telles que la *Jadranska Straza*, sorte de Ligue maritime yougoslave, ou la *Jugoslavenska Malica* qui s'intéressent vivement au sort des Croates et Slovènes de la Vénétie Julienne. Il est des journaux tels que le *Primorski Glas* (La voix du littoral), qui paraît à Vienne en langue slovène, qui se font l'écho indigné de leurs plaintes. Mais, par contre, le gouvernement de Belgrade, plus occupé à regarder vers l'Est que vers l'Occident, plus préoccupé par exemple de la question du port de Salonique que de celle de Fiume, paraît s'être entièrement résigné à accepter définitivement les frontières du traité de Rapallo. La volonté pacifique de la Yougoslavie dont l'activité est beaucoup plus tournée vers des questions de politique intérieure, au premier rang desquelles se place l'unification des trois peuples qui la composent, question vitale entre toutes, ne semble pas pouvoir être mise en doute et le gouvernement yougoslave semble désirer éviter avec soin toute intervention qui pourrait être désagréable à l'Italie.

D'autre part, il n'est guère vraisemblable que l'opinion internationale s'intéresse d'une manière active au sort de la minorité yougoslave d'Italie¹, tout au moins tant que

1. Voir cependant l'article de M. Mac Donald, premier ministre britannique dans le *Sunday Times*, du 16 juin 1929.

l'Italie aura un gouvernement fort et peu enclin à accepter des observations de la part de l'Etranger, à admettre ce qu'il considère comme une immixtion dans les affaires intérieures du Pays. Il ne faut pas oublier non plus que, l'Italie n'ayant signé aucun traité relatif à la protection de ses minorités, la Société des Nations, dont l'action a toujours été d'ailleurs d'une prudence que certains jugent excessive, lorsqu'il s'agit d'un grand Etat, ne peut intervenir, quoique le traitement fait à la minorité yougoslave soit incontestablement contraire aux principes qui guidèrent les rédacteurs des traités de paix en ce qui touche les libertés à assurer aux minorités nationales.

CHAPITRE V

LA SITUATION DES OPTANTS ITALIENS EN DALMATIE

I. — Les plaintes des Italiens

Les plaintes des Italiens s'adressent plutôt aux fonctionnaires locaux qu'au gouvernement yougoslave. L'état d'esprit des fonctionnaires yougoslaves de la Dalmatie. La demande d'interpellation de M. Dudan du 16 avril 1927.

Si, du côté yougoslave, s'élèvent souvent des protestations contre la politique poursuivie par l'Italie vis-à-vis des Croates et Slovènes de la Vénétie Julienne, du côté italien les protestations contre le traitement fait aux optants italiens de Dalmatie sont tout aussi ardentes, tout aussi fréquentes. Des journaux tels que le *Giornale d'Italia*, la *Volontà d'Italia*, de Rome, le *Littorio Dalmatico* de Zara, par exemple, se sont faits maintes fois l'écho des plaintes des Italiens de Dalmatie. Il ne se passe guère de congrès patriotique à Trieste ou à Zara, sans qu'un salut tout spécial ne soit adressé aux frères de Dalmatie qui défendent leur italianité avec tant de courage et au milieu de difficultés si nombreuses.

D'une manière générale, les Italiens ne se plaignent pas, d'ailleurs, de violations systématiques des droits qui ont été reconnus aux optants italiens par les diverses conventions en vigueur. Sauf sur quelques points particuliers, leurs reproches s'adressent rarement au Gouvernement yougoslave; mais ils déclarent, par contre, qu'ils se heurtent très souvent à de la mauvaise volonté, à une sorte de résistance passive

de la part des fonctionnaires yougoslaves avec lesquels ils sont en rapport, à l'occasion de l'exercice des droits de minorité dont ils devraient jouir.

Il semble, en effet, exact que le Gouvernement yougoslave ait donné comme instructions à ses fonctionnaires d'observer fidèlement les stipulations des divers accords ou conventions relatifs à la minorité italienne de Dalmatie. Malgré les difficultés intérieures que lui créa parfois sa politique d'entente avec l'Italie, malgré la violence de l'opposition croate ou slovène à cette politique, le Gouvernement de Belgrade montra toujours le plus grand respect des engagements conclus avec Rome et réussit, en particulier, à faire ratifier par la Skupština (Scoupchtina) les conventions dites de Nettuno, qui, outre le statut des minorités italiennes de Dalmatie et des minorités serbo-croates de Fiume, règlent une grande quantité de questions de détail intéressant les rapports de frontière des deux pays.

Par contre en ce qui concerne les fonctionnaires locaux chargés de l'application pratique des principes posés par les traités, il semble bien que certains d'entre eux ne montrèrent pas toujours une parfaite bonne volonté à cet égard. Il est d'ailleurs aisé de comprendre leur état d'esprit. Ils savent tous combien est énergique la politique d'italianisation entreprise par le Gouvernement italien vis-à-vis des Slaves de la Vénétie Julienne; ils connaissent les diverses manifestations de cette politique, la lutte entreprise contre leur langue, leurs institutions présentant un caractère de culture intellectuelle, aussi bien que contre leurs organisations économiques. Ils comparent, d'autre part, l'importance de cette minorité yougoslave d'Italie avec le nombre presque insignifiant, par rapport au chiffre total de la population, des Italiens de Dalmatie et ressentent, comme une humiliation, l'obligation imposée à leur Pays d'assurer des bénéfices et privilèges à quelques milliers d'Italiens vivant en Dalma-

tié alors qu'un demi-million de leurs frères Slaves sont livrés à l'arbitraire du Gouvernement italien.

On conçoit donc fort bien qu'ils appliquent avec peu d'enthousiasme le traitement de faveur que les divers accords entre l'Italie et la Yougoslavie assurent aux optants italiens de Dalmatie. On est donc tenté de croire ces derniers lorsqu'ils se plaignent du manque de bonne volonté à leur égard des autorités locales et des vexations dont ils sont parfois l'objet de la part de fonctionnaires yougoslaves.

Quelle est l'importance de ces difficultés, quelle est leur gravité? Motivent-elles réellement les termes de la demande d'interpellation déposée à la Chambre des députés de Rome par M. Dudan, le 16 avril 1927 :

« Le soussigné demande à interpellier S. E. le Chef du Gouvernement, Premier Ministre, Secrétaire d'Etat, Ministre des Affaires Etrangères, pour savoir si — étant donné les violations énormes, continuelles, systématiques des traités internationaux en vigueur perpétrées au détriment de l'Italie et des Italiens par le Gouvernement des Serbes, Croates et Slovènes et par les autorités qui en dépendent — le Gouvernement royal ne croit pas arrivé le moment d'examiner l'éventualité de la dénonciation par l'Italie de tous les traités susdits violés à son détriment et plus spécialement de celui de Rapallo qui est la base de tous les traités ultérieurs conclus entre l'Italie et le Royaume Serbe, Croate, Slovène. »

C'est ce que nous étudierons en examinant les divers griefs formulés par les optants italiens, relatifs à la conduite à leur égard des autorités yougoslaves et en nous efforçant d'en préciser l'importance exacte.

II. — Les écoles et les institutions de culture intellectuelle italiennes en Dalmatie.

Le programme de la *Lega Nazionale* avant-guerre. *L'institut des « Ancelle della Carità »* : L'attitude des autorités yougoslaves dans cette question constitue-t-elle une violation des conventions en vigueur. *L'école de la « Lega Nazionale » à Trogir*. La statistique des écoles italiennes de Dalmatie. La statistique des optants italiens de Dalmatie en 1928. L'interdiction aux fils de ressortissants yougoslaves de fréquenter les écoles italiennes. *La dissolution de la « Lega Nazionale »*. Son remplacement par la *Lega culturale Italiana*. Les autres associations de culture intellectuelle ou de bienfaisance.

Les violations des conventions en vigueur que l'on reproche en Italie à la Yougoslavie peuvent être ramenées à deux groupes de faits. D'une part, les écoles italiennes et les institutions italiennes de culture intellectuelle ne pourraient exercer librement leur activité; d'autre part, les individus ou sociétés de nationalité italienne ne pourraient plus travailler, exercer leur commerce ou leur industrie sans se heurter à de nombreuses difficultés.

Lorsque l'on compare cependant le nombre des écoles italiennes existant actuellement en Dalmatie avec celui d'avant-guerre, il ne semble pas que les plaintes faites à ce sujet soient pleinement justifiées. Sans doute, la *Lega Nazionale* n'a pu continuer la réalisation du but qu'elle s'était proposée avant-guerre, : faire renaître à ses propres frais, toutes les écoles italiennes supprimées par le Gouvernement autrichien entre 1880 et 1885; mais on n'en remarque pas moins par exemple, que l'école italienne de Raguse qui n'existait pas encore en 1914, fonctionne actuellement d'une manière régulière et que, de toutes les écoles que dirigeait la *Lega Nazionale* avant guerre il n'en est pas une qui ait été fermée par les autorités yougoslaves.

Parmi les violations précises des stipulations des conven-

tions en vigueur, réglant la question scolaire que l'on reproche aux autorités yougoslaves¹, nous n'en retiendrons que deux présentant quelque importance : celles se rapportant à l'école des *Ancelle della Carità* de Split et à l'école de la *Lega Nazionale* de Trogir.

L'institut des *Ancelle della Carità* a été fondé, il y a environ soixante-dix ans. C'était, avant-guerre, une école de jeunes filles tenue par des religieuses qui, en très grande majorité, étaient ressortissantes du Royaume d'Italie et qui dépendaient d'une maison-mère sise à Brescia (Italie). On conçoit aisément que la langue d'enseignement de ces religieuses était l'italien. Actuellement, conformément au désir des autorités yougoslaves, le recrutement, quoique non limité à des personnes de nationalité yougoslave, est cependant principalement d'origine croate et les sœurs ne dépendent plus de la maison-mère italienne. En même temps que se modifiait ainsi la composition du corps enseignant de cet institut, la pression des autorités locales aidant, l'enseignement cessa d'être donné en italien et l'est actuellement exclusivement en langue croate, l'italien n'étant plus enseigné que comme langue étrangère.

Ces faits constituent-ils une violation des obligations acceptées par la Yougoslavie, et en particulier de l'article 55 des Conventions de Santa Margherita? Comme il a été dit plus haut², cet article étend aux ressortissants italiens de Dalmatie, devenus tels par effet du Traité de Rapallo, l'application des dispositions relatives à l'enseignement contenues dans la Convention de Saint-Germain du 10 septembre 1919 entre le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et les principales puissances alliées et associées.

Il semblerait bien qu'il y ait une violation du droit de

1. Consulter par exemple le *Giornale d'Italia* du 30 mars 1927; voir aussi la demande d'interpellation du sénateur Schanzer du 11 mai 1927.

2. Voir *supra*, p. 49.

« diriger et contrôler des écoles et autres établissements d'éducation » dans le fait, par exemple, de la dissolution par les autorités yougoslaves de l'ancien Conseil d'Administration composé en majorité d'Italiens. Mais, si l'on considère d'autre part que cet institut ne pouvait en aucune façon être assimilé aux écoles de la *Lega Nazionale* qui étaient effectivement des écoles de la minorité italienne de Dalmatie, si l'on tient compte du fait que cet institut était avant tout un établissement d'instruction et d'éducation religieux, que l'italien y était employé comme langue d'enseignement, surtout parce que c'était la langue de la grande majorité des religieuses¹, on peut admettre que les autorités yougoslaves avaient quelque raison de soutenir leur droit de modifier l'état de fait duquel résultait l'emploi de l'italien comme langue d'enseignement, en obtenant que la majorité des religieuses devînt yougoslave. Nous n'examinerons d'ailleurs pas en détail cette question qui ne présente qu'un intérêt limité et qui est relativement complexe.

D'autre part, en ce qui concerne l'école italienne que la *Lega Nazionale* voulut ouvrir à Trogir après la guerre et qui fut fermée par les autorités yougoslaves, la question semble désormais réglée puisque, après un certain nombre de difficultés, l'ouverture de cette école a été finalement décidée pour l'année 1930. La *Lega Culturale Italiana* qui gère actuellement les écoles qui étaient dirigées au préalable par la *Lega Nazionale*² prévoit qu'elle aura 22 élèves (garçons et filles).

Au sujet des écoles italiennes de Dalmatie, un document précieux est constitué par le tableau publié dans l'Annuaire des écoles italiennes à l'étranger, que fait paraître chaque année le Ministère des Affaires étrangères à Rome, car il

1. Ceci est également démontré par le fait que l'institut du même nom de Raguse, dirigé par des religieuses du même ordre, utilisait déjà avant-guerre le croate comme langue d'enseignement.

2. Voir *infra*, p. 165.

permet de se rendre compte de la répartition de ces écoles sur le territoire de la Dalmatie et, en même temps, de comparer le nombre d'élèves fréquentant dans chaque ville les écoles italiennes avec les évaluations du nombre d'optants italiens résidant actuellement en Dalmatie.

Nous donnons ci-dessous la liste publiée dans l'Annuaire pour 1927¹.

	Nombre d'élèves.	
	garçons	filles
<i>Korčula :</i>		
école italienne et asile enfantin	30	
deux cours d'italien (pour illettrés et de perfectionnement)	40	
<i>Raguse (Dubrovnik) :</i>		
école du soir	10	15
école élémentaire	28	
jardin d'enfants	30	
<i>Split :</i>		
école populaire	73	54
autres cours	30	
<i>Šibenik :</i>		
école italienne :.....	7	4
<i>Hvar :</i>		
école élémentaire mixte	8	8
<i>Krk :</i>		
école mixte et jardin d'enfants	66	87
<i>Total des élèves</i>	322	168

Ces chiffres semblent s'être peu modifiés au cours de l'année scolaire 1928-1929, puisque, d'après des renseignements fournis par l'autorité scolaire yougoslave du district (*Oblast*) de Split, le nombre des élèves de l'école mixte de Split serait actuellement de 82 garçons et 65 filles; celui de Šibenik de 10 garçons et 7 filles. A Hvar, il n'y aurait plus que 5 filles à l'école mixte; le jardin d'enfants étant fréquenté par 2 garçons et 2 fillettes.

Les chiffres relatifs au nombre d'élèves des écoles italiennes de Dalmatie nous ont paru d'autant plus intéressants à reproduire qu'ils permettent assez bien de contrôler les

1. Rome, *Provveditorato generale dello Stato*. — Libreria, 1928.

évaluations qui ont été faites du nombre des optants italiens de Dalmatie. A ce sujet, nous croyons intéressant de reproduire à titre documentaire les chiffres ci-dessous dus à l'obligeance du Professeur Rubié de Split qui les a obtenus en réunissant les renseignements recueillis directement par lui auprès des diverses communes.

DISTRICT	Nombre d'optants italiens en 1928	Nombre des membres de leur famille	Nombre total d'Italiens	Nombre de communes du district	Nombre de communes possédant des optants
Raguse	226	152	378	242	7
Monténégro	28	9	37	65	5
Littoral croate	18	44	62	465	2
Split	1.732	2.217	3.949	775	81
Total	2.004	2.422	4.426	1.547	95

Cette population serait principalement concentrée dans les villes de *Split* (1.386 ressortissants italiens), *Krk*, ville principale de l'île du même nom où, alors que dans le reste de l'île le pourcentage d'optants est extrêmement faible, 751 personnes, soit un peu plus de 53 % de la population, acquérèrent la nationalité italienne, *Korcula* (513 Italiens) *Sibenik* (182 Italiens) *Hvar* (167 Italiens).

De même, le nombre des ressortissants italiens de *Starigrad*, ville la plus importante de l'île de *Krk* serait de 159. Il n'existe pas actuellement d'école italienne à Starigrad qui n'en possédait pas non plus avant la guerre. Par contre, à Raguse (Dubrovnik), le Professeur Rubié indique seulement 40 optants italiens, ce qui semble contradictoire avec le nombre d'enfants fréquentant les écoles italiennes, d'après l'Annuaire dont nous venons de reproduire le tableau.

En ce qui concerne la fréquentation des écoles italiennes

de Dalmatie, certaines personnes se sont plaint de la décision du Gouvernement yougoslave de réserver celle-ci aux seuls fils de ressortissants italiens. Cette plainte est basée, à notre avis, sur une erreur d'interprétation des conventions intervenues à cet égard entre l'Italie et le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et spécialement de l'art. 7 du traité de Rapallo, erreur que commettait déjà le député italien de Nava qui, parlant le 20 novembre 1920 à la Commission parlementaire des Affaires étrangères, déclarait : « Il est utile d'expliquer en quoi consistent exactement les avantages accordés aux Italiens dalmates par le paragraphe 2 de l'article 7. Le traité de Rapallo exempte les Dalmates italiens, qui éventuellement opteraient en faveur de l'Italie, de l'obligation de transférer leur domicile hors du territoire du Royaume S. H. S., il conserve en leur faveur le droit de libre usage de leur langue et de libre exercice de leur religion avec toutes les facultés inhérentes à ces libertés, avantages auxquels auront droit également les Italiens dalmates qui n'auront pas opté. »

Sans doute, le texte du paragraphe 2 de l'article 7 n'est pas parfaitement clair, mais il semble bien cependant qu'il réserve les divers avantages dont il vient d'être question aux optants italiens. C'est d'ailleurs l'interprétation très nette qu'en donne l'*Accord pour l'application de l'article 9 de l'Accord de Rome* signé à Nettuno le 20 juillet 1925 qui déclare que les ressortissants yougoslaves de Fiume, ayant acquis cette qualité en vertu du droit d'option « jouiront analogiquement des droits et privilèges conférés par le Traité de Rapallo du 12 novembre 1925 et la Convention pour accords généraux signée à Rome le 23 octobre 1922, aux ressortissants italiens en Dalmatie devenus tels par effet dudit traité. »

Il ne semble donc pas qu'au point de vue scolaire la situation des optants italiens de Dalmatie soit en contradiction avec les engagements assumés par la Yougoslavie. C'est d'ailleurs ce que reconnaissait le *Popolo di Trieste* du 3 mars 1928.

Dans un article intitulé : « Sur le martyr de Split veillent inapaisées les ombres de Baïamonti¹ et du commandant Gulli² », l'envoyé spécial de ce journal en Dalmatie écrivait, en effet, après avoir rappelé entre autres, l'interdiction de l'enseignement en langue italienne à l'institut des *Ancelle della Carità* et les persécutions dont seraient l'objet les Italiens de Dalmatie :

« La seule chose qui remplit le cœur de joie est le maintien jaloux et courageux des écoles de la *Lega Nazionale* qui donnent des fruits si féconds, grâce aux dirigeants et aux enseignants fascistes. L'école de Split est un petit joyau qui accueille d'innombrables enfants, tous éduqués dans l'amour de l'Italie fasciste. »

En ce qui concerne, d'autre part, les institutions italiennes présentant un caractère de culture intellectuelle, la plus grande difficulté rencontrée par les optants italiens fut la dissolution par le Gouvernement yougoslave de la *Lega Nazionale*. Cette importante association possédait, sous la monarchie austro-hongroise, une section indépendante pour la Dalmatie, ayant son capital propre. Les divers groupes locaux étaient dirigés par un Conseil de direction, dont le siège était à Zara, et qui était en outre chargé de la gestion du patrimoine social. Son activité était strictement limitée à l'organisation scolaire; pour la propagande et l'activité politiques, il existait en effet la *Società politica dalmata* dont le siège social était à Zara et qui possédait des sections à Šibenik, Split, Raguse et Kotor.

Le Gouvernement yougoslave prononça la dissolution de la *Lega Nazionale*, qu'il refusa de considérer comme une société présentant simplement un caractère de culture intellectuelle. Il estima que, par suite de la disparition, dans la

1. Dernier maire italien de Split.

2. Commandant de la compagnie de navigation italienne *Puglia*, tué dans une émeute à Split.

Dalmatie devenue yougoslave, de toute organisation politique, la *Lega Nazionale* ne limitait pas son activité à la gestion des écoles dépendant d'elle ; mais qu'elle l'étendait également à la propagande politique irrédentiste. Il faut d'ailleurs reconnaître que la position dans laquelle se trouvait la *Lega Nazionale*, comme d'ailleurs toute organisation minoritaire visant au maintien et au développement de la culture intellectuelle nationale¹, était particulièrement délicate : il est bien difficile à un instituteur italien enseignant en Dalmatie de ne pas être tenté de profiter de son influence sur les jeunes élèves qu'il est chargé d'instruire pour leur expliquer les raisons des revendications italiennes sur ce pays.

Il est sans doute regrettable qu'après avoir vu l'Italie annexer des territoires habités par un demi-million de Slaves, il se trouve encore de nombreux Italiens qui continuent à revendiquer la Dalmatie comme une terre italienne². Il y a incontestablement là un état d'esprit dangereux pour le maintien de la paix mondiale mais que l'on peut comprendre, lorsque l'on se souvient que les plus beaux monuments que l'on rencontre en Dalmatie datent de l'époque

1. Voir *supra*, p. 131.

2. Parlant de la Dalmatie le 1^{er} juillet 1929 à Zara, M. Turati, secrétaire général du parti fasciste, s'exprimait ainsi : « Ici, dans le cœur de la Dalmatie, il y a aussi une raison pour croire et pour oser et, s'il est nécessaire, pour mourir ; ici, il y a encore au-dessus du chant des poètes, de la vanité du poète toujours stérile et toujours inutile, quelque chose qui saigne comme de la chair coupée, quelque chose qui crie, le cœur et la gorge transpercés. Partout on retrouve les traces de Rome qui ne peuvent être détruites par aucune horde de barbares ni par aucune civilisation postérieure ou retardataire, partout on retrouve les traces et le symbole des gloires de la République de Venise attestant un droit qui ne peut être basé sur des conclusions justes ou injustes d'un traité de paix, mais qui naît de la tradition d'une race qui a enseigné la civilisation et le droit à tous les peuples du monde.

Du reste, je le répète, nous ne demandons pas grand-chose. Une seule chose nous préoccupe : que personne ne subisse une indigestion alors qu'il nous manque le nécessaire. Nous ne pouvons absolument pas tolérer un tel système alimentaire. Ceci est inévitable puisque — je ne sais si vous vous en êtes aperçus — nous sommes un peuple jeune à l'estomac sain et nous pourrions assimiler très bien des rations plus fortes ».

romaine, tel le merveilleux palais de Dioclétien à Split, ou de la domination vénitienne, qui a laissé tant d'églises, tant d'hôtels de ville, de souvenirs de toute sorte dans toute la Dalmatie. On conçoit donc aisément que parmi les Italiens dont le fascisme a su si complètement exalter les sentiments patriotiques, il en est qui, oubliant que les dominations romaine et vénitienne n'ont laissé aucune trace profonde dans l'âme du peuple dalmate, ne se résignent pas à laisser ce pays entre des mains qu'ils considèrent comme étrangères.

Actuellement, la question de la *Lega Nazionale* est résolue, puisque, après avoir modifié ses statuts et changé son titre, elle subsiste sous le nom de *Lega culturale italiana*. Comme l'indique cette modification, la nouvelle association devra limiter strictement son activité à des œuvres culturelles au premier rang desquelles se place l'administration et la direction des écoles italiennes. Elle est actuellement dirigée par M. Lamuralia et son président est le sénateur Tacconi, ancien avocat, résidant à Split.

La plupart des diverses autres associations, présentant un caractère de culture intellectuelle ou de bienfaisance qui existaient avant la guerre ont subsisté. Elles sont d'ailleurs fort nombreuses. A titre d'exemple, nous citerons celles existant à Split, ville où, comme nous l'avons dit plus haut, résident plus d'un millier d'optants italiens.

La plus importante association italienne de Split semble bien être le cabinet de lecture italien (*Gabinetto di lettura*) fondé en 1851, où l'on peut consulter, outre une excellente bibliothèque, un grand nombre de revues et journaux italiens, yougoslaves ou étrangers. Il faut cependant noter qu'un certain nombre de journaux tels que le *Littorio dalmatico* de Zara, le *Piccolo di Trieste*, le *Popolo di Trieste*, dont l'entrée est prohibée en Yougoslavie, n'y peuvent évidemment trouver place. Il est presque inutile d'ajouter que ce sont précisément les journaux qui, s'intéressant le plus

aux questions yougoslaves, donnant le plus de détails sur les événements concernant les pays frontières, seraient lus le plus volontiers par les Italiens de Dalmatie.

Le *Gabinetto di lettura* est d'ailleurs plus qu'une simple salle de lecture; il organise très souvent des fêtes où se retrouve la colonie italienne : bals, soirées musicales et théâtrales; il est en quelque sorte pour les Italiens ce qu'est le *Narodni Dom* pour les Slaves.

En outre, il existe une Société ouvrière (*Società operaia*) fondée en 1872, une société de bienfaisance (*Beneficenza italiana*) fondée en 1895, une bibliothèque populaire (*Biblioteca popolare*) fondée en 1910, une société chorale fondée en 1909. Depuis la fin de la guerre, en 1919, il a été fondé une Union coopérative sous forme d'une société à responsabilité limitée. Mentionnons également une confrérie religieuse : *Confraternità dello Spirito Santo e devoti di San Giuseppe* (Confrérie du Saint Esprit et dévots de saint Joseph).

III. — L'exercice des industries, commerces ou professions

Les commerçants italiens de Dalmatie sont-ils boycottés ? Les incidents de mai 1928. *Le cas de la « Sufid »*. Les difficultés rencontrées auprès des autorités locales. L'ordre de transférer le siège social en Yougoslavie. La cession des biens de la société à un groupe français. *L'exercice de la profession d'avocat*. L'absence actuellement d'avocats italiens en Dalmatie. Le serment prévu par la loi du 27 janvier 1929. L'exercice de la profession de notaire. L'inexistence de dispositions intérieures permettant d'appliquer à cet égard les conventions de Nettuno.

La seconde série de violations des accords internationaux que l'on reproche aux autorités yougoslaves consiste dans les entraves qu'elles apporteraient au libre exercice des industries, commerces ou professions, en violation de la Convention consulaire de 1879, en ce qui concerne les ressortissants italiens du Royaume, et du traité de Rapallo et

des Conventions de Santa Margherita en ce qui concerne les optants italiens.

Comme nous l'avons dit, il est certain que les Italiens de Dalmatie se heurtent parfois à la mauvaise volonté de certains fonctionnaires; mais peut-on dire que la population soit en général hostile aux commerçants italiens, qu'elle les boycotte d'une manière ou de l'autre? Ceux-ci se heurtent-ils à un obstructionnisme, à un mauvais vouloir tel de la part des fonctionnaires yougoslaves qu'il en résulte de graves dommages pour leurs entreprises? Les faits ne semblent pas le prouver : on rencontre dans les villes de la Dalmatie un nombre relativement important de magasins italiens, dont certains, à Split, par exemple, comptent parmi les meilleurs. Il semble bien également que les optants italiens exerçant des professions libérales, tels que les médecins par exemple, ne rencontrent guère de difficultés.

Il ne faudrait d'ailleurs pas déduire de cet état de choses que, dans des circonstances critiques, les commerçants italiens de Dalmatie et, d'une manière générale, les optants italiens seraient entièrement à l'abri de manifestations populaires analogues à celles qui eurent lieu à Šibenik et à Split, fin mai 1928 et dont nous dirons quelques mots à cause de l'importance qu'elles ont revêtue. Les 25 et 26 mai, au lendemain d'une réunion des volontaires de guerre italiens, tenue à Zara, où des paroles hostiles à la Yougoslavie avaient été prononcées et sur la foi de renseignements inexacts suivant lesquels le consul yougoslave de Zara aurait été insulté et des incidents se seraient produits dans l'église Saint-Michel de Zara où les services religieux ont lieu en langue liturgique slave, de violentes manifestations eurent lieu à Šibenik et à Split. Au cours de ces manifestations, les jeunes gens qui y participaient se livrèrent à des actes de violence contre les magasins italiens, les bureaux des sociétés de navigation

italiennes, le consulat d'Italie et certains immeubles appartenant à des optants¹.

Le Ministre des Affaires étrangères yougoslave, M. Marinković, en réponse à la note de protestation que lui avait adressée le général Bodrero, Ambassadeur italien à Belgrade, remit d'ailleurs à celui-ci, le 3 juin 1928, une note dans laquelle il exposait son regret de tels faits et donnait l'assurance que des sanctions seraient prises contre les fonctionnaires chargés du maintien de l'ordre dans ces deux villes qui se seraient rendus coupables de négligence dans l'exercice de leurs fonctions, ainsi que contre les manifestants arrêtés. Dans cette note, il informait également l'Ambassadeur italien qu'une estimation des dommages subis par les personnes ou institutions italiennes avait été ordonnée, afin qu'elles puissent recevoir une juste indemnité.

Si la plupart des plaintes relatives à des révocations ou des refus d'accorder des licences pour l'exercice d'industries ou de commerces ne semblent guère devoir être retenues, il nous a paru cependant intéressant de signaler un cas particulier qui, tant par suite du montant des capitaux engagés que du nombre des ouvriers employés, présente une réelle importance. Il s'agit de la société triestine « *Sufid* » (*Società per l'utilizzazione delle forze idrauliche della Dalmazia*), société fondée avant-guerre pour l'utilisation des forces hydro-électriques de la Dalmatie et spécialement de la rivière Cetina et des chutes de la Krka. Cette société, au capital de 120 millions de lires, fournissait le courant électrique aux villes de Šibenik et de Split et produisait dans ses deux fabriques de Dugirat près d'Omiš et de Šibenik, deux produits chimiques, la cyanamide calcique et le carbure de calcium, dont elle exportait d'importantes quantités.

1. Dans les deux villes, des magasins furent saccagés. Citons entre autres à Split le magasin de faïences et porcelaines de M. Miotto et le salon de coiffure Del Bianco,

L'opinion publique yougoslave voyait avec peine la plus importante industrie de la Dalmatie entre les mains de capitalistes italiens et dirigée exclusivement par des Italiens. Aussi, une violente campagne de presse fut-elle entreprise, non seulement dans les journaux dalmates, mais encore dans de nombreux autres organes yougoslaves, spécialement dans la presse de Zagreb. De leur côté, il semble bien que les autorités yougoslaves s'efforcèrent de paralyser l'activité de la société, en lui appliquant d'une manière particulièrement stricte toutes les lois ou règlements en vigueur. La « *Sufid* » qui possédait des concessions hydrauliques pour l'obtention desquelles elle avait dû s'engager à exécuter un certain programme de travaux se trouvait en fait dans l'impossibilité de se conformer aux obligations qu'elle avait assumées. En particulier, il lui fut interdit par les autorités locales de poursuivre les travaux d'agrandissement de la Centrale hydro-électrique de Kraljevac, alors que cet agrandissement lui était cependant imposé par le contrat relatif à la concession de la Cetina¹.

En outre, en date du 17 novembre 1926, le Grand Joupan (*Veliki Zupan*) ou Préfet de la province de Split prenait un arrêté aux termes duquel la « *Sufid* » devait transférer son siège social en Yougoslavie avant le 31 décembre 1926. Contre cet arrêté, qu'elle considérait contraire aux stipulations des traités et conventions en vigueur entre l'Italie et la Yougoslavie, la « *Sufid* » éleva un recours au Ministère du Commerce et de l'Industrie. Ce recours fut rejeté par une décision de celui-ci, en date du 30 novembre 1928, les accords en vigueur entre les deux pays ne contenant aucune disposition précise à cet égard.

1. « La société « *Sufid* » s'efforça d'élargir encore davantage sa concession, étant donné que les chutes d'eau pouvaient fournir une beaucoup plus grande énergie. Cependant, de notre côté, nous ne nous sommes pas montrés très disposés à aller à la rencontre des désirs de la Société » (*Revue Economique de Belgique*, numéro de juin 1929).

Dans leur attitude vis-à-vis de la « *Sufid* », les autorités yougoslaves paraissent d'ailleurs avoir été guidées beaucoup plus par des considérations de défense nationale que par des préoccupations de nature économique. C'était, en effet, de la « *Sufid* » que dépendait pratiquement au point de vue hydro-électrique, toute la Dalmatie du Nord : on peut donc concevoir les dangers qu'eût présenté, en cas de conflit avec l'Italie, le contrôle de cette affaire par des capitaux italiens.

Devant de telles difficultés, l'Assemblée Générale ordinaire des Actionnaires de la « *Sufid* », tenue à Trieste le 27 avril 1929, accepta, sur proposition du Conseil d'administration, de ratifier la cession de tous les biens possédés par la société en Yougoslavie à un groupe français auquel avait été concédé au préalable une option et qui avait obtenu l'agrément du Gouvernement yougoslave¹.

Avant de terminer cet examen de l'exercice des industries, commerces ou professions des optants italiens en Dalmatie, il nous semble intéressant de dire quelques mots des professions d'avocat et de notaire qui méritent une étude particulière parce que, selon les facilités qui seront accordées pour leur exercice, il sera ou non possible de faire usage de la langue italienne devant les tribunaux et dans les actes notariés.

Les premières dispositions qui s'appliquèrent au cas des avocats furent, comme nous l'avons dit plus haut² celles de

1. Le Conseil d'administration explique ainsi dans son rapport les raisons qui l'amènèrent à faire cette proposition : « Découragés par cette attitude des autorités locales à l'égard de notre société, attitude que rien ne pouvait justifier, étant donné notre respect absolument scrupuleux des lois du pays, nous avons jugé nécessaire de prendre en considération et de suivre avec attention la proposition d'achat de tous les biens possédés actuellement par nous en Yougoslavie qui nous était faite, pour le compte d'une Société à constituer, par un groupe français ayant à sa tête la *Société des Phosphates tunisiens*. »

2. Voir *supra*, p. 49.

l'article 49 des *Conventions de Santa Margherita* qui refusaient aux avocats, ayant opté pour l'Italie, le droit de continuer à exercer leur profession sur le territoire yougoslave. Ce n'est qu'en août 1924 que le Gouvernement yougoslave leur reconnut ce droit par une note dont les dispositions essentielles furent reproduites dans l'Accord concernant les avocats signé à Nettuno le 20 juillet 1925. En pratique, d'ailleurs, il n'existe plus actuellement dans toute la Dalmatie d'avocat italien susceptible de jouir de ce bénéfice. Cela se comprend aisément lorsque l'on considère qu'il s'est écoulé près de quatre ans entre la signature du traité de Rapallo et la reconnaissance aux avocats ayant opté pour l'Italie du droit d'exercer leur profession. Actuellement, il n'existe qu'une seule personne domiciliée en Dalmatie qui aurait le droit de faire usage de cette faculté : c'est le Dr Tacconi de Split; mais, celui-ci, Sénateur du Royaume d'Italie, n'exerce plus, en fait, la profession d'avocat.

En outre, il est vraisemblable qu'au cas où un avocat exerçant avant le traité de Rapallo sa profession en Dalmatie et devenu ressortissant italien, en vertu du droit d'option prévu à l'article 7 de ce traité, désirerait exercer à nouveau sa profession en Dalmatie, une difficulté insurmontable se présenterait. D'après la loi yougoslave du 27 janvier 1929, relative à la formule des serments des avocats et des notaires, promulguée après le coup d'Etat du Roi Alexandre, comme d'ailleurs d'après la loi précédente sur la profession d'avocat (*Zakon o advokalima*), il est prévu que les avocats exerçant leur profession sur le territoire du Royaume doivent prêter un serment de fidélité au Roi. Aucune disposition de ces lois ne prévoit le cas des avocats italiens de Dalmatie. Il semble bien qu'il y aurait lieu de compléter ces lois par une disposition concernant ces avo-

cats, afin de rendre celles-ci conformes aux accords internationaux.

En ce qui concerne la profession de notaire, elle ne peut être exercée que par des ressortissants yougoslaves. Les conventions de Nettuno en vigueur entre les deux Pays prévoient, comme nous l'avons déjà indiqué, que les notaires publics, dûment qualifiés à cet effet, pourront, à la demande des optants italiens, rédiger des actes en langue italienne. Malheureusement, depuis la ratification de ces accords, aucune disposition n'a encore été prise par les autorités yougoslaves pour donner aux notaires les instructions nécessaires leur permettant de se conformer aux dispositions en question.

IV. — L'avenir de la minorité italienne en Dalmatie

Le rôle de Zara dans la défense de l'italianité de la Dalmatie : Les difficultés économiques et l'isolement de Zara. La difficulté pour Zara de jouer le rôle qui lui avait été assigné en Italie. Malgré l'éducation patriotique reçue dans les écoles italiennes, la décroissance en importance et en nombre de la minorité italienne de Dalmatie semble probable.

Avant d'exposer quel sera, selon nous, le sort de la minorité italienne de Dalmatie, nous croyons intéressant de dire quelques mots de la situation actuelle de la ville de Zara.

Zara, avant-guerre capitale de la Dalmatie, était en 1914 la seule ville de cette province qui ait conservé une municipalité italienne. Lorsque le traité de Rapallo attribua toute la Dalmatie, à l'exception du petit territoire de Zara, au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, les milieux patriotiques italiens assignèrent à Zara le rôle de sentinelle

de l'Italie sur la côte dalmate, chargé du maintien de la conscience italienne dans ces régions, de la défense de l'italianité de la Dalmatie.

Les espoirs ainsi fondés sur la fonction patriotique de Zara se sont-ils réalisés? Nous ne le croyons pas. Malgré la violence de certaines manifestations oratoires contre la Yougoslavie, malgré le ton extrêmement hautain et menaçant employé vis-à-vis des « barbares » croates, malgré les revendications, sans cesse renouvelées, du droit de l'Italie à la possession de toute la Dalmatie¹, l'action de Zara ne s'étend nullement sur les Italiens résidant en territoire yougoslave.

Zara, entourée de tous côtés par des terres yougoslaves, semble être prise dans une étreinte sous laquelle, peu à peu, elle succombe. Le contrôle douanier, particulièrement sévère, que pratiquent les fonctionnaires yougoslaves aux frontières du territoire de Zara empêche, en fait, les paysans yougoslaves qui viennent vendre leurs récoltes à Zara, d'effectuer des achats dans cette ville. Les navires yougoslaves ne s'arrêtent presque plus à Zara. Quoique prévus dans les Conventions de Nettuno, les services réguliers d'autobus qui devaient relier Zara, dépourvue de tout chemin de fer, à l'intérieur de la Dalmatie, n'existent pas encore. Aussi, malgré les efforts réels du Gouvernement italien, qui concéda à Zara le privilège d'être une zone franche, la vie économique de cette ville est en régression très sensible. Alors que la population de la ville de Split, par exemple, a sensiblement doublé dans l'espace des quinze dernières années, celle de Zara a diminué de cinquante pour cent.

Les habitants de Zara ne reçoivent plus les journaux des autres villes de la Dalmatie qui sont, en général, interdits

1. En juillet 1929, par exemple, on pouvait lire sur les murs de Zara, à l'occasion d'une visite de M. Turati, secrétaire général du parti fasciste, des affiches ainsi conçues : « Italiens, souvenez-vous que *toute* la Dalmatie est terre d'Italie ».

sur le territoire italien ; ils perdent peu à peu les relations qu'ils possédaient dans les autres régions de la Dalmatie et se sentent ainsi devenir de plus en plus étrangers à des pays qui sont pourtant ceux où beaucoup d'entre eux sont nés et ont vécu avant de se fixer à Zara. Comme nous l'avons dit plus haut¹, le journal bi-hebdomadaire de Zara, *Il Littorio dalmatico*, particulièrement violent dans ses campagnes contre la Yougoslavie, ne peut pénétrer dans ce pays. Il apparaît donc bien difficile que la ville de Zara puisse être ce pionnier de l'idée nationale italienne que l'on aurait voulu faire d'elle.

Situés loin de la mère-patrie, privés du souffle vivifiant de Zara, que deviendront les optants italiens de Dalmatie ? Depuis la signature du traité de Rapallo, un certain nombre déjà sont partis à Trieste ou dans d'autres régions de l'Italie. Parmi ceux qui sont demeurés en Dalmatie, certains, se rendant compte de la difficulté de concilier la nécessité dans laquelle ils se trouvent d'exercer leur profession, leur activité tout entière en Yougoslavie avec le maintien de leur nationalité italienne ont présenté des demandes de naturalisation yougoslave.

L'éducation patriotique que reçoivent les enfants qui fréquentent les écoles italiennes, les contacts qu'ils auront avec les Italiens de l'intérieur, lorsque, par exemple, ils feront leur service militaire, suffiront-ils à maintenir chez les jeunes générations le sentiment de leur nationalité et l'attachement à leur Patrie ? Personnellement, nous pensons que le chiffre de quelques milliers d'optants italiens vivant actuellement sur le sol dalmate — peu importe d'ailleurs qu'ils soient environ 4.000 conformément aux renseignements recueillis par le Professeur Rubié ou 7.000 à 10.000 conformément aux estimations les plus optimistes — est destiné

1. Voir *supra*, p. 165.

à diminuer dans une assez forte proportion au fur et à mesure que les années s'écouleront. Chaque année, après avoir fait leur service militaire en Italie, quelques fils d'optants se fixeront vraisemblablement dans les régions où ils auront séjourné. Parmi les enfants d'optants ayant fait des études supérieures en Italie, bien peu retourneront vivre dans le pays de leurs parents où ils obtiendraient beaucoup plus difficilement une situation intéressante qu'en Italie. D'autres perdront leur nationalité en épousant des Yougoslaves, soit en acquérant *ipso facto* la nationalité de leur mari, soit en profitant de leur mariage pour se faire naturaliser.

Il nous paraît donc que, si la minorité italienne de Dalmatie n'est pas destinée à disparaître complètement, si même il peut se trouver encore parmi elle de grands patriotes italiens qui continuent la tradition des Baiamonti, elle est cependant destinée à perdre peu à peu son importance. Comme nous l'avons dit, il n'existe plus d'avocats italiens en Dalmatie. Il semble peu probable que, lorsque les médecins et pharmaciens italiens exerçant actuellement en Dalmatie auront abandonné l'exercice de leur profession, d'autres Italiens prennent leurs places. Il en sera de même vraisemblablement d'un certain nombre de commerçants italiens qui seront amenés, un jour ou l'autre, à céder leurs fonds de commerce à des ressortissants yougoslaves. Ainsi, aussi bien au point de vue intellectuel qu'au point de vue économique, la minorité italienne de Dalmatie nous semble devoir être destinée à n'occuper qu'une place de plus en plus réduite. En même temps, selon toutes vraisemblances, son importance numérique, qui a déjà diminué dans de fortes proportions pendant les dix dernières années, doit encore décroître. Il semble donc bien, si aucun événement nouveau ne vient modifier le cours de l'histoire, qu'au bout de quelques générations, la question de la minorité italienne de Dalmatie sera résolue par suite de la disparition même de cette minorité.

DOCUMENTS

TRAITE DE RAPALLO

signé le 12 novembre 1920

Le Royaume d'Italie et le Royaume des Serbes, Croate et Slovènes, animés du désir d'établir entre eux un régime d'amitié sincère et de rapports cordiaux pour le bien commun des deux nations;

Le Royaume d'Italie reconnaissant dans la constitution de l'Etat voisin la réalisation d'une des fins les plus élevées de la guerre qu'il a soutenue;

Sa Majesté le Roi d'Italie a nommé comme Plénipotentiaires :

Monsieur GIOVANNI GIOLITTI, Président du Conseil des Ministres et Ministre de l'Intérieur;

Monsieur le comte CARLO SFORZA, Ministre des Affaires Etrangères;

Monsieur le professeur IVANO E BONOMI, Ministre de la Guerre.

Sa Majesté le Roi des Serbes, Croates et Slovènes a nommé comme Plénipotentiaires :

Monsieur MILENKO R. VESNITCH, Président du Conseil des Ministres;

Monsieur le Dr ANTE TRUMBITCH, Ministre des Affaires Etrangères;

Monsieur COSTA STOYANOVITCH, Ministre des Finances; lesquels après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier

Entre le Royaume d'Italie et le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes est établie la frontière suivante :

du mont Peć (côte 1511), commun aux trois frontières entre l'Italie, l'Autriche et le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, jusqu'au mont Jalovec (cote 2643) : une ligne à déterminer sur le terrain de direction générale nord-sud qui passe par la cote 2272 (Ponica);

à partir du mont Jalovec (cote 2643), une ligne qui suive la ligne de partage des eaux entre le bassin de l'Isonzo et celui de la Save de Wurzen jusqu'au mont Triglav (Tricorno) (cote 2863); ensuite la ligne de partage des eaux entre le bassin de l'Isonzo et celui de la Save de Bohinj (Wochein) jusqu'au versant nord-est du mont Možic (cote 1602) en passant par les cotes 2348 du mont Vogel, 2003 du mont Lavševica, 2086 du mont Kuk;

du versant nord-est du mont Možic au versant est du mont Porzen (cote 1631) : une ligne à déterminer sur le terrain de direction générale nord-sud; du versant est du mont Porzen (cote 1631) au versant ouest du mont Blegoš (cote 1562) : une ligne à déterminer sur le terrain, de direction générale ouest-est, laissant le lieu dit Daučeha au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et celui de Novak Dl. à l'Italie;

du versant ouest du mont Blegoš (cote 1562) au versant est du mont Bevk (cote 1050) : une ligne à déterminer sur le terrain de direction générale nord-est-sud-ouest laissant les lieux dits Leskovza, Kopačnica et Zavoden au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, et les deux cols de Pladnišam à l'Italie;

du versant est du mont Bevk (cote 1050) jusqu'à immédiatement à l'ouest du lieu dit Hotedražica : une ligne à déterminer sur le terrain qui laisse les lieux dits Javorjudol, Ziri, Opale, Hlevišće, Rovte, Hotedražica au Royaume

des Serbes, Croates et Slovènes, le mont Prapretni (cote 1006) et les lieux dits Bresnik, Vresnik, Zavratac, Medverdje brdo à l'Italie;

puis, de là au lieu dit Zelše : une ligne qui suit d'abord à l'ouest le fossé adjacent à la route carrossable Hotedražica-Planina, laissant donc les lieux dits Planina, Unec, Zelše et Rakek au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes;

du lieu dit Zelše à Čabranska : une ligne à déterminer sur le terrain de direction générale nord-ouest-sud-est qui passe d'abord sur le versant est du mont Pomario (Javornik), (cote 1268) laissant les lieux dits Dolenja Vas, Dolenje Jezero et Otok au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, et les sommets des cotes 875, 985, 963 à l'Italie; de là sur le versant est de Bička Gora (cote 1236) et de Pleča Gora (cote 1067), attribuant à l'Italie le lieu dit de Leskova Dolina et les bifurcations routières de la cote 912 à l'ouest de Skodnik et de la côte 1146 à l'est de Cifri (cote 1399), et qui rejoigne Čabranska qui restera dans le territoire italien ainsi que la route carrossable passant sur le versant est du Monte Nevoso de Leskova Dolina à Čabranska;

de Čabranska à Griž (cote 502) : une ligne à déterminer sur le terrain de direction générale nord-est-sud-ouest qui passe à l'est du mont Terstenik (Terstenico), (cote 1263), touche la côte 817 au sud-est de Suhova, passe au sud de Židovje (cote 660), puis à l'est de Griž (cote 502), laissant les lieux dits Klana et de Breza à l'Italie et celui de Studena au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

de Griž (cote 502) à la frontière avec l'Etat de Fiume : une ligne à déterminer sur le terrain dont la direction générale soit nord-sud jusqu'à ce qu'elle rejoigne la voie carrossable Rupa-Kastav (Castua) à environ mi-distance entre Jušići et Spinčići; qui coupe ensuite la dite route et, contournant à l'ouest les lieux dits Mizeri et Trinaestići qui restent au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, rejoigne la voie

carrossable Mattuglie-Kastav (Castua) au-dessus du carrefour à l'est de Mattuglie; et rejointe ensuite sur la route Fiume-Kastav la frontière nord de l'Etat libre de Fiume, à la limite nord du lieu dit Rubeši (carrefour du sentier de Tomatići à 500 mètres environ au sud du carrefour (*trivio*) situé à l'ouest de Kastav).

Cependant, tant que les voies de raccordement nécessaires ne seront pas faites en territoire italien, l'usage des voies carrossables ci-dessus nommées et du carrefour à l'ouest de Kastav sera entièrement libre aussi bien pour le Royaume d'Italie que pour l'Etat de Fiume.

Art. 2.

Zara et le territoire décrit ci-dessous sont reconnus comme faisant partie du Royaume d'Italie.

Le territoire de Zara, de souveraineté italienne, comprend : la ville et la commune censuaire de Zara et les communes censuaires (fractions) de Borgo Erizzo, Cerno, Boccagnazzo et la partie de la commune censuaire (fraction) de Diclo délimitée par une ligne qui, partant de la mer à environ 700 mètres au sud-est du village de Diclo, en ligne droite vers le nord-est jusqu'à la côte 66 (Griž).

Une convention spéciale fixera tout ce qui se rapporte à l'exécution de cet article en ce qui concerne la commune de Zara et ses relations avec le district et la province de Dalmatie et réglera les rapports de voisinage entre le territoire assigné au Royaume d'Italie et le reste du territoire faisant jusqu'ici partie de la même commune, du même district ou de la même province, appartenant au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, y compris la juste répartition des biens provinciaux et communaux et des archives.

Art. 3.

Sont reconnus également comme faisant partie du Royaume d'Italie : les îles de Cherso et Lussin avec les îles de moindre importance et les écueils compris dans les districts judiciaires de ces îles, ainsi que les petites îles et les écueils compris dans les limites administratives de la province d'Istrie attribuée comme il est dit plus haut à l'Italie et les îles de Lagosta et Pelagosa avec les flots adjacents.

Toutes les autres îles qui appartenaient à l'ancienne Monarchie austro-hongroise sont reconnues comme faisant partie du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

Art. 4.

Le Royaume d'Italie et le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes reconnaissent la pleine liberté et l'indépendance de l'Etat de Fiume et s'engagent à les respecter *in perpetuo*.

L'Etat de Fiume est constitué :

a) par le *Corpus separatum* tel qu'il est délimité actuellement par les limites de la ville et du district de Fiume

b) par une bande de territoire appartenant au préalable à la province d'Istrie, délimitée comme suit :

au nord : par une ligne à déterminer sur le terrain qui, partant immédiatement au sud du lieu dit Kastav, rejoint sur la route S. Mattia-Fiume la frontière du *corpus separatum* laissant les lieux dits Srdoči et Hosti au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et laissant à l'Etat de Fiume toute la voie carrossable qui, au nord du chemin de fer, passant par Mattuglie et le carrefour de la cote 377 à l'ouest de Kastav, conduit à Rupa;

à l'ouest : par une ligne qui de Mattuglie descend vers la mer à Preluca, laissant la gare et la localité de Mattuglie dans le territoire italien.

Art. 5.

Les frontières des territoires mentionnés aux articles précédents seront tracées sur le terrain par des commissions de délimitation composées pour moitié de délégués du Royaume d'Italie, et moitié de délégués du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes. En cas de divergence, on recourra à l'arbitrage sans appel du Président de la Confédération helvétique.

Pour des raisons de clarté et de plus grande précision, une carte au 1 : 200.000 sur laquelle sont reportées approximativement les frontières mentionnées aux articles 1 et 4 est annexée au présent traité.

Art. 6.

Le Royaume d'Italie et le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes convoqueront une conférence composée de techniciens compétents des deux Pays, dans un délai de deux mois à partir de l'entrée en vigueur du présent traité. La dite conférence devra, dans le plus bref délai, faire aux deux gouvernements des propositions précises sur tous les sujets aptes à établir les plus cordiaux rapports économiques et financiers entre les deux Pays.

Art. 7.

Le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes déclare reconnaître en faveur des sujets italiens et des intérêts italiens en Dalmatie ce qui suit :

1) Les concessions de caractère économique faites par le Gouvernement ou par les institutions publiques des Etats auxquels a succédé le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes à des sociétés ou des sujets italiens, ou possédées par ceux-ci en vertu de titres légaux de concession, jusqu'au 12 décembre 1920 sont pleinement respectées; le Gouverne-

ment du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes s'obligeant à exécuter tous les engagements contractés par les Gouvernements antérieurs.

2) Le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes reconnaît que les Italiens ressortissants jusqu'au 3 novembre 1917 du territoire de la monarchie austro-hongroise, qui, en vertu des traités de paix avec l'Autriche et avec la Hongrie et du présent traité est reconnu comme faisant partie du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, auront le droit d'opter pour la nationalité italienne dans un délai d'un an à partir de l'entrée en vigueur du présent traité et les exempter de l'obligation de transférer leur domicile hors du territoire dudit Royaume. Ils conserveront le libre usage de leur langue et le droit d'exercer librement les cultes auxquels ils appartiennent avec toutes les facultés inhérentes à ces libertés.

3) Les diplômes de doctorat et les autres titres universitaires obtenus jusqu'à la date d'aujourd'hui par des ressortissants du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes dans des universités ou dans d'autres instituts supérieurs d'études du Royaume d'Italie seront reconnus par le Gouvernement des Serbes, Croates et Slovènes comme valables sur son territoire et conféreront des droits professionnels équivalents à ceux provenant des diplômes de doctorat et autres titres obtenus dans des universités ou des instituts supérieurs d'études du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

Un accord ultérieur réglera ce qui concerne la validité des études supérieures effectuées par des sujets italiens dans le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et par des sujets du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes en Italie.

Art. 8.

Dans l'intérêt des bons rapports intellectuels et moraux des deux Pays, les deux gouvernements stipuleront, aussi-

tôt que possible, les termes d'une convention qui aura pour objet d'intensifier le développement intime et réciproque des relations de culture intellectuelle entre les deux Pays.

Art. 9.

Le présent traité est rédigé en deux exemplaires, l'un en italien, l'autre en serbo-croate.

En cas de divergence, le texte italien fera foi comme étant rédigé dans une langue connue de tous les Plénipotentiaires.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires susdits ont signé le présent traité.

Fait à Rapallo, le 12 novembre 1920.

<i>Pour le Royaume d'Italie :</i>	<i>Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.</i>
GIOVANNI GIOLITTI	MIL. R. VESNITCH.
C. SFORZA	Dr ANTE TRUMBITCH.
IVANOE BONOMI	COSTA STOJANOVITCH.

**CONVENTION POUR ACCORDS GENERAUX, NEGOCIEE
A SANTA MARGHERITA, ENTRE L'ITALIE ET
LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLO-
VENES ET SIGNEE A ROME LE 23 OCTOBRE 1922
(*extraits*).**

Sa Majesté le Roi des Serbes, Croates et Slovènes et Sa Majesté le Roi d'Italie, animés du désir d'écarter toute difficulté nuisible à la reprise des relations d'affaires entre leurs Etats, ont résolu de conclure des accords à cet effet et ont nommé leurs plénipotentiaires ;

Sa Majesté le Roi des Serbes, Croates et Slovènes : Son Excellence Voislav Antonievitch, envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire;

Sa Majesté le Roi d'Italie: Son Excellence Carlo Schanzer, sénateur du royaume, Ministre des Affaires étrangères, lesquels après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont convenu des dispositions suivantes :

.

XIII

Dispositions complémentaires de la Convention conclue à Rome le 6 avril 1922 concernant le droit de cité.

Art. 45. — Aux effets des dispositions stipulées dans le traité de Rapallo du 12 novembre 1920 et des dispositions qui suivent seront considérées comme ayant acquis la nationalité italienne ainsi que tous les droits qui en découlent toutes les personnes qui, sur la déclaration de l'option présentée dans le terme du 2 février 1922, auront obtenu des autorités compétentes du royaume d'Italie le droit de cité.

Art. 46. — En ce qui concerne les déclarations d'option présentées après la date susmentionnée et jusqu'au jour de l'entrée en vigueur du présent accord, le gouvernement du royaume des Serbes, Croates et Slovènes décidera, le cas échéant, si aux dites déclarations seront assurés les effets de la nationalité italienne dont il est question à l'art. 45.

Les personnes auxquelles ne serait pas reconnu le droit de cité aux effets de l'art. VII. § 2 du traité de Rapallo auront le droit de conserver, sur leur demande, la nationalité du royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

Art. 47. — Les individus demeurant dans les territoires encore occupés par l'armée royale italienne et qui opteront

pour la nationalité italienne dans le délai de six mois à partir du jour de l'évacuation, jouiront de tous les droits mentionnés aux articles précédents.

Art. 48. — Les dispositions de l'art. VII, § 2 du traité de Rapallo, ainsi que celles qui sont stipulées dans les accords qui découlent du dit article, sont aussi appliquées intégralement à l'île de Veglia.

XIV

Dispositions préliminaires et transitoires concernant l'exercice des professions des industries et des commerces dans l'attente de la conclusion du traité de commerce.

Art. 49. — Les ressortissants des territoires qui appartenaient jusqu'au 3 novembre 1918 à l'ancienne monarchie austro-hongroise et qui ont été transférés en vertu des traités de paix de Saint-Germain et de Trianon et du traité de Rapallo au royaume des Serbes, Croates et Slovènes lesquels, de par le droit qui leur est conféré par l'article VII § 2 de ce dernier traité, auront opté pour la nationalité italienne, auront la faculté personnelle de continuer à exercer toujours dans le territoire du royaume des Serbes, Croates et Slovènes les arts, métiers, industries et professions de toute sorte qu'ils avaient exercés légitimement jusqu'à la conclusion du traité de Rapallo.

Sont exclues les professions de notaire, d'arpenteur géomètre, d'ingénieur civil autorisé et d'avocat.

Les interruptions de l'exercice des arts, métiers, industries et professions dues à une cause de force majeure ne seront pas prises en considération aux effets de l'alinéa premier.

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux fonctionnaires publics.

Art. 50. — Pour les concessions accordées après l'occupation de la part de l'armée royale italienne, le gouvernement des Serbes, Croates et Slovènes se réserve le droit de révoquer lesdites concessions, dans le cas où il y aurait des raisons d'échéance qui, d'après les lois en vigueur, justifieraient la révocation.

Art. 51. — Les concessions et les licences industrielles qui, d'après les lois de l'ancien régime, étaient transmissibles aux héritiers, pourront être transmises à des héritiers ayant opté directement ou indirectement pour la nationalité italienne aux effets de l'art. 49 et qui, même à défaut de testament, seraient appelés à la succession.

La transmission aura lieu même si la nationalité serbe, croate et slovène était requise pour l'exercice et la jouissance des dites concessions ou licences et aux conditions mêmes auxquelles elle se ferait entre les ressortissants du royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

Art. 52. — Les dispositions adoptées par l'ancien gouvernement austro-hongrois en conséquence de la guerre à partir du 25 juillet 1914 et jusqu'au 3 novembre 1918, contre des sociétés, instituts ou individus de nationalité italienne, sont considérées sans effet et les sociétés, les instituts et les individus qui en ont été frappés seront réintégrés totalement dans les droits dont ils jouissaient antérieurement. Le royaume des Serbes, Croates et Slovènes ne sera pas tenu à payer une indemnité quelconque.

Art. 53. — Sans porter atteinte au droit de libre contraction, pour ce qui concerne les contrats de travail, les ressortissants dont il s'agit ne seront pas exclus de l'exercice de leur profession à cause de leur qualité de ressortissants italiens, même si actuellement ou à l'avenir, pour l'exercice de ces professions, il devenait nécessaire d'appartenir au royaume

des Serbes, Croates et Slovènes, pourvu qu'ils se soumettent aux règles valables pour les ressortissants du même royaume.

Cette disposition ne s'applique pas aux fonctionnaires.

Les dispositions de cet article et de l'article 49 du présent chapitre seront appliquées par analogie aux ressortissants du royaume des Serbes, Croates et Slovènes qui ont leur résidence à Zara.

Art. 54. — Les dispositions contenues dans ce chapitre auront effet jusqu'à ce que la même matière soit définitivement réglée par un traité de commerce entre les deux hautes parties contractantes.

XV

Disposition complémentaires des règlements de procédure et administratifs et sur l'enseignement.

Art. 55. — Pour compléter les dispositions contenues dans la Convention relative aux populations allogènes, faite à Saint-Germain le 10 septembre 1919 et approuvée par le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes par la déclaration du 5 décembre 1919, il est convenu que lesdites dispositions seront appliquées aussi aux ressortissants italiens devenus tels par effet du Traité de Rapallo du 12 novembre 1920, pour ce qui concerne l'usage de la langue italienne et la liberté de l'exercice du culte et de leur religion dans cette langue, et pour ce qui concerne le droit de créer, diriger et contrôler des écoles et autres établissements d'éducation, des institutions de bienfaisance, religieuses ou d'assistance sociale ou bien de caractère de culture intellectuelle dans l'extension accordée par les susdits Traités de Saint-Germain et de Rapallo.

La fréquentation des écoles et des instituts privés ci-dessus mentionnés aura la même valeur que la fréquentation des

écoles du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes de la même catégorie.

Les certificats délivrés par ces écoles et instituts privés auront les mêmes effets qui sont reconnus aux certificats des écoles publiques correspondantes.

Dans les écoles privées susmentionnées l'enseignement de la langue serbo-croate sera obligatoire.

Dans les écoles privées dont il s'agit, l'enseignement sera donné par des maîtres et des catéchistes choisis par les ressortissants italiens et agréés par les autorités compétentes du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

Le fait de la nationalité italienne ne pourra pas être motif de non-agrément pour les instituteurs, maîtres et catéchistes des écoles et des établissements privés susmentionnés.

XVI

Droit de propriété

Art. 56. — Les personnes, les sociétés, les entreprises de tout genre et les corps moraux, qui respectivement ressortissent au Royaume d'Italie ou ont obtenu la constatation de leur appartenance au Royaume d'Italie, et d'autre part ceux qui ressortissent au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, ne pourront être soumis, pour ce qui concerne les biens et leur possession, leurs droits ou intérêts dans les territoires transférés et annexés à l'un des deux Etats, en vertu des Traités de Paix et du Traité de Rapallo, à aucune atteinte, entrave ou restriction qui ne soit appliquée également aux propres ressortissants, et qui ne donne lieu en tout cas à une indemnité convenable.

Art. 57. — Les modalités pour la détermination et le paiement de l'indemnité dont à l'article précédent seront

établies dans un accord spécial au cours des négociations pour le Traité de commerce.

Art. 58. — Les personnes, les sociétés, les entreprises de tout genre, les corps moraux, leurs biens, droits et intérêts dont à l'art. 56, ne pourront être soumis à aucune taxe ou charge supérieure à celles dont seront grevées les personnes et entreprises ressortissants de l'Etat qui touche l'impôt, ou par lesquelles seront grevés leurs biens, droits ou intérêts.

XVII

Eligibilité dans les conseils d'administration et exploitation du crédit

Art. 59. — Les Gouvernements des deux Hautes Parties, contractantes se réservent de constater, par un échange de notes que :

1. Les ressortissants des deux Etats pourront être librement élus dans les conseils d'administration, dans les directions, dans les collèges des syndics des sociétés anonymes et dans les collèges des curateurs et dans la direction des corps moraux, excepté les corps de droit public.

2. Les ressortissants visés à l'art. 45 au chapitre concernant le droit de cité en exécution, de l'art. VII du Traité de Rapallo, pourront exploiter de plein droit leur crédit auprès des établissements ou des particuliers sans limitations autres que celles fixées pour les ressortissants du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

Art. 60. — Est reconnue la nécessité de prendre des mesures pour éviter toute pression ayant le but de renvoyer les employés et les ouvriers qui se soumettent aux dispositions en vigueur pour les nationaux, seulement à cause de leur droit de cité ou de leur nationalité.

.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Rome. Elle entrera en vigueur dans un délai de douze jours à partir de sa ratification.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé la convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à Rome, en italien et en français, en double exemplaire le 23 octobre 1922.

L. S. Signé : V. ANTONIÉVITCH.

Signé : SCHANZER

(D'après le supplément n° 202 du 4 septembre 1923 des *Narodne Novine* du Royaume S. H. S.)

Echange de lettres relatives à l'enseignement, entre M. V. Antoniévitich, plénipotentiaire yougoslave et M. C. Schanzer, plénipotentiaire italien, aux Conventions de Santa Margherita.

P. N. O. 910. Rome, le 23 octobre 1922.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de Vous informer que je suis autorisé de mon Gouvernement de faire la déclaration suivante à Votre Excellence :

« Le Gouvernement des Serbes-Croates-Slovènes donne l'interprétation suivante à l'article 55 chapitre XV. DISPOSITIONS COMPLÉMENTAIRES DES RÉGLEMENT DE PROCÉDURES ET ADMINISTRATIFS ET SUR L'ENSEIGNEMENT :

a) la direction et le contrôle des écoles privées dont il s'agit seront exercés dans les limites fixées par les lois générales en vigueur dans le Royaume des Serbes-Croates-Slovènes;

b) il est entendu que la nationalité italienne, dont on parle dans le susdit art. 55, dernier alinéa, comprend aussi les ressortissants italiens, c'est-à-dire que les instituteurs, maîtres et catéchistes des écoles privées pourront être aussi ressortissants italiens. Ces instituteurs, maîtres et catéchistes pourront être habilités pour l'enseignement en Italie.

Dans les écoles et établissements dont il s'agit seront admis les textes d'enseignement qui sont en usage dans les écoles publiques italiennes. »

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance.

(signé) V. ANTONIEVITCH.

A Son Excellence, Monsieur CARLO SCHANZER, Ministre des Affaires Etrangères. Rome.

Rome le 23 octobre 1922

Excellence,

D'ordre de mon Gouvernement, j'ai l'honneur de Vous prier de bien vouloir me fournir des renseignements sur la législation en vigueur dans le Royaume d'Italie en matière d'enseignement dans les écoles et autres établissements privés créés par des ressortissants de pays étrangers ou dans lesquels enseignent des maîtres de nationalité différente de l'italienne, et aussi pour ce qui concerne les questions de l'usage de texte.

Veillez agréer, Excellence, etc.

(Signé) V. ANTONIEVITCH.

A Son Excellence, Monsieur CARLO SCHANZER, Sénateur du Royaume, Ministre des Affaires Etrangères. Rome.

IL MINISTRO DEGLI AFFARI ESTERI No. 3653.

Rome, le 23 octobre 1922.

Monsieur le Ministre,

En réponse à la note que Vous avez bien voulu m'adresser en date du 23 octobre 1922, j'ai l'honneur de Vous transmettre ci-annexé un résumé de la législation en vigueur dans le Royaume d'Italie sur les matières auxquelles se réfèrent Vos demandes.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma haute considération et de mes sentiments les meilleurs.

(Signé) SCHANZER.

A Son Excellence, Monsieur VOISLAVANTONIEVITCH,
Ministre du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI

Abrégé de la loi italienne pour l'enseignement

1. Aucune disposition de la loi n'empêche aux ressortissants étrangers d'enseigner dans les écoles primaires privées du Royaume et l'on exige seulement, à cet effet, le certificat d'idoneité et celui de moralité.

2. Pour ce qui concerne les écoles secondaires privées la naturalisation italienne n'est demandée que pour celui qui est à la tête d'un tel Institut, et non pas pour les simples enseignants, puisqu'on doit interpréter l'art. 246. N. I. de la loi dans le sens que les qualités requises pour l'enseignant dans les écoles privées sont seulement celles qui prouvent son idoneité à l'enseignement.

3. La qualité requise de la naturalisation italienne est aussi précisément prescrite (Art. 255 loi) pour être admis

à enseigner dans les écoles secondaires publiques; le Ministre de l'Instruction publique, peut cependant en dispenser l'étranger qui demande d'être admis à un concours pour les susdites écoles secondaires ou parifiées, sur présentation d'un certificat d'où il résulte son intention d'établir son domicile dans le Royaume. Ces décrets sont exemptés de l'enregistrement à la Cour des Comptes.

4 II faut enfin remarquer que les écoles, soit primaires soit secondaires établies dans le Royaume par des ressortissants étrangers pour les élèves étrangers jouissent de privilèges particuliers.

Lesdites écoles ont été pratiquement assimilées aux écoles paternelles (art. 251 loi Casati) et pour cela elles sont affranchies de tout contrôle préventif de la part de l'autorité scolaire, pour ce qui concerne soit les titres d'habilitation, soit la naturalisation italienne des directeurs et des enseignants, soit pour les textes d'enseignement, qui pourront être librement choisis parmi ceux qui sont en usage dans les écoles du pays dont les enseignants et les écoliers ressortissent.

(D'après le supplément n° 202 du 4 septembre 1923 des *Narodne Novine* du Royaume S. H. S.).

ACCORD
CONCLU ENTRE LE ROYAUME
DES SERBES, CROATES ET SLOVENES
ET LE ROYAUME D'ITALIE
CONCERNANT FIUME
SIGNÉ A ROME LE 27 JANVIER 1924

SA MAJESTE LE ROI DES SERBES,
CROATES ET SLOVENES
ET SA MAJESTE LE ROI D'ITALIE :

ayant constaté l'impossibilité absolue de procéder à l'organisation d'une façon pratique de l'Etat libre de Fiume, visé à l'article 4 du Traité signé à Rapallo le 12 novembre 1920, et suivant les dispositions générales fixées dans l'Accord signé à Rome le 23 octobre 1922,

dans le but d'établir des relations cordiales entre les deux Etats pour le bien commun des deux peuples,

animés du désir d'assurer de la façon la plus satisfaisante la vie de la ville de Fiume et le développement économique qui correspond le mieux à ses intérêts,

ont résolu de conclure un Accord dans ce but et ont nommé à cet effet comme leurs Plénipotentiaires :

Sa Majesté le Roi des Serbes, Croates et Slovènes :

Monsieur NICOLAS PACHITCH, *Président du Conseil*;

Monsieur MOMCILO NINTCHITCH, *Ministre des Affaires étrangères*;

Sa Majesté le Roi d'Italie :

Monsieur BENITO MUSSOLINI, *Député au Parlement, Président du Conseil et Ministre des Affaires étrangères*,

lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier

Le Gouvernement Italien reconnaît la souveraineté pleine et entière du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes sur le Port Baross et sur le Delta qui seront évacués et remis aux Autorités compétentes du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes dans un délai de deux jours après l'échange des ratifications du présent Accord.

Article 2.

Le Gouvernement des Serbes, Croates et Slovènes reconnaît la souveraineté pleine et entière du Royaume d'Italie sur la ville et sur le port de Fiume ainsi que sur le territoire qui lui est attribué d'après la ligne de frontière indiquée dans l'article suivant.

Article 3.

La frontière du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes du côté de Fiume telle qu'elle est fixée dans l'article 3 du Traité signé à Rapallo le 12 novembre 1920, devra être rectifiée en relation aux dispositions contenues dans les deux articles précédents. Cette ligne de frontière sera tracée par une Commission spéciale mixte composée de délégués italiens et de délégués serbes, croates et slovènes selon la ligne fixée en manière générale de la façon suivante :

« La Route Castua-Fiume sera comprise dans le territoire du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes à partir d'un point à l'est de Tometici jusqu'au croisement au nord de Bergudi. La ligne de frontière sera tracée sur le terrain suivant une ligne à déterminer entre la route susindiquée et la

voie ferrée. A partir de ce point, la ligne de frontière remontera vers le nord-est de manière que Peklin soit compris dans le territoire serbe-croate-slovène; puis elle atteindra, par une courbe convexe, au nord de Drenova un point de la Rečina à déterminer dans la moitié septentrionale de la partie de frontière comprise entre les bornes VIII et IX ».

Le Royaume d'Italie reconnaît la souveraineté pleine et entière du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes sur le territoire qui est attribué de cette façon à ce dernier. Le territoire sera évacué par l'Italie et remis au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes dès que la délimitation de la nouvelle ligne de frontière aura été faite par la Commission mixte susdite. Cette Commission mixte accomplira ses travaux de telle manière que le territoire susdit puisse être évacué et remis dans le délai de cinq jours après l'échange des ratifications du présent Accord.

Article 4.

Dans les relations entre les zones de frontière à travers la nouvelle ligne de frontière, et dans les relations entre la circonscription censuaire de Castua et le territoire italien limitrophe seront observées les dispositions contenues dans la Convention additionnelle ci-jointe, Annexe A, lesquelles resteront en vigueur jusqu'à la conclusion du traité de commerce qui réglera le trafic de frontière.

Les deux Parties Contractantes sont d'accord que, dans le traité susmentionné, les questions concernant le trafic de frontière entre les zones séparées par la nouvelle ligne de frontière seront réglées de manière que l'on tienne particulièrement compte des relations économiques entre les zones susdites et des besoins particuliers des populations respectives.

Article 5.

Le Royaume d'Italie concède en location pour la durée de 50 ans au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes dans le Porto Grande de Fiume les emplacements couverts et découverts qui constituent le bassin Thaon di Revel, selon la description qui en a été faite à l'article 5. de la Convention Additionnelle ci-jointe en annexe. La location, dont tout caractère d'extraterritorialité est exclu, comprend le droit d'usage exclusif et illimité du grand Magasin du môle « Napoli », des deux Magasins qui donnent sur le quai Thaon di Revel et des deux Magasins du môle « Genova » qui donnent sur le côté occidental et le droit d'usage privilégié des trois quais qui délimitent le bassin en question avec les accessoires relatifs.

Les Autorités du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et le personnel qui dépend de ces Autorités, préposées aux opérations de trafic de leur propre Etat dans le bassin susdit exerceront leurs fonctions en conformité de la Convention Additionnelle, Annexe B., jointe au présent Accord (Chapitre I).

Le Gouvernement des Serbes, Croates et Slovènes payera au Gouvernement Italien un loyer annuel d'une lire d'or pour la location des installations du port susmentionné.

Article 6.

La Gare Principale de Fiume sera organisée en régime de gare internationale de frontière. Conformément à ce que l'on fait dans les gares internationales de la frontière italienne, une Délégation des Chemins de fer serbes-croates-slovènes composée d'un nombre convenable de personnel sera détachée dans cette gare. Cette délégation collaborera avec l'administration des chemins de fer italiens, surtout en ce qui

concerne l'exploitation des embranchements qui réunissent la gare située sur le territoire serbe-croate-slovène au bassin visé à l'article précédent, et ce bassin au Port Baross. Les modalités de cette collaboration sont établies par la Convention Additionnelle, Annexe B, jointe au présent Accord (Chapitre II).

Article 7.

La frontière entre Fiume et le Port Baross, le long du quai, sera délimitée selon la ligne tracée sur la carte jointe à la Lettre annexée au Traité de Rapallo susmentionné, de la façon que la Commission de délimitation visée à l'article 3 estimera être la plus convenable pour l'exercice de la surveillance douanière de la part de l'un et de l'autre Etat et en tenant compte des exigences spéciales du trafic, de l'ordre public et des communications de la Ville. Le pont tournant situé entre Port Baross et Porto Grande sera en territoire italien.

Le Royaume d'Italie reconnaît la souveraineté pleine et entière du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes sur les eaux de la Fiumara. De ce côté la ligne de frontière sera par conséquent constituée par le bord de la rive occidentale du canal.

Le passage et l'abord des flottants à la rive occidentale (italienne) de la Fiumara, sont réglés par la Convention Additionnelle ci-jointe, Annexe B (Chapitre III) de telle façon que la navigation sur la Fiumara n'en soit pas entravée.

Pour le maintien de ces droits d'usage sur les eaux serbes-croates-slovènes du canal, et en reconnaissance de la souveraineté du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes sur les eaux susdites, le Gouvernement Italien payera au Gouvernement du Royaume susmentionné une redevance annuelle d'un dinar d'or.

Article 8.

En ce qui concerne l'aqueduc de Fiume et l'entretien des installations pour la rivière Rečina seront observées les dispositions établies par la Convention Additionnelle ci-jointe, Annexe B (Chapitre IV).

Article 9.

Aux minorités yougoslaves de Fiume sera concédé le régime qui résulte en faveur des minorités italiennes en Dalmatie des engagements internationaux en vigueur.

Article 10.

Le présent Accord sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Rome dans un délai maximum de vingt jours à partir de la date de la signature du présent Accord.

EN FOI DE QUOI les Plénipotentiaires l'ont signé et muni de leurs sceaux.

FAIT à Rome en double exemplaire le vingt-sept janvier mil neuf cent vingt-quatre.

m. p. **Nik. P. Pachitch**

m. p. **M. Nintchitch**
(L. S.)

m. p. **Benito Mussolini**
(L. S.)

(d'après le supplément n° 90 du 16 avril 1924 des *Narodne Novine* du Royaume S. H. S.)

**EXTRAITS DES ACCORDS SIGNÉS A NETTUNO LE
20 JUILLET 1925 ENTRE L'ITALIE ET LE ROYAUME
DES SERBES, CROATES ET SLOVENES.**

Accords conclus pour régler définitivement toutes les questions à résoudre pour l'application de l'art. 9 de l'Accord concernant Fiume signé à Rome le 27 janvier 1924 ainsi que certaines questions intéressant les ressortissants serbes-croates-slovens à Fiume et les ressortissants italiens en Dalmatie.

Sa Majesté le Roi d'Italie et Sa Majesté le Roi des Serbes, Croates et Slovènes,

animés du désir de régler définitivement toutes les questions à résoudre pour l'application de l'article 9 de l'Accord concernant Fiume signé à Rome par le Royaume d'Italie et le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes le 27 janvier 1924, ainsi que certaines questions intéressant les ressortissants serbes-croates-slovens à Fiume et les ressortissants italiens en Dalmatie, ont délibéré de conclure des accords spéciaux dans ce but et ont nommé, à cet effet, comme leurs Plénipotentiaires :

Sa Majesté le Roi d'Italie :

Monsieur Benito Mussolini, Député au Parlement, Président du Conseil et Ministre des Affaires Etrangères;

Sa Majesté le Roi des Serbes, Croates et Slovènes :

Monsieur Voislav Antonievitch, son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi d'Italie;

Monsieur Ottokar Rybar, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire;

lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Les dispositions contenues dans les accords ci-annexés sont adoptées par les deux Hautes Parties contractantes en ce qui concerne les relations entre les deux Etats dans les matières formant l'objet des mêmes accords spécifiés ci-dessous :

Annexe A. — Accord pour l'application de l'article 9 de l'Accord signé à Rome le 27 janvier 1924.

Annexe B. — Accord concernant les avocats.

Annexe C. — Accord sur les propriétés à la frontière.

Annexe D. — Accord provisoire sur les expropriations.

Art. 2.

Il est entendu qu'aux accords ci-annexés, en tant qu'ils concernent la Dalmatie, s'applique la disposition de l'article 48 de la convention pour accords généraux conclue à Rome le 23 octobre 1922.

Art. 3.

Les accords dont à l'article premier seront ratifiés et les ratifications en seront échangées à Rome aussitôt que faire se pourra.

Ils entreront en vigueur un mois après la date de l'échange des ratifications à moins que la date de l'entrée en vigueur d'un accord ne soit fixée différemment par l'accord même.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé les accords susdits en même temps que le présent acte auquel ils ont apposé leurs cachets.

Fait à Nettuno en double exemplaire, le vingt juillet mil neuf cent vingt cinq.

<i>Pour le Royaume d'Italie :</i>	<i>Pour le Royaume des Serbes-Croates-Slovènes :</i>
BENITO MUSSOLINI.	V. ANTONIÉVITCH.
	Dr. RYBAR.

Annexe A.

Accord pour l'application de l'article 9 de l'Accord de Rome.

Article premier

Les personnes ayant le droit d'indigénat à Fiume et qui sur la base de l'accord sur l'acquisition du droit de cité, signé par les Hautes Parties contractantes à la date d'aujourd'hui, auront acquis la qualité de ressortissant du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes en vertu du droit d'option, en tant qu'elles auront leur résidence dans la partie du territoire de Fiume — traité de Rapallo, art. 4 lit. *a*) et *b*) — qui d'après l'accord de Rome du 27 janvier 1924 a été attribuée à l'Italie, jouiront dans ladite partie de territoire, analogiquement des droits et privilèges conférés, par le traité de Rapallo du 12 novembre 1920 et la convention pour accords généraux signés à Rome le 23 octobre 1922, aux ressortissants italiens en Dalmatie devenus tels par effet dudit traité.

Par conséquent :

a) elles ne seront pas obligées de transporter leur domicile hors du territoire attribué à l'Italie;

b) elles auront le droit du libre usage de leur langue (serbo-croate) avec toutes les facultés inhérentes à ce droit. Elles auront partant la faculté de faire usage de cette langue

soit personnellement, soit comme avocat, pour s'adresser oralement et par écrit aux tribunaux et aux autorités politico-administratives et financières de l'Etat, excepté les autorités douanières, ayant leur siège dans le territoire visé à l'article premier. Toutefois, les avocats ne pourront pas faire usage de la langue serbo-croate dans le cas où il s'agirait d'un plaidoyer pour un ressortissant du Royaume d'Italie de nationalité italienne.

Les notaires publics, dûment qualifiés à rédiger des actes en langue serbo-croate, seront autorisés à rédiger, sur demande desdites personnes, des actes en forme notariée dans cette langue. Une traduction de ces actes et des autres actes rédigés en langue serbo-croate, annexés à des actes présentés aux autorités ci-dessus, ne sera pas nécessaire même dans le cas où ils seraient annexés à des demandes ou requêtes ayant le but d'obtenir une transcription ou inscription dans les livres fonciers ou dans d'autres livres ou registres publics;

c) elles auront le droit d'exercer librement les cultes auxquels elles appartiennent et de faire usage de leur langue dans les pratiques de leur religion;

d) elles auront le droit d'instituer, diriger et contrôler des écoles et d'autres établissements d'éducation, des institutions de bienfaisance, religieuses ou d'assistance sociale ou bien de caractère de culture intellectuelle avec le droit d'y faire libre usage de leur langue.

La direction et le contrôle des écoles privées susvisées seront exercés dans les limites fixées par les lois générales du Royaume d'Italie.

La fréquentation des écoles et des institutions privées ci-dessus mentionnées sera permise seulement aux personnes résidant à Fiume. Elle aura la même valeur que la fréquentation des écoles du Royaume d'Italie de la même catégorie. Les certificats délivrés par ces écoles et institutions pri-

vées auront les mêmes effets qui sont reconnus aux certificats des écoles publiques correspondantes.

Dans les écoles privées ci-dessus l'enseignement de la langue italienne sera obligatoire.

Dans les écoles privées susvisées l'enseignement sera donné par des maîtres et des catéchistes qui pourront être qualifiés indifféremment dans l'un ou dans l'autre des deux Etats et qui seront choisis par les ressortissants serbes-croates-slovènes et agréés par les autorités compétentes du Royaume d'Italie.

La qualité de ressortissant du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes ne pourra pas être un motif pour refuser l'agrément pour les instituteurs, maîtres et catéchistes des écoles et des établissements privés susvisés.

Dans ces écoles et institutions l'on pourra adopter les livres d'enseignement qui seront en usage dans les écoles du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

Art. 2.

Les diplômes de doctorat et les autres titres universitaires des personnes qui avaient le droit d'indigénat à Fiume et qui, sur la base de l'accord sur l'acquisition du droit de cité signé par les Hautes Parties contractantes à la date d'aujourd'hui, auront acquis la qualité de ressortissant du Royaume d'Italie ou du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, seront reconnus par les autorités du Royaume d'Italie aux ressortissants italiens et par les autorités du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes aux ressortissants serbes-croates-slovènes, si les diplômes et titres susdits ont été délivrés par une université ou par un autre institut supérieur d'études italien à un ressortissant serbe-croate-slovène ou s'ils ont été délivrés par une université ou un autre institut supérieur d'études serbe-croate-slovène à un ressor-

tissant italien; dans l'un et dans l'autre cas il faudra que les diplômes et titres en cause aient été délivrés avant la date d'aujourd'hui.

Les diplômes et les autres titres universitaires, délivrés par une université ou un autre institut supérieur d'études de l'ancienne monarchie austro-hongroise, ou de tout autre Etat successeur de celle-ci, seront considérés, sous les mêmes conditions, équivalents aux diplômes et titres susdits.

Art. 3.

Les personnes visées à l'article premier auront la faculté d'exercer, dans le territoire attribué à l'Italie, l'art, le métier, l'industrie et les professions de toute sorte qu'elles y avaient exercés légitimement jusqu'au 3 novembre 1918, exception faite pour les professions de notaire, d'arpenteur géomètre et d'ingénieur civil autorisé. L'exercice de la profession d'avocat dans le même territoire est réglé par un accord spécial.

En dehors du droit qui découle en vertu de cette disposition, sans aucune limitation, aux médecins qui auraient opté pour l'une des Hautes Parties contractantes, les médecins ressortissants du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, qui ont exercé leur profession à Fiume dans le laps de temps de dix ans révolus à la date de la signature de cet accord, ou ressortissants du Royaume d'Italie, qui ont exercé leur profession pendant le même temps à Sušak, pourront continuer à exercer leur profession dans lesdits territoires même dans le cas où ils n'auraient jamais eu le droit d'indigénat à Fiume.

Les interruptions de l'exercice des arts, métiers, industries ou professions, dues à une cause de force majeure, ne seront pas prises en considération aux effets des alinéas précédents.

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux fonctionnaires publics.

Art. 4.

Les concessions et les licences industrielles qui, d'après les lois de l'ancien régime, étaient transmissibles aux héritiers pourront être transmises à des héritiers ayant acquis directement ou indirectement la nationalité serbe-croate-slovène et qui, même à défaut de testament, seraient appelés à la succession.

La transmission aura lieu même si la nationalité italienne était requise pour l'exercice et la jouissance desdites concessions ou licences et aux mêmes conditions auxquelles elle se ferait entre ressortissants du Royaume d'Italie.

Art. 5.

Sans porter atteinte aux droits de libre contractation, en ce qui concerne les contrats de travail dans le territoire visé à l'article premier, les ressortissants serbes-croates-slovènes, dont il s'agit dans ledit article, ne seront pas exclus de l'exercice de leur profession à cause de leur qualité de ressortissant serbe-croate-slovène dans le cas où actuellement ou à l'avenir, pour l'exercice de ces professions, il serait nécessaire d'appartenir au Royaume d'Italie, pourvu qu'ils se soumettent aux règles valables pour les ressortissants du même Royaume. Cette disposition ne s'applique pas aux fonctionnaires publics et aux ouvriers des manufactures d'Etat.

Art. 6.

En ce qui concerne le régime à adopter pour les ressortissants italiens de nationalité serbe-croate-slovène résidant à

Fiume, qui ont acquis la qualité de ressortissant italien sur la base du droit d'indigénat dans cette ville, il est arrêté :

a) il ne sera édicté aucune restriction contre le libre usage de leur langue soit dans les relations privées ou de commerce, soit en matière de presse ou de publications de toute nature, soit dans les réunions publiques

b) ils jouiront en général de tous les droits dont jouissent les minorités italiennes en Dalmatie.

Art. 7.

La nécessité est reconnue de prendre des mesures aptes à éviter toute insistance ayant le but de renvoyer des employés et ouvriers qui se soumettent aux dispositions en vigueur pour les nationaux, seulement en conséquence de leur droit de cité ou de leur nationalité.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé le présent accord.

Fait à Nettuno, le vingt juillet mil neuf cent vingt cinq

<i>Pour le Royaume d'Italie :</i>	<i>Pour le Royaume des Serbes-Croates-Slovènes :</i>
BENITO MUSSOLINI.	V. ANTONIËVITCH. Dr. RYBAR.

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Au moment de procéder à la signature de l'Accord pour l'application de l'article 9 de l'Accord de Rome du 27 janvier 1924, conclu à la date d'aujourd'hui entre le Royaume d'Italie et le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, les Plénipotentiaires soussignés ont fait les déclarations suivantes, qui auront à former partie intégrante de l'Accord même :

Article premier

A l'effet de prévenir toute interprétation inexacte de l'Accord pour l'application de l'article 9 de l'Accord de Rome du 27 janvier 1924, il est entendu que celui-ci ne porte aucune atteinte aux droits et privilèges concédés par le traité de Rapallo et les accords généraux signés à Rome le 23 octobre 1922, qui restent partant confirmés en tant qu'ils ne sont pas réglés par l'article suivant.

Art. 2.

Attendu que la mesure de l'usage de la langue serbo-croate devant les autorités de Fiume a été fixée sur la base des droits attribués en Dalmatie aux ressortissants italiens visés à l'article 49 de la convention pour accords généraux signés à Rome le 23 octobre 1922, il est convenu qu'aux ressortissants italiens susdits en Dalmatie sont reconnus les droits suivants :

Ils auront la faculté de faire usage de la langue italienne, soit personnellement, soit comme avocat, pour s'adresser oralement et par écrit aux tribunaux et aux autorités politico-administratives et financières de l'Etat, excepté les autorités douanières, ayant leur siège en Dalmatie. Toutefois, les avocats ne pourront pas faire usage de la langue italienne dans le cas où il s'agirait d'un plaidoyer pour un ressortissant du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes de nationalité serbo-croate. Les notaires publics, dûment qualifiés à rédiger des actes en langue italienne, seront autorisés à rédiger, sur demande desdites personnes, des actes en forme notariée dans cette langue.

Une traduction de ces actes et des autres actes rédigés en langue italienne, annexés à des actes présentés aux autorités ci-dessus, ne sera pas nécessaire, même dans le cas où ils se-

raient annexés à des demandes ou requêtes ayant le but d'obtenir une transcription ou inscription dans les livres fonciers ou dans d'autres livres ou registres publics.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé le présent protocole.

Fait à Nettuno, le vingt juillet mil neuf cent vingt cinq

<i>Pour le Royaume d'Italie :</i>	<i>Pour le Royaume des Serbes-Croates-Slovènes :</i>
BENITO MUSSOLINI.	V. ANTONIÉVITCH. Dr. RYBAR.

Annexe B.

Accord concernant les avocats.

En exécution de l'accord contenu dans l'article II du protocole dressé le 23 octobre 1922 à l'occasion de la signature de l'accord et des conventions conclus à la même date entre le Royaume d'Italie et le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, et de l'article 9 de l'accord de Rome du 27 janvier 1924 conclu entre les mêmes Hautes Parties contractantes :

attendu que par la note du 21 août 1924 le Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes a reconnu aux avocats, se trouvant dans les conditions énoncées au premier alinéa de l'article 49 de la convention pour accords généraux susdite, le droit de continuer à exercer personnellement leur profession dans le territoire du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, pourvu qu'ils se soumettent à toutes les dispositions en vigueur pour les avocats ressortissants dudit Royaume et qu'ils fassent un serment qui se limite à l'engagement d'observer les lois du Pays et leurs

devoirs professionnels, et d'accepter la juridiction des autorités du même Royaume, avec exclusion de toute autre autorité, dans toutes les questions qui ont trait à leur profession, étant entendu que le droit de plaider dans les procès pénaux appartiendra seulement aux avocats qui, sur leur demande, y seront autorisés par le ministère de la Justice du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes;

en considération de l'opportunité de régler uniformément les questions qui ont trait à l'exercice de la profession d'avocat dans les territoires en cause;

il est convenu de ce qui suit :

Article premier.

Aux avocats auxquels, en vertu de l'option exercée d'après l'article 7 du Traité de Rapallo et des articles 45 et 46 de la convention pour accords généraux signée à Rome le 23 octobre 1922, aura été reconnue la nationalité du Royaume d'Italie et qui exerçaient auparavant leur profession et résidaient sur le territoire de l'ancien Royaume de Dalmatie transféré au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, ainsi qu'aux avocats qui auront élu la nationalité du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes sur la base de l'accord sur l'acquisition du droit de cité à Fiume signé par les Hautes Parties contractantes à la date d'aujourd'hui et qui exerçaient auparavant leur profession et résidaient sur l'ancien territoire de Fiume annexé au Royaume d'Italie, est reconnu le droit à l'exercice de leur profession d'avocat et d'avoué auprès des autorités judiciaires et administratives ayant leur siège dans les territoires susdits.

Le même droit est reconnu, en ce qui concerne l'exercice de la profession d'avocat et d'avoué auprès des autorités judiciaires et administratives ayant leur siège dans le territoire de Zara attribué au Royaume d'Italie, aux avocats

qui ont acquis la nationalité du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes sur la base des dispositions antérieurement en vigueur et qui exerçaient auparavant leur profession et résidaient sur ledit territoire.

Hors de ces territoires, lesdits avocats seront qualifiés auprès des relatives instances supérieures, ainsi qu'auprès des tribunaux spéciaux, dans tout cas de recours, appel, révision, requête ordinaire ou extraordinaire.

Les limitations éventuelles du droit de plaider devant la Cour Suprême ou de Cassation et la nécessité d'une assistance par un avocat exerçant au siège de cette Cour sont fixées par la loi générale.

Arl. 2.

Le droit de plaider dans les procès pénaux appartiendra seulement aux avocats susdits qui, sur leur demande, y seront autorisés par le Ministère de la Justice compétent.

Arl. 3

Les avocats qui, se trouvant dans les conditions visées à l'article premier, demanderont d'être admis à l'exercice de leur profession interrompu après le 3 novembre 1918, devront se soumettre à toutes les dispositions en vigueur pour les avocats respectivement ressortissants du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes ou du Royaume d'Italie et qui ne sont pas en contradiction avec les articles précédents.

Ils devront faire serment devant la Cour d'Appel d'observer les lois du Pays et leurs devoirs professionnels. Ils seront sujets à la juridiction des autorités locales avec exclusion de toute autre autorité dans toutes les questions qui ont trait à leur profession.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé le présent accord.

Fait à Nettuno, le vingt juillet mil neuf cent vingt cinq.

Pour le Royaume d'Italie : *Pour le Royaume des Serbes,
Croates et Slovènes :*

BENITO MUSSOLINI.

V. ANTONIÉVITCH.

Dr. RYBAR.

Annexe C.

Accord sur les propriétés à la frontière

Article premier.

Les exceptions et les restrictions de la faculté d'acquérir, de posséder et d'user des biens immeubles dans une zone ne dépassant pas 50 km. de la frontière par rapport à la sûreté de l'Etat ne sont pas applicables aux ressortissants des Hautes Parties contractantes qui ont acquis la qualité de ressortissant du Royaume d'Italie d'après les dispositions de l'article VII n° 2 du traité de Rapallo du 12 novembre 1920, et auxquels se rapporte l'article 45 de la convention pour accords généraux signée à Rome le 23 octobre 1922, ou qui auront acquis la qualité de ressortissant du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes sur la base de l'article 2 de l'accord sur l'acquisition du droit de cité à Fiume, signé à la date d'aujourd'hui, et auxquels se rapporte l'article 9 de l'accord concernant Fiume, signé à Rome le 27 janvier 1924.

Art. 2.

Les exceptions et les restrictions visées à l'article premier ne seront pas admises, même à l'égard de ressortissants autres que ceux visés audit article, quand il s'agit :

1° de la concession et de l'usage des droits qui peuvent être constitués sans être inscrits dans les livres fonciers;

2° de l'acquisition et de l'exercice des droits d'hypothèque, et

3° de l'usage des droits déjà acquis.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé le présent accord.

Fait à Nettuno, le vingt juillet mil neuf cent vingt cinq.

Pour le royaume d'Italie :

BENITO MUSSOLINI.

*Pour le Royaume des
Serbes, Croates, Slovènes :*

V. ANTONIÉVITCH.

Dr. RYBAR.

Annexe D.

Accord provisoire sur les expropriations.

En considération du fait que le Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, par le décret du 23 avril 1925, n° 8705-24 du Ministère de la Réforme Agraire, en ce qui concerne le territoire de l'ancien Royaume de Dalmatie, a donné mainlevée entière des inscriptions de défense de vendre ou céder la propriété sur des biens ruraux et autres immeubles ou de la grever d'hypothèque, en tant qu'une telle défense découle des lois et décrets sur la grande propriété rurale et sur le dégagement du service de la redevance grevant les biens en cause;

attendu que le Gouvernement du même Royaume s'est réservé de fixer définitivement par voie législative s'il y a lieu d'appliquer les lois concernant les rapports similaires à celui entre propriétaires et serfs attachés à la culture de la terre, aux rapports entre propriétaires et preneurs des biens sis en Dalmatie, qui forment l'objet d'un bail à ferme ou à colonie sous la condition d'un partage des produits ou de paiement d'une redevance en numéraire ou en nature, eu

égard à la nature tout à fait particulière de ces rapports; attendu que, de ce fait, et à défaut d'un règlement intérieur de la matière dans le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, la conclusion de l'accord prévu par l'article 57 de la convention pour accords généraux signée à Rome le 23 octobre 1922, est à considérer comme prématurée, tant que ces questions ne sont pas résolues et que les modalités pour la détermination et le payement des indemnités dues dans tout cas d'atteinte au droit de propriété envisagé au moment de la conclusion dudit accord ne seront pas arrêtées par une loi locale;

le Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et le Gouvernement du Royaume d'Italie sont convenus de ce qui suit.

Article premier.

La conclusion d'un accord, pour fixer d'une façon définitive les modalités pour la détermination et le payement des indemnités dues aux termes de l'article 57 de la convention pour accords généraux signée à Rome le 23 octobre 1922, est renvoyée jusqu'à l'instant où le Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes aura déterminé par voie législative la mesure et les conditions pour le versement des indemnités en cause.

Art. 2.

Il est entendu que dans l'entretemps aux ressortissants du Royaume d'Italie dans le territoire de l'ancien Royaume de Dalmatie, on appliquera les dispositions et mesures intérieures concernant l'ajournement de l'application, dans ledit territoire, des lois et décrets sur la réforme agraire.

Jusqu'à la conclusion de l'accord prévu à l'article premier. il sera sursis à l'application de toute mesure ou disposition de nature à porter préjudice aux biens, droits et intérêts

des propriétaires susvisés des biens fonds de toute sorte en Dalmatie et qui aurait trait à une expropriation ou au dégage-
ment de la redevance due pour les biens en cause; et, au
cas où une telle application aurait eu lieu, il en sera donné
mainlevée.

La disposition de l'alinéa précédent ne s'applique pas
dans les cas, n'ayant aucune relation avec une réforme agraire
ou avec un dégage-ment de la redevance grevant les biens
en cause, dans lesquels une indemnité préalable serait payée
aux propriétaires, d'après la loi locale, en mesure corres-
pondante à la perte réelle.

Art. 3.

Les Hautes Parties contractantes concluront l'accord
définitif, nécessaire pour établir avec uniformité et sur la
base de la réciprocité la mesure convenable de toute indem-
nité et les conditions de payement, sans délai, après la votation
(*sic*) de la loi envisagée à l'article premier ou, si les conditions
visées au même article ne sont pas réalisées dans un laps de
temps de trois ans à partir de l'entrée en vigueur du présent
accord, à l'échéance desdits trois ans.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé le présent
accord.

Fait à Nettuno, le vingt juillet mil neuf cent vingt cinq.

Pour le Royaume d'Italie :

BENITO MUSSOLINI.

*Pour le Royaume des
Serbes, Croates, Slovènes*

V. ANTONIÉVITCH.

Dr RYBAR.

(D'après le supplément n° 234 du 8 octobre 1928 de la
Gazzetta Ufficiale du Royaume d'Italie.)

Vu : Le Doyen,
H. BERTHELEMY.

Vu : Le Président,
LE FUR.

Vu et permis d'imprimer :
Pour le Recteur de l'Académie de Paris,
L'Inspecteur d'Académie,
MAURELLET.

LISTE BIBLIOGRAPHIQUE

- ALBERTI (Mario), CORSI (Général Carlo), HODWIG (Armando), SIL-
LANI (Tomaso), TAMARO (Attilio) and TOLOMEI (Ettore). —
Italy's Great War and her national aspirations. Milan, Alfieri e
Lacroix, 1917.
- ALIA (Antonino d'). — *La Dalmazia, le Regioni limitrofe e l'Adriatico*.
Bologne, Zanichelli, 1914.
- *I popoli oppressi della Monarchia austro-ungarica*. Rome, Pre-
sidenza del Consiglio dei Ministri, 1918.
- *La Dalmazia nella storia e nella politica, nella guerra e nella pace*.
Rome, Optima, 1928.
- ANGJELINOVIC (J.). — *Istra i « Družba Sv. Ćirila i Metoda za Istru »*.
Split, Hrvatska Štamparija, 1914.
- ANNUNZIO (Gabriele d'). — *La Riscossa dei Leoni*. Florence, Bem-
porad, 1928.
- ARMSTRONG (Hamilton Fish). — *The new Balkans*. Londres et New-
York, Harper and brothers, Publishers, 1927.
- Association yougoslave pour la S. D. N.* — *La minorité yougoslave
en Italie*, Genève, 1927.
- BATTARA. — *Il trialismo*. Rassegna contemporanea, 1913, fasc. V.
- BELETTI. — *L'italianità della Dalmazia*. Bologne, Zanichelli.
- BENEDETTI (Giulio). — *Fiume, Porto Baros e il retroterra*. Rome,
Maglione e Strini, 1921.
- *La pace di Fiume dalla Conferenza di Parigi al Trattato di Roma*.
Bologne, Zanichelli, 1924.
- *Rivendicazioni adriatiche*. Milan, Libreria d'Italia, 1929.
- BERNARDI et FALORSI. — *La questione adriatica vista d'oltre Atlan-
tico*. Bologne, Zanichelli, 1923.
- BIANKINI (Juraj). — *Prva dva mjeseca italijanske okupacije Dalmacije*
(Almanah Jadranske Straže, 1928-1929).
- BULIĆ (Ivan). — *Jugoslavija i Italija*. Split, Leonova Tiskara, 1919.
- CABURI (F.). — *Italiani e Jugoslavi nell' Adriatico*. Milan 1919.
- Conseil national yougoslave pour l'Istrie Méridionale*. — *L'Istrie,
terre yougoslave*. Loubiana, 1919.

- CVIETISA (Frano). — *Les Yougoslaves*. Paris, Bossard.
- DAINELLI (Giotto). — *La Dalmazia*. Novara Istituto geographico de Agostini, 1918.
- *La Dalmazia, la sua storia e il suo martirio* Unione generale degli insegnanti italiani per la guerra nazionale.
- *Fiume e Dalmazia*, Turin, Unione, 1925.
- DAVANZATI. — *Il sabotaggio della vittoria italiana alla conferenza della pace*. Rome, Rassegna italiana, 1919.
- DELICH. — *L'irredentismo italiano in Dalmazia*. Rome, 1925.
- DENIS (Ernest). — *Du Vardar à la Socha*. Paris, Bossard.
- DUDAN. — *La Dalmazia nell'arte italiana*. Milan, Treves.
- FABROVICH (E.). — *La Dalmazia d'oggi*. Udine, Tipografia Del Bianco e Figlio.
- FEDERZONI (L.). — *Il trattato di Rapallo*. Bologne, Zanichelli, 1921.
- *La Dalmazia che aspetta*. Bologne, Zanichelli.
- GASLINI (Mario dei). — *Aquilotti sull' adriatico*. Milan, Edizioni Unitas, 1924.
- GAYDA (Virginio). — *L'Italia d'oltre confine*. Turin, Fratelli Bocca, 1914.
- GAUVAIN (Auguste). — *La question yougoslave*. Paris, Bossard.
- GAVAZZI (Arthur). — *Les nationalités sur le littoral yougoslave*. Zagreb. Imprimerie provinciale, 1919.
- HODNIG (Armando), actuellement Odenigo (Italicus senator). — *La question de l'Adriatique*. Rome 1917.
- *Fiume italiana e la sua funzione antigermanica*. Rome, Athenæum, 1917.
- Institut pour la défense des droits des minorités à Loubiana*. — *La situation de la minorité yougoslave en Italie*. Loubiana, 1917.
- KLINGER (Umberto). — *L'altra sponda*. Ferrara, S. A. T. E., 1928.
- KOS (Milko). — *La formation historique des limites linguistiques italo-slovènes*. Loubiana, 1919.
- LUKAS (Philippe). — *La Yougoslavie économique*. Zagreb, Imprimerie provinciale, 1919.
- LUNGO (del). — *Dalmazia italiana*. Bologne, Zanichelli.
- MAPPIL. — *La vittoria nell'Adriatico*. Milan, Alfieri e Lacroix. 1919.
- MARCOCHIA. — *Spalato e la sua italianità*. Rome, Unione, 1919.
- MARIONI. — *Dalmazia e Jugoslavia*. Prato, 1918.
- MARTEL (René). — *La Slované et les problèmes politiques contemporains*. Paris, Félix Alcan, 1926.
- Mémorandum présenté par les Slovènes du pays de Gorice au Conseil national de Ljubljana*. Loubiana, 1919.
- MENINI (Giulio). — *Passione adriatica. Ricordi di Dalmazia*, 1918-1920. Bologne, Zanichelli, 1926.
- MORELLO. — *L'Adriatico senza pace*. Milan, Alfieri e Lacroix,

- MOUSSET (Albert). — *Le royaume Serbe, Croate, Slovène*. Paris, Bossard, 1926.
- NACHTIGALL (R.). — *Le point de controverse yougoslave-italien sous le jour de quelques données scientifiques*. Loubiana, 1919.
- NANI (Umberto). — *Italia e Jugoslavia*. Milan, Libreria d'Italia, 1928.
- OSTERMAN (St.). — *Italija i Jugoslavija na Jadranu*. Zagreb, Obnova, 1920.
- PERNICE (Angelo). — *Il problema nazionale e politico della Dalmazia*. Unione generale degli Insegnanti Italiani per la guerra nazionale.
- PITACCO (G.). — *Sulle condizioni degli Italiani in Austria, Trieste*. 1912.
— *Discorsi, interpellanze e proposte*. Trieste 1913.
— *La passione adriatica*. Bologne, Apollo 1929.
- PIZZAGALLI (Aldo). — *Per l'italianità dei cognomi nella provincia di Trieste*. Trieste, Libreria Treves-Zanichelli, 1929.
- POMMIER (René). — *Sur le Danube et l'Adriatique*. Paris, Bossard.
- PUC (Dinko). — *La province de Gorice, une terre yougoslave*, Loubiana, 1919.
- RANDI (Oscar). — *L'Adriatico*. Milan, Treves 1914.
— *Il servizio consolare italiano in Dalmazia*. Rome, Archivio storico per la Dalmazia, 1928.
- RICCHIERI (Giuseppe). — *Il fato geografico nella storia della penisola balcanica*. Unione Generale degli Insegnanti Italiani per la guerra nazionale.
- RIVET (Charles). — *En Yougoslavie*. Paris, Perrin 1919.
- RUBIĆ (Ivo). — *Naša medja prema Italiji*. Split, Leonova Tiskara, 1926.
- RUSO (Mario). — *L'épopée dalmatique et il suo eroe*. Milan, Trevisini, 1925.
— *Nei cieli di Dalmazia*, Milan, Balzaretti 1926.
- SALVEMINI (G.). — *Dal patto di Londra alla pace di Roma*. Turin, 1925.
- SANESI. — *Spalato e la questione dalmatica*. Novare 1918.
- SCARFAGLIO. — *L'Italia, la Jugoslavia e la questione dalmatica*. Florence 1918.
- SILLANI (Tomaso). — *L'Adriatico e la Dalmazia*. Milan, Treves.
— *La vittoria dello Spirito*. Florence, Bemporad.
— *Il problema adriatico e la Dalmazia*. Milan, 1920.
- SOLMI (Arrio). — *L'Adriatico e il problema nazionale*. Rome 1920.
- ŠIŠIĆ (F. de) — *Aperçu de l'histoire du littoral oriental de l'Adriatique*. Zagreb, Imprimerie provinciale, 1919.
- TAMARO (Attilio). — *Italiani e Slavi nell' Adriatico*. Rome, Athenæum 1916.
— *Le condizioni degli Italiani soggetti all' Austria nella Venezia*

Giulia e nella Dalmazia. Rome, Società italiana per il progresso delle scienze.

— *Raccolta di documenti della questione adriatica.* Rome, Rivista politica.

TEMPERLEY (H.-W.-V). — *A History of the Peace Conference of Paris* (vol. 4 et 5). London, Henry Frowde and Hodder and Stoughton, 1921.

TOYNBEE (Arnold J.). — *Survey of international affairs*, 1924.

VODNIK (Branko). — *La civilisation yougoslave sur l'Adriatique.* Zagreb, Imprimerie provinciale 1919.

VOINOVITCH (Comte Louis). — *Dalmatia and the yugoslav movement.* Londres, George Allen and Unwin Ltd.

TABLE DES MATIERES

Introduction	9
Chapitre I. — Italiens et Yougoslaves dans les pays frontières...	15
Chapitre II. — Les divers projets de frontière entre l'Italie et la Yougoslavie	32
Chapitre III. — Obligations contractuelles de l'Italie et de la Yougoslavie relatives à la protection des minorités.....	43
Chapitre IV. — La situation de la minorité yougoslave en Italie....	61
I. — La politique d'italianisation de la Vénétie Julienne.....	61
II. — L'italianisation des noms.....	77
III. — La question scolaire.....	90
IV. — La presse yougoslave en Italie	101
V. — L'emploi des langues croate et slovène en Vénétie Julienne	112
VI. — La religion et l'Eglise	117
VII. — Les associations culturelles yougoslaves en Vénétie Julienne	127
VIII. — Les organisations économiques yougoslaves en Vénétie Julienne	136
IX. — Les libertés politiques des Yougoslaves d'Italie.....	148
X. — L'avenir de la minorité yougoslave d'Italie	149
Chapitre V. — La situation des optants italiens de Dalmatie.	
I. — Les plaintes des Italiens	155
II. — Les écoles et les institutions de culture intellectuelle italiennes en Dalmatie	158
III. — L'exercice des industries, commerces ou professions...	167
IV. — L'avenir de la minorité italienne de Dalmatie.....	173
Documents	
Traité de Rapallo du 12 novembre 1920	177
Convention de Santa Margherita du 23 octobre 1922 (extraits)	184
Echange de lettres relatives à l'enseignement	191
Accord concernant Fiume du 27 janvier 1924.....	195
Accords de Nettuno du 20 juillet 1925 (extraits)	201
Liste bibliographique	217
Carte I. — Divisions administratives du littoral austro-hongrois avant-guerre	18
Carte II. — Répartition ethnique des Italiens et des Yougoslaves en Vénétie Julienne, d'après le recensement autrichien de 1910....	21
Carte III. — Projet de frontière du Pacte de Londres (26 avril 1915) ..	33
Carte IV. — Ligne Wilson (mémoire du 14 avril 1919).....	35
Carte V. — Frontière actuelle entre l'Italie et la Yougoslavie.....	40

IMPRIMERIE J. BIÈRE

18-20-22, RUE DU PEUGUE

BORDEAUX

1929
